

REGION PROVENCE-ALPES-COTE
D'AZUR

Etude sur l'économie résidentielle

Rapport de phase 1

Mai 2010

SOMMAIRE

Ce document présente les résultats de la 1^{ère} phase de l'étude conduite par Laurent Davezies et consacrée à l'analyse de l'économie résidentielle en PACA aux niveaux départemental et communal et aboutissant à l'identification d'une typologie de systèmes résidentiels.

Il est constitué de deux parties :

- Une note de synthèse sur les résultats.
- Le détail des analyses statistiques et cartographiques.



L'économie résidentielle dans la région Provence – Côte d'Azur

Laurent Davezies
L'Oeil pour Acadie
Mars 2010

L'économie résidentielle et l'économie résidentielle¹

Le thème de l'économie résidentielle a depuis quelque temps envahi le paysage de l'analyse territoriale. Pour autant, cette notion n'est pas toujours bien comprise et renvoie à des définitions ambiguës. Le même vocabulaire est utilisé pour désigner des phénomènes différents.

Deux « trains » de travaux semblent rouler sur la même voie. D'un côté, une reformulation « fondamentaliste » de la théorie de la « base économique », proposée par l'équipe de l'Oeil (Université de Paris 12), a conduit à une réhabilitation de cette approche et fait émerger, aux côtés de l'économie basique productive, une autre base, résidentielle². De l'autre, l'Insee, qui a récemment produit des traitements de l'emploi permettant d'isoler ceux qui font partie de ce qu'il appelle l'économie résidentielle. Cette nouvelle production de l'Insee est flatteuse pour les auteurs des travaux de modernisation de la théorie de la base, mais introduit et diffuse malheureusement une certaine confusion conceptuelle.

« L'économie résidentielle » de l'Insee s'exprime en nombre d'emplois. Il s'agit de l'ensemble des emplois qui répondent localement à la demande des ménages. C'est ce que l'on a appelé, dans des travaux antérieurs, les emplois qui se localisent pour vendre (par opposition à ceux qui se localisent pour produire ou ceux, publics, qui se localisent pour servir). Dans l'abondante littérature internationale du siècle passé portant sur la théorie de la base, ces emplois sont appelés « emplois domestiques ». C'est le terme qu'utilisent des Hoyt, des North ou des Tiebout. Certes, ce terme de « domestique » est peu élégant voire péjoratif, mais c'est celui qui s'est établi dans les milieux de l'analyse économique. On peut comprendre que l'Insee ait souhaité proposer une autre terminologie, qui est à cet égard bienvenue. Sauf que ce terme renvoie directement, dans l'esprit de lecteurs troublés, à « l'économie résidentielle » dérivée des travaux de la base économique, dont la définition est totalement différente.

¹ Ce préambule reprend des éléments publiés dans Davezies, L. (2009) « L'économie locale « résidentielle » *Géographie, Économie, Société* 11 (2009) 47-53

² Voir notamment Talandier M. & Davezies L. (2009) *Croissance et développement territorial. Un examen des phénomènes et des représentations dans les pays industriels*. Editions du PUCA. 130 pages (2009) ou Davezies, L. (2008) *La république et ses territoires. La circulation invisible des richesses*. Collection La république des Idées. Le Seuil.

La théorie de la base est une approche des moteurs du développement local par les revenus. Ce sont les revenus –dits « basiques »- qui viennent irriguer les territoires et qui insufflent leur développement : il s’agit de la contrepartie des biens et services produits localement et vendus à l’extérieur, des salaires de fonctionnaires, des prestations sociales, des dépenses de tourisme... etc. Dans un deuxième temps, c’est la circulation interne des revenus dans les territoires qui permet le développement des emplois « domestiques » par le jeu de multiplicateurs d’emploi et de revenu. En bref, ce modèle est néoclassico-keynésien, combinant offres territoriales de toutes natures vis-à-vis du reste du monde, qui attirent les revenus basiques, et demande interne qui libère les effets multiplicateurs.

« L’économie résidentielle » désigne, dans ce modèle, l’offre territoriale vis-à-vis d’agents résidents inactifs sur le territoire : retraités, touristes, actifs employés ailleurs (« navetteurs »). La mesure de cette économie s’exprime en valeurs monétaires. Il s’agit donc de montants monétaires de base économique, jusqu’ici largement ignorés des analystes, qui viennent abonder la base productive des territoires (mais aussi les bases publiques, sociales et médicales).

Bref, à l’Insee, l’économie résidentielle désigne des nombres d’emplois de boulangers, commerçants ou médecins et, dans nos travaux, elle renvoie à des montants monétaires de revenus de navetteurs, de retraites ou de dépenses touristiques. L’Insee désigne sous ce terme ce que la littérature, avant nous, nomme « emplois domestiques ». Il ne s’agit pas de dire qui a raison et qui à tort, et d’autant moins que les auteurs de ces lignes seraient ici juge et partie. Du moins est-il important, pour le lecteur, de savoir à quelles notions distinctes et à quels univers théoriques renvoie ce même terme.

L’étude sur le cas de la région Provence-Côte d’Azur comporte ces deux dimensions de l’économie résidentielle : celle des flux de revenus basiques résidentiels et celle de l’emploi domestique induit.

L’analyse de l’économie résidentielle de la région Provence-Côte d’Azur: cadrage

L’analyse proposée dans ce rapport porte sur (i) l’identification –chiffrée et géographique- des flux de revenus résidentiels qui traversent les territoires de la région (navettes, retraités, tourisme non marchand). (ii) On examinera la nature, le montant et la direction des flux de revenu résidentiel des territoires émetteurs et des territoires récepteurs. (iii) On identifiera les différents types de territoires émetteurs comme récepteurs pour faire émerger des « systèmes territoriaux » locaux, régionaux ou nationaux (selon la portée, en distance, des flux considérés). (iv) On analysera l’impact économique de ces transferts de revenu sur les territoires émetteurs (évasion de revenu) et récepteurs (apport de revenu), selon leur type afin de mettre en relation ces flux physiques (navetteurs, retraités, touristes) et monétaires (salaires de navetteurs, pensions de retraites, dépenses touristiques) avec la structure et la dynamique des « fondamentaux » de ces territoires (démographie, emploi, revenu des ménages, pauvreté,...).

Dans un premier temps, on identifiera les flux de revenus résidentiels liés aux navettes, aux migrations de retraités et aux résidences secondaires, pour lesquels on dispose de données « origine – destination » détaillées, ce qui n’est pas le cas pour d’autres types de revenus basiques (tourisme non marchand ou dans chez la famille et les amis).

Sur cette base, on identifiera les « systèmes territoriaux » de la région selon la plus ou moins grande distance entre les origines et les destinations (retraites et résidences secondaires, les navettes étant par construction des flux de proximité) afin de faire émerger des systèmes « locaux » (moins de 100 km), « régionaux » (entre 100 et 300 km) ou « nationaux » (plus de 300 km).

Une fois établis ces périmètres, on procèdera à l'estimation de l'ensemble de leurs bases économiques, productives, publiques, résidentielles (y compris le tourisme marchand ou dans la famille/amis) et sociales, puis à un diagnostic sur la nature et la dynamique de leur développement.

Le territoire d'étude

La région Provence-Côte d'Azur est constituée de 6 départements. Elle compte 4,8 millions d'habitants, très inégalement répartis : 40% d'entre eux se situent dans les Bouches-du-Rhône, 22% dans les Alpes-Maritimes, 20% dans le Var et les 17% restant dans les trois autres départements qui occupent 51% de la superficie de la région.

Les cinq plus grandes aires urbaines de la région, Marseille-Aix, Nice, Toulon, Grasse-Cannes-Antibes et Avignon (pour sa partie en Provence-Côte d'Azur), accueillent 3,5 millions d'habitants, soit les trois quarts de la population de la région. Vingt autres aires urbaines (ou fractions d'aires urbaines) comptent au total 740 000 habitants (15% de la population régionale). Les 13% restants de la population de la population régionale se partagent entre les communes rurales (420 000 habitants) et les communes multipolarisées (4%). On a donc affaire à une des régions les plus urbanisées de France (il n'y a que l'Ile de France et le Nord-Pas de Calais dans lesquelles la part de la population des aires urbaines soit plus importante). Pour autant, ces aires urbaines n'occupent que 37% de la superficie du territoire de la région. En bref, 13% de la population de la région, rurale, occupe 63% de son territoire.

On a tendance à penser (et on l'observe dans beaucoup de régions plus septentrionales) que l'économie résidentielle est largement liée au monde rural, l'économie productive étant le fait des aires urbaines. Le territoire français se partageant entre un monde urbain émetteur de revenus résidentiel (salaires des navetteurs, migrations de retraités, pratiques touristiques,...) et des territoires périurbains et ruraux récepteurs de ces flux.

L'analyse de la région Provence-Côte d'Azur montre qu'il n'en est rien. Du fait du poids des aires urbaines dans le peuplement de la région, on verra que le plus gros des flux de revenus résidentiels s'orientent vers ces aires urbaines et que le monde rural occupe une place bien moins importante dans ces flux. De fait, il n'y a pas, à priori, de territoire qui échappe aux mécanismes résidentiels.

Les revenus résidentiels dans la région Provence-Côte d'Azur

Avant de procéder à leur analyse géographique, il faut avoir à l'esprit les ordres de grandeur des flux des revenus résidentiels qui lient ces territoires entre eux ou avec le reste du pays.

Les navettes sont le fait d'actifs résidant dans une commune de la région et travaillant ailleurs. Les territoires spécialisés dans l'accueil de ces populations sont celles dans lesquelles le ratio (actifs occupés / emploi) est supérieur à 100. C'est le cas de 800 des 963 communes de la région (diapo 5) . Elles abritent 41% de la population de la région, 43% de

ses actifs occupés et... 28% de ses emplois. Elles disposent globalement de 283 000 actifs occupés de plus que d'emplois ! Si l'on considère qu'en moyenne chacun de ces navetteurs dispose d'un revenu de 22 000 euros annuels, cet apport pour ces communes est de 6,2 milliards d'euros de « revenu résidentiel de navette ». D'un autre côté, les pôles d'emplois (les territoires à trame jaune-rouge dans la diapo 5) ont 267 000 emplois de plus que d'actifs occupés et voient ainsi leur échapper de l'ordre de 5,9 milliards d'euros. Globalement, la région dispose de 17 000 actifs occupés de plus que d'emploi, ce qui se traduit par un apport interrégional de l'ordre de 375 millions d'euros de revenu de navetteurs.

Les pensions de retraites représentent une part croissante du revenu des ménages français. Leur montant est de l'ordre de 193 milliards d'euros en France métropolitaine en 2005, soit 17,5% du Revenu Disponible Brut des ménages français (soit un montant égal à 30% des salaires et traitements bruts ou à 58% du montant des prestations sociales en espèces). Le montant total des pensions déclarées en 2005 par les 1,08 millions de retraités vivant dans la région Provence-Côte d'Azur est de 17,5 milliards d'euros, soit 20,6% du RDB de ses ménages. La région est plutôt « spécialisée » dans les retraités, qui y pèsent, en 2006, 23% de la population contre 21% dans la moyenne nationale. Dit autrement, alors que les retraités représentent en France, en 2006, 33% des titulaires de revenus (actifs occupés + retraités), ils sont 37% dans la région. Si le nombre de retraités vivant dans la région était proportionnel à son nombre d'actifs, ce seraient de l'ordre de 173 500 retraités de moins qui y résideraient. En d'autres termes, et en estimant les retraites moyennes à 20 000 euros³, ce sont de l'ordre de 3,5 milliards d'euros de « sur-revenu » de retraite (et de leurs effets multiplicateurs) dont bénéficierait globalement la région. Cet apport représente de l'ordre de 4% du revenu disponible brut de la région

Ces retraités sont inégalement répartis sur le territoire régional (voir diapo 56). 609 des 963 communes de la région ont un ratio retraités/titulaires de revenus supérieur à la moyenne nationale. Le ratio, pour ces 609 communes y est de 39,5%. On trouve parmi elles des communes urbaines importantes disposant d'un ratio très élevé : St Raphaël, 55% ; Sanary 55%, Bandol, 54% ; le Lavandou, 53% ; Cavalaire, 51% ; Vaison-la-Romaine, 50% ; Six-Fours, 49%, Cannes, 47%, ... etc.

,
Les dépenses de tourisme constituent la troisième dimension des flux de revenus résidentiels qui circulent entre les territoires. Ces dépenses, souvent ignorées dans les analyses territoriales constituent un appoint majeur de revenu pour les territoires. En 2005, ce sont de l'ordre de 93 milliards d'euros qui ont été dépensés par des touristes (français et étrangers) sur le territoire national. La région Provence-Côte d'Azur enregistre un total de dépenses de l'ordre de 14,5 milliards d'euros, soit 15% du total national (pour 8% de la population du pays). Pour avoir un ordre d'idée, ces dépenses représentent un montant de l'ordre de 17% de celui du revenu disponible brut des ménages de la région. La présente étude, qui porte sur des territoires « fins » ne peut disposer de données origine-destination des « touristes marchands » (hôtels et campings) ou des séjours « chez la famille ou les amis ». En revanche, les données du SES sur les lieux de résidence principale des propriétaires de résidences secondaires permet une analyse territoriale fine des circulations monétaires liées aux séjours en résidences secondaires. Ces séjours en résidences secondaires ont donné lieu, en 2005, à 37 milliards d'euros de dépenses sur le territoire national , 5,8 dans la région⁴ (soit 16% du total national).

³ La pension moyenne française est plutôt de l'ordre de 18 000 euros en 2005, mais considérant que les retraités mobiles, particulièrement vers la région Paca, sont plus riches, on a gonflé conventionnellement cette moyenne à 20 000 euros.

⁴ Il s'agit, plus précisément des dépenses touristiques liées aux résidences secondaires et aux locations.

Cette forte spécialisation touristique est connue. Ce qui l'est moins, et que les nouvelles données du SES permettent de mesurer, est la répartition géographique des propriétaires de résidences secondaires de la région.

Le recensement de l'Insee compte 476 000⁵ résidences secondaires en Provence-Côte d'Azur en 2006 (17,5% des logements) et le fichier du SES repère 239 500 propriétaires de résidences secondaires dans la région (10,6% des ménages). Cela signifie qu'il y a un nombre bien plus important de résidences secondaires dans la région qu'en moyenne en France (9,9% des logements), mais un nombre seulement un peu plus important de propriétaires de résidences secondaires que dans la moyenne nationale (9% des ménages).

Même si la région apparaît très attractive comme lieu de résidence secondaire, 31% des propriétaires de Provence-Côte d'Azur (74 300) le sont de résidences extérieures à la région : 11 000 en Corse, 16 000 en Languedoc-Roussillon, 16 500 en Rhône-Alpes,... On note cependant qu'ils sont très peu présents dans des régions touristiques plus éloignées : ils ne sont, par exemple, que 2 500 à posséder une résidence secondaire en Bretagne (diapo 34).

Inversement, le fichier SES rend compte du fait que 170 000 propriétaires de résidences secondaires dans la région vivent ailleurs⁶. On en compte 65 600 en Ile de France, 35 400 en Rhône-Alpes, 8 900 dans le Nord-Pas de Calais, ...

Si l'on considère que chaque résidence secondaire génère en moyenne 13 000 euros de dépenses annuelles, ce sont ainsi 2,2 milliards d'euros de dépenses touristiques qui sont ainsi apportés par les propriétaires français de résidences secondaires ne vivant pas dans la région.

En conclusion de ce cadrage général, on voit que les montants de revenu résidentiel pèsent d'un poids considérable dans la région. Dans la dernière partie de l'étude, on estimera l'ensemble des revenus basiques des différents systèmes territoriaux de la région⁷.

Dans les lignes suivantes, on va utiliser l'analyse des « origines-destinations » de trois indicateurs (navettes, migrations de retraités, résidences secondaires) pour fabriquer la géographie et l'appartenance des différents systèmes territoriaux de la région : « locaux », « régionaux » ou « nationaux ». Ces trois indicateurs ne reflètent, on l'a dit, qu'une part de l'économie résidentielle de la région, mais ce sont les seules variables pour lesquelles on dispose des données détaillées origine-destination, et c'est grâce à elles que l'on peut établir cette géographie de systèmes territoriaux qui feront ensuite l'objet d'une analyse exhaustive et détaillée des moteurs, notamment résidentiels, de leur développement.

⁵ On utilise ici les données du recensement Insee. Les résidences secondaires considérées par le fichier SES sont moins nombreuses. En Paca, ce fichier n'en dénombre que 335 600.

⁶ Le fichier SES fourni pour cette étude semble ne pas comptabiliser convenablement les propriétaires étrangers de résidences secondaires : on n'en trouve que 3 700 vivant à l'étranger (code 0000), ce qui semble très partiel...

⁷ ...et on présentera, en annexe, les tableaux détaillés des bases économiques de chacune des 22 zones d'emploi de la région.

Analyse géographique des flux de revenu résidentiels dans la région Provence-Côte d'Azur

Les trois types de revenus résidentiels que l'on vient d'évoquer circulent, rentrent, sortent, dans tous les sens sur le territoire national et dans, depuis et vers ceux de la région.

Les pages suivantes seront consacrées à un examen descriptif de trois types de flux pour lesquels on dispose de statistiques « origine-destination ».

Les navettes dans la région

On compte, en 2006, 1,8 million d'emplois dans la région Provence-Côte d'Azur. 47% d'entre eux, 856 000, sont occupés par des actifs travaillant dans une autre commune que celles dans lesquelles ils résident. Les déplacements domicile-travail se font essentiellement dans la proximité locale (diapo 27) : en moyenne, les navetteurs de la région parcourent 28,4 km. Si systèmes territoriaux il y a, liant territoires d'emploi et territoires de résidences, ce sont des systèmes « locaux » avec des distances origine-destination faibles (comme le montrent les diapos 12 à 26, qui cartographient les navettes depuis les grandes villes de la région).

On observe cependant un certain nombre de navettes de longue distance, qui pour l'essentiel, sont le fait de navetteurs au mieux hebdomadaires (rentrant chez eux le week-end) ou d'actifs bi-résidents vivants dans la région et déclarant leur rattachement professionnel dans une autre région (travailleurs indépendants). En 2006, on compte 10 150 actifs résidant dans la région qui déclarent travailler en Ile de France, 1 600 dans le Rhône, 1 450 en Isère, 380 dans le Nord,... Il faut noter aussi le flux croissant d'actifs de la région allant travailler à Monaco (24 000 en 2006). Au total, ce sont 61 300 de ses actifs qui travaillent à l'extérieur de la région vers laquelle ils rapatrient leurs revenus (et 44 000 qui y travaillent et vivent à l'extérieur de la région).

Comme le montre les diapo 7 et 8, les territoires dans lesquels le ratio actif/emploi est supérieur à 100%, ont en moyenne un taux de 80%. On y trouve 72% des emplois de la région pour seulement 57% des actifs, et cela sur 26% de la superficie de la région. On observe des différences entre les différents départements : c'est dans le Vaucluse, les Alpes de Haute-Provence et les Hautes-Alpes que ces communes-pôles d'emploi sont les plus polarisées, avec un ratio actifs/emplois de 67%, 71% et 77%. Les communes ayant les ratios actifs/emplois supérieur à 100% ont un taux global de 155%, avec des pics dans les Alpes de Haute-Provence (185%), les Hautes-Alpes (177%). On voit donc que ce sont les départements littoraux qui connaissent les plus fortes dissociations lieu de travail-lieu de résidence.

De façon générale dans la région, les navetteurs vivant dans des communes « résidentielles-navettes » sont pour l'essentiel dans des aires urbaines. Ces communes qui sont dans des aires urbaines regroupent 79% des actifs des communes résidentielles-navettes. Il s'agit donc bien de flux de proximité. Là encore, quand on descend au niveau de l'analyse départementale, on trouve d'importantes exceptions à cette règle : là encore, dans les trois départements littoraux, la plupart des actifs vivant dans des communes résidentielles-navettes sont hors aire urbaine : 96% dans le Vaucluse, 71% dans les Alpes de Haute-Provence, 68% dans les Hautes-Alpes... et seulement 4% dans les Alpes-Maritimes (et 13% dans les Bouches du Rhône).

Comme le montre la diapo 28, ces navetteurs font circuler des montants très importants de revenus entre les territoires « non résidentiels-navettes » et les autres : les premiers ont un solde négatif d'entrée-sortie d'actifs de l'ordre de 266 500 actifs qui se traduit par une fuite de revenus de l'ordre de 5,9 milliards d'euros. Les territoires « résidentiels-navettes », à l'inverse, ont un solde de 284 000 actifs (ils ont également un solde positif vis-à-vis de lieux d'emploi extérieurs à la région) et engrangent 6,2 milliards de revenu du travail par ce mécanisme.

Si l'on examine ces données au niveau départemental, on voit que les volumes transférés sont proportionnels à la taille des départements : le plus gros est le fait des trois départements Bouches-du-Rhône, Alpes-Maritimes et Var.

Si les transferts de revenu liés aux navettes se jouent essentiellement dans la proximité, au sein de systèmes territoriaux très localisés (en moyenne, on l'a vu, d'une trentaine de kilomètres de rayon), une partie se joue entre des communes de départements différents de la région. Comme le montre le tableau ci-dessous, on note des déséquilibres (légers) : les Bouches-du-Rhône, perdantes, redistribuent de l'ordre de 500 millions d'euros vers d'autres territoires, et particulièrement le Var, qui lui, est gagnant (560 millions d'euros). Les Alpes-Maritimes sont gagnantes (420 millions d'euros), principalement grâce à Monaco. Le Vaucluse est légèrement perdant (160 millions d'euros), au profit des territoires de résidences des navetteurs à l'Ouest du Rhône, les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes étant assez équilibrées.

Solde, au sein de chaque département, entre communes « résidentielles-navettes » et « non résidentielles-navettes ». Actifs et revenus liés.

	Solde en actifs	solde en millions d'euros
Alpes de Hte. Pr.	3 081	68
Htes Alpes	-359	-8
Alpes Maritimes	19 195	422
Bouches du Rh.	-22 871	-503
Var	25 352	558
Vaucluse	-7 170	-158
	17 227	379

Sources : d'après Insee et DGI

Les flux de retraités dans les territoires de la région

On l'a dit plus haut, la région est spécialisée dans l'accueil des retraités. Les cartes des diapositives 55 et 56 montrent que cette spécialisation est plus ou moins marquée selon les territoires de la région. Par des effets de volume (vu le poids, déjà signalé, des aires urbaines dans la population de la région), le plus gros des retraités de la région vivent dans des aires urbaines (86%) (diapo 57), mais ils pèsent plus lourd dans les titulaires de revenu dans les communes hors aires urbaines (40%). Les « champions » du taux de retraités dans les titulaires de revenu sont les territoires hors aire urbaine des Alpes-Maritimes (43%) du Var (42%) et des Alpes de Haute-Provence (41%). C'est dans le Var que ce taux est maximal en aire urbaine (40%), alors qu'il est beaucoup plus bas dans les aires urbaines des Bouches-du-Rhône (34%), et plus encore des Hautes-Alpes (33%) (diapo 58). Ce taux est particulièrement bas dans certaines aires urbaines de la région : Fos-sur-Mer (26%), Briançon (28%), Istres (29%) ou Miramas (30%) (diapo 60).

L'analyse des mobilités résidentielles de retraités fournies par le recensement 2006 de l'Insee permet de repérer leurs origines-destinations.

La première observation sur les mobilités de retraités⁸ (diapo 75) tient au fait que le nombre de retraités arrivants dans la période dans une commune de Provence-Côte d'Azur et provenant du reste de la France (44 300) est beaucoup plus important que celui des arrivants d'une autre commune de Provence-Côte d'Azur (26 300). En revanche, quand les retraités de la région déménagent, c'est plus souvent pour s'installer dans une autre région française (ils sont 30 900, soit 54% des retraités mobiles de Provence-Côte d'Azur). Finalement, le solde des entrées-sorties de retraités, sur la période récente, a été positif pour la région, avec 44 300 entrées en provenance du reste de la France et 30 900 sorties de retraités de Provence-Côte d'Azur vers le reste de la France. Soit un « gain » de l'ordre de 13 400 retraités, rapportant, au minimum (les retraites mobiles sont plus riches que le retraité moyen), de l'ordre de 270 millions d'euros annuels sur cette période.

Les choix de localisation de ces arrivants sont très différents (diapo 75) : ceux qui arrivent du reste de la France préfèrent nettement s'installer dans les Alpes-Maritimes (73% des arrivées dans ce département) ou le Var (66% des arrivées). Ceux qui se déplacent au sein de la région préfèrent nettement l'arrière-pays et la montagne : (Alpes-de-Haute-Provence : 57% des arrivées, Hautes-Alpes 49%, Vaucluse 43% et Bouches-du-Rhône, 43%).

Le plus gros du flux de retraités entre les communes de la région provient de ses quatre plus grandes aires urbaines (diapos 73-74) : elles fournissent 35 500 des 57 100 retraités mobiles, soit 62% d'entre eux. Les autres aires urbaines de la région fournissent 11 500 retraités mobiles et les communes hors aire urbaines, 10 100. Comme le montre la diapo 74, c'est dans les villes que la propension des retraités à partir vers une autre région française est la plus marquée : 58% des partants, avec des records pour l'aire urbaine de Nice (63,5%) et Toulon (61%). Ce sont les retraités marseillais qui, des quatre aires urbaines, semblent les plus attachés à la région, avec « seulement » 53% de départ pour d'autres régions françaises. Les retraités mobiles des autres aires urbaines de la région sont beaucoup plus fidèles que ceux des quatre grandes, avec 49% qui partent dans une autre région et ceux des communes hors aires urbaines encore plus, avec 45,5%. Les diapos 67 à 72 cartographient les lieux d'installations des retraités partant de chacune des quatre aires urbaines, des autres aires urbaines de la région et du reste de la France).

On voit, à ces chiffres, se concrétiser l'idée de systèmes territoriaux, les uns nationaux (le littoral de la Côte d'Azur), avec d'importantes entrées-sorties depuis et vers le reste du pays, les autres plus régionaux, voire locaux, comme le montre la diapo 76.

On a procédé à un tri des communes de la région, selon la distance parcourue par les retraités mobiles depuis leur lieu de domicile antérieur. On peut ainsi définir des systèmes « locaux » (moins de 100 km), « régionaux » (de 100 à 300km) ou « nationaux » (plus de 300km).

Le tri est simple : toute commune dans laquelle une des catégories de retraités arrivant, selon la distance, est supérieure à 50% du total des retraités entrants est qualifiée par cette catégorie. Sinon, quand aucune des trois catégories n'a la majorité, la commune est considérée comme étant dans un système « combiné ».

⁸ Les données du recensement portent sur les mobilités résidentielles des retraités dans les cinq dernières années (2004 à 2008).

La diapo 76 cartographie le résultat de cette analyse. On y voit une géographie très marquée : les systèmes territoriaux jouant au niveau « national » sont concentrés, en termes géographiques (i) sur une partie du littoral, pour l'essentiel dans le Var, (ii) dans les collines du Lubéron, des Alpilles et des Hautes-Alpes. Le Nord de la région, Hautes-Alpes et Alpes-de-Haute-Provence. Si on examine leur localisation en termes de volume de retraités, on note une forte spécialisation des Alpes-Maritimes (mais sur un espace restreint du département) et au contraire une plus faible spécialisation dans le Nord de la région (en dépit des surfaces significatives des communes concernées) et dans le Vaucluse.

Partage des arrivées de retraités mobiles selon la distance à leur domicile antérieur (mobilité des 5 dernières années). Par départements, en %

	Local	Régional	National
Alpes-de-Haute-Provence	53%	18%	30%
Alpes-Maritimes	48%	9%	43%
Bouches-du-Rhône	61%	11%	28%
Hautes-Alpes	43%	29%	29%
Var	45%	8%	47%
Vaucluse	57%	13%	30%
Total	51%	11%	38%

Sources : d'après Insee

Les Hautes-Alpes apparaissent nettement, et plus que les autres départements de la région, comme dotés d'une « zone de chalandise » régionale, et en termes géographiques (carte) et en termes démographiques (populations). S'y installent des Marseillais (560 en provenance des Bouches du Rhône), des Grenoblois (200 en provenance de l'Isère), des Niçois (130 venus des Alpes-Maritimes), des Toulonnais (130 venus du Vaucluse),...et seulement 440 en provenance de l'Ile de France.

Le reste du territoire joue surtout sur un marché local, offrant des lieux de résidence d'abord aux retraités de la région : c'est surtout vrai pour les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse et les Alpes-de-Haute-Provence. Les Alpes-Maritimes ont un statut ambigu, selon que l'on analyse les populations de retraités arrivantes (qui viennent massivement plus de 300 km) ou les territoires qui, en surface, accueillent massivement des retraités venus de moins de 100km.

Les résidences secondaires dans la région Provence-Côte d'Azur

On l'a dit plus haut, la région est fortement dotée de résidences secondaires, quelle que soit la source statistique mobilisée (Insee ou SES).

La répartition des résidences secondaires est, elle aussi, très inégalement répartie dans la région. (diapos 31, 32 et 34). Elles sont particulièrement concentrées dans la partie Nord et Est de la région. Surtout dans les Hautes-Alpes (46% des logements, contre 17% pour la moyenne de Provence-Côte d'Azur et 10% pour la moyenne nationale) et les Alpes-de-Haute-Provence (34%) mais également dans le Var (27%) et les Alpes-Maritimes (23%). En revanche, les Bouches-du-Rhône (3%) et le Vaucluse (7%) sont très en dessous de la moyenne nationale (diapo 34).

Les départements les plus spécialisés dans les résidences secondaires (en poids dans le nombre de logements), présentent une forte différenciation entre eux : dans les départements littoraux (Alpes-Maritimes et Var), le plus gros des résidences secondaires sont dans des aires

urbaines alors que dans les départements de l'intérieur (Alpes de Haute-Provence et Hautes-Alpes), le plus gros d'entre elles se situent dans des communes rurales (diapo 35).

On l'a vu, 11% des ménages de la région possèdent une résidence secondaire, dont 87,5 % d'entre eux habitant dans une des aires urbaines de la région (diapo 36). La propension à posséder une résidence secondaire varie considérablement entre les aires urbaines : de 16% dans l'aire urbaine de Briançon à 7% dans celles de Miramas, Orange, Istres ou Fos-sur-Mer. Elle est proche de la moyenne régionale dans les grandes aires urbaines de la région : 11% à Marseille, 12% à Nice, 9% Toulon et 8% à Avignon. Au total, 72% des propriétaires de résidences secondaires de la région vivent dans une de ces quatre grandes aires urbaines. Les diapos 38 à 43 cartographient les lieux, dans la région, dans lesquels se situent leurs résidences secondaires.

La diapo 45 chiffre la répartition des lieux de ces résidences secondaires. Globalement, on l'a dit, 31% (74 300 sur 239 500) des résidences secondaires possédées par des propriétaires de la région sont situées ailleurs en France. Mais cette « fuite » est plus que largement compensée par le fait que 164 700 résidences secondaires de la région sont possédées par des propriétaires dont la résidence principale ne se situe pas dans la région.

Le choix du lieu de la résidence secondaire varie d'un département à l'autre (diapos 45 et 46) : les habitants de l'aire urbaine de Nice se singularisent nettement par une préférence massive pour leur département : ce sont ceux qui ont la plus faible part de leurs résidences secondaires ailleurs en France (24%, contre 31% en moyenne régionale). 62% de leurs résidences secondaires se situent dans le département, ce qui constitue un record régional (et probablement national). Si l'idée de système territorial local a un sens, circonscrivant un périmètre dans lequel les habitants vivent, travaillent, ont une forte propension à prendre leurs loisirs et leur retraite, c'est autour de l'aire urbaine de Nice qu'on en trouve un archétype.

En revanche, les Marseillais « étalent » plus largement leurs choix : certes 21% des propriétaires ont choisi une localisation dans les Bouches-du-Rhône, mais 27% ont préféré le Nord de la région (Alpes-de-Haute-Provence et Hautes-Alpes) ou le Var (14%). Les propriétaires Avignonnais sont fortement attirés par d'autres régions (particulièrement en Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes) et sont seulement 41% à préférer une localisation dans leur région, et d'abord dans le Vaucluse (19% de leurs résidences secondaires). Les Toulonnais se partagent entre une forte préférence pour le Var (41%) et les deux départements du Nord (18%). Les propriétaires des communes rurales sont ceux qui ont la plus forte propension à posséder leur résidence secondaire dans la région (73%).

Les départements spécialisés dans les résidences secondaires possédées par des habitants de la région (diapo 47) sont les Alpes de Haute Provence (81% des résidences secondaires, dont le tiers de Marseillais, 12% de Niçois et 8% de Toulonnais), les Bouches-du-Rhône (72% des résidences secondaires sont possédées par des habitants de la région, dont 51% par des Marseillais), le Vaucluse (58% dont 16% d'Avignonnais et 12% de Marseillais), les Hautes-Alpes (56% des résidences secondaires dont 27% de Marseillais et 6% de Toulonnais).

Les deux autres départements sont, au contraire, d'abord des lieux de résidences secondaires de non-résidents de la région : 66% dans le Var (mais avec quand même 9% de propriétaires Marseillais et 9% Toulonnais) et 51% dans les Alpes-Maritimes qui constituent, avec les 38% de propriétaires niçois, l'essentiel des propriétaires de résidences secondaires.

En bref, on voit se profiler un territoire régional dont les différents territoires ont des fonctions et des enjeux résidentiels contrastés : d'une part des propriétaires marseillais utilisant largement les territoires régionaux , d'autre part des Niçois et des Toulonnais très concentrés sur leur département, et des Avignonnais largement tournés vers l'extérieur (et leur département).

Derrière ce système « lieux des propriétaires - lieux de résidences secondaires », ce sont des flux monétaires qui circulent et viennent irriguer les économies résidentielles des territoires de la région. La diapo 48 présente une estimation de ce que sont ces flux annuels de revenus : les propriétaires de résidences secondaires situées hors de la région sont à l'origine d'un flux (« fuite » ?) de l'ordre de 1,2 milliards d'euros annuels, ceux qui possèdent leur résidence secondaire dans la région font circuler 2,8 milliards d'euros (dont 2 en provenance des seuls quatre grandes aires urbaines). Les propriétaires extérieurs à la région apportent 2,8 milliards d'euros. C'est donc 4,4 milliards d'euros qui circulent vers les territoires de résidence secondaire de la région.

Comme pour les mobilités de retraités, et selon les mêmes modalités, on a procédé à l'identification des types de territoires « local » (moins de 100km), « régional » (de 100 à 300 km), « national » (plus de 300km) et « combiné » (mixte), en fonction de la distance entre les résidences secondaires et les résidences principales de leur propriétaire. Les diapos 49 à 52 présentent le résultat cartographique de cet exercice.

La première chose frappante est la ressemblance de cette carte avec celle des types de systèmes territoriaux liés (diapo 76). Ce sont à peu près les mêmes territoires qui émergent à un ou l'autre des types de système, que ce soit sur les mobilités de retraités ou sur les lieux de résidences secondaires.

Structure des résidences secondaires selon la distance au lieu des propriétaires

	Part des résidences secondaires selon la distance des propriétaires				Total
	combiné	Local	national	regional	
Alpes-de-Haute-Provence	8,7%	45,3%	7,8%	38,2%	100,0%
Alpes-Maritimes	0,5%	17,6%	81,9%	0,0%	100,0%
Bouches-du-Rhône	51,8%	38,2%	10,0%	0,0%	100,0%
Hautes-Alpes	15,8%	1,6%	4,9%	77,6%	100,0%
Var	3,4%	10,8%	85,8%	0,0%	100,0%
Vaucluse	29,1%	28,9%	42,0%	0,0%	100,0%
Total	8,4%	17,4%	62,3%	11,8%	100,0%

Sources : d'après filocom 2007, MEEDDM d'après DGFIP & Insee

Comme le montre la diapo 53, le plus gros des résidences secondaires du Var et des Alpes-Maritimes sont dans un système national, possédées pour l'essentiel par des propriétaires extérieurs à la région (86% et 82% des résidences secondaires de ces départements). Le Vaucluse arrive loin derrière, avec 42% de ses résidences secondaires possédées à plus de 300 km. Au contraire les Alpes de Haute-Provence et les Hautes-Alpes sont massivement dans un système régional (propriétaires entre 100 et 300km) avec respectivement 38% et 78% des résidences secondaires. Les résidences secondaires appartenant à un système local sont plutôt le fait des Alpes-de-Haute-Provence (45%), des Bouches-du-Rhône (38%), des Alpes-Maritimes (18%) et du Var (11%).

Les cinq systèmes résidentiels de la région Provence-Côte d'Azur

Sur la base des deux analyses développées sur les mobilités de retraités et sur les résidences secondaires, on a procédé à l'élaboration d'une carte de synthèse (diapos 85 et 86), là encore selon une modalité de tri simple, afin d'éviter une multiplication inutile des types de territoires : 555 des 963 communes appartiennent au même type (local, régional, national et combiné) dans les deux analyses. Pour les autres, on a fait prévaloir le type lié aux résidences secondaires (qui constituent à la fois un enjeu de revenu plus important et un marqueur plus net de l'attractivité résidentielle des territoires). On a, enfin, distingué les deux systèmes territoriaux « nationaux » en traitant séparément ceux qui sont sur le littoral azuréen (dans les départements du Var et des Alpes-Maritimes) et ceux qui sont dans l'intérieur (essentiellement dans le Lubéron et les Alpilles). De façon générale, plutôt qu'une « peau de léopard », le résultat nous donne à voir des territoires compacts et assez homogènes au regard de la problématique. Cette dernière caractéristique renforce l'idée que l'économie résidentielle de Provence-Côte d'Azur se décline de façons différentes selon ses grands territoires.

Les cinq systèmes territoriaux de la région Provence-Côte d'Azur selon la distance à l'origine des flux de revenus résidentiels

	Système "combiné"	Système "local"	Système "régional"	Système "national- Intérieur"	Système "national- Littoral"	PACA
Trajets Navetteurs						
local	95%	98%	95%	97%	97%	97%
regional	2%	1%	3%	1%	1%	1%
national	3%	1%	1%	2%	2%	2%
Total PACA	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Origine des arrivées de retraités						
local	48%	63%	42%	48%	39%	48%
regional	14%	8%	33%	8%	8%	10%
national	38%	28%	25%	43%	53%	42%
Total PACA	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Lieu des propriétaires de résidences secondaires						
local	39%	72%	12%	27%	14%	30%
regional	25%	12%	65%	18%	15%	23%
national	36%	16%	22%	55%	71%	48%
Total PACA	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Sources : d'après filocom 2007, MEEDDM d'après DGFIP & Insee

Le tableau ci-dessous permet de valider ex-post la pertinence de ce découpage conventionnel. On y voit que les navettes circonscrivent, pour l'essentiel, des systèmes locaux, avec des déplacements de proximité. En revanche, sur les arrivées de retraités, on retrouve bien un contraste important entre les cinq systèmes dans leurs origines géographiques, conformément au qualificatif (« local », régional »,...) des systèmes définis (dans le tableau, la trame verte signale un ratio supérieur au ratio moyen de la région). La seule exception, en termes de spécialisation, est celle qui concerne le système « national-intérieur » qui, certes maximise les arrivées de retraités déplacés de plus de 300 km, mais comporte une part importante (48%) d'arrivées de retraités locaux (mais moins que le « système local » où ils sont 63% des arrivants). La structure des lieux de résidence principale est, elle sans exception, conforme à ce qui était attendu.

Population et superficie des cinq systèmes résidentiels de la région Paca

	superficie en km2	superficie en %	population 2006	Population 2006 en %
combiné	6 009	19%	1 594 266	33%
Local	15 114	48%	1 391 498	29%
régional	5 908	19%	83 962	2%
national-Intérieur	1 641	5%	127 781	3%
national-Littoral	2 729	9%	1 617 721	34%
Total Paca	31 400	100%	4 815 229	100%

Sources : d'après Insee

Revenus de navette, de retraite et de dépenses en résidences secondaires (et locations) dans les cinq systèmes de la région Paca

	combiné	Local	régional	national- intérieur	national- littoral	PACA
en % de PACA						
Population 2006	33%	29%	2%	3%	34%	100%
Salaires des migrants-alternants	32%	43%	2%	6%	17%	100%
Dépenses des touristes en RS et location	13%	20%	14%	5%	48%	100%
Retraites	30%	26%	2%	3%	40%	100%
en indice (poids du revenu résid. / poids pop)						
Salaires des migrants-alternants	97	150	107	212	50	100
Dépenses des touristes en RS et location	39	70	793	197	142	100
Retraites	90	89	89	98	120	100
en euro par habitant						
Salaires des migrants-alternants	1 558	2 406	1 709	3 388	803	1 601
Dépenses des touristes en RS et location	473	853	9 603	2 384	1 720	1 211
Retraites	3 276	3 218	3 218	3 573	4 365	3 632

Sources : d'après Insee, DGI

La diapo 83 donne des éléments de cadrage sur le poids des cinq systèmes dans les six départements de la région, en termes de population, d'emploi, de superficie, d'actifs... etc. Les diapositives 88, 89 et 90 détaillent exhaustivement les bases économiques des cinq types de territoires⁹. En résumé, on peut observer, à partir de ces différents tableaux, que la dépendance à l'économie résidentielle totale (revenus des navetteurs, pensions de retraites et total des dépenses de tourisme marchand et non marchand) est la plus forte dans le système « régional », avec 81% des bases économiques (diapo 89), alors que la moyenne des zones d'emploi françaises est de 45%. En bref, ce sont des territoires qui ne vivent que de l'économie résidentielle. Le système « national-intérieur » apparaît également fortement dépendant de l'économie résidentielle, mais dans une moindre mesure, avec un poids de 67% dans les bases totales. Le système « national-littoral » avec 57% et le système « local », avec 55% ont une forte dépendance, mais du fait de la présence d'autres fonctions (productives et publiques) ne sont pas captifs de l'unique fonction résidentielle. Le système « combiné » est proche de la moyenne des zones d'emploi françaises avec 48%. Le système « national-littoral » dépend peu

La structure des bases résidentielles est assez différenciée : le système « régional » ne bénéficie, en part, que de peu d'apport de revenus de navettes et même de pensions de retraite (diapo 89) : ce sont les dépenses touristiques qui font sa spécialisation résidentielle. Le système « national-littoral » ne dépend pas non plus de ces revenus de navettes (ayant, on l'a dit, un taux d'emploi de 101%) et fait sa spécialisation sur les retraites et le tourisme.

⁹ On trouvera en annexe des tableaux plus détaillés encore estimant les montants des bases économiques des zones d'emploi de la région.

Le système « national-intérieur » a une spécialisation marquée aussi bien dans les navettes, les retraites que le tourisme. On retrouve le même genre de structure des bases dans le système « local », mais moins spécialisé et avec un peu plus de retraites et un peu moins de tourisme. Le système « combiné » est encore un cran en dessous mais avec un poids élevé des pensions de retraite.

- (i) le système territorial le plus peuplé est le « national-littoral » et également le plus dense (34% de la population de la région pour 9% de sa superficie). On y retrouve les principales grandes communes de la Côte : Nice, Cannes, Antibes, Menton, dans les Alpes-Maritimes, et Toulon, La Seyne-sur-Mer, Fréjus,... dans le Var. Ce sont les principaux moteurs de l'économie résidentielle « hors sol » de la région, en quelque sorte son « produit d'appel » vis-à-vis du reste du monde ;
- (ii) Presque à égalité de peuplement (mais pas de densité), on trouve le système territorial « combiné », avec 33% de la population de la région pour 19% de sa superficie. On retrouve dans ce système de grandes communes plus productives, moins attractives sur le plan touristique : Marseille, Aix-en-Provence, Arles, Gap, Draguignan ou la Ciotat. Le plus gros de leurs apports de revenus résidentiels (retraites et tourisme) ont des origines locales et régionales ;
- (iii) Le système « local » est à peine moins important en termes de peuplement, mais occupe presque la moitié de la superficie de la région : 29% de la population pour 48% de sa superficie. On y retrouve les communes de la région qui sont peu attractives sur le plan touristique, et particulièrement vis-à-vis de territoires lointains (à plus de 100 km). On y retrouve des villes comme Avignon, Martigues, Aubagne, Istres, salon de Provence, Carpentras, Manosque, Brignoles ou Vitrolles. C'est dans ces territoires que les effets de solidarité intra-régionale sont relativement les plus forts entre les origines et les destinations des flux de revenu résidentiel.
- (iv) Le système « national-intérieur » abrite 3% de la population régionale sur 5% de son territoire. C'est un territoire largement rural dans lequel les plus grandes villes ne sont que L'Isle-sur-la-Sorgue, St Rémy de Provence, le Thor ou Vaison-la-Romaine. C'est, après le modèle « régional » le système territorial le plus dépendant des résidences secondaires possédées par des propriétaires lointains.
- (v) Le système « régional » occupe un large territoire (19% de la superficie de la région) pour 2% de sa population. C'est un territoire rural de très faible densité, plutôt montagnard. On y retrouve des villes comme Briançon ou Barcelonnette. Ce n'est ni un territoire d'accueil d'actifs navetteurs et peu de retraités. Le plus gros de son économie résidentielle est le fait du tourisme et plus particulièrement du tourisme non marchand (58,5% des logements y sont des résidences secondaires).

On peut, pour finir, examiner les caractéristiques et les performances de ces différents systèmes territoriaux (diapos 91 à 100).

Sur le plan de la « présence »¹⁰, c'est-à-dire de l'usage du territoire, c'est le système « régional » qui l'emporte, avec un taux de présence de 144%, ce qui représente un apport équivalant à 37 000 habitants (diapo 91). Viennent ensuite le système « national-littoral », avec 114% (+ 225 000 personnes), « national-intérieur » avec 107% (+9 500 personnes), « local » avec 103% (+36 000 personnes). Le système combiné est le seul à avoir un taux de présence à peine inférieur à 100%, ce qui signifie qu'il reçoit un petit peu moins de touristes qu'il n'en émet.

Sur le plan de la dynamique démographique (diapo 91), ce sont les systèmes fortement dépendants des navettes qui ont le plus progressé, par effet de péri-urbanisation : entre 1975 et 2006, la population du système « local » progresse de 61,4%, celle du système « national-intérieur » de 61,3% (essentiellement par des mécanismes migratoires). Les deux systèmes « régional » et « national-littoral » progressent deux fois moins vite sur la période. Le système « combiné » est lanterne rouge, avec seulement 10% de progression sur les trente années passées. Sur la période 1999-2006, cependant, on observe un fort rééquilibrage des variations démographiques, les cinq systèmes enregistrant entre 5,7% et 8,8% de progression.

De façon générale, tous les systèmes ont une population âgée importante (diapo 91). Les plus de 60 ans, qui sont 23,6% de la population de la France de province, sont 29,9% ce celle du système « national-littoral », 27,8% de « national-intérieur », 26% dans le « régional ». C'est dans les systèmes « local » et « combiné », avec 24,2% que cette part est la plus basse.

Le type « combiné » est celui dans lequel la part des résidences secondaires dans les logements est la plus faible (diapo 92), de moitié la moyenne de Province (5,1% contre 11,6% en Province). Trois systèmes sont très au-dessus de cette moyenne (« régional », on l'a dit, avec 58%), « national-littoral » avec 25%, « national-intérieur » avec 21%. Et dans ces trois systèmes le poids des résidences secondaires progresse entre 1999 et 2006 et y représente respectivement 63%, 33% et 40% de la variation du nombre de logement. Le système « local » est un peu au-dessus de la moyenne nationale (13% de résidences secondaires dans les logements), mais leur poids régresse, du fait d'une plus grande progression des résidences principales.

Alors qu'en moyenne, en Province, les retraités sont pour 22,5% d'anciens cadres, ils pèsent plus lourd dans chacun des systèmes (diapo 96). D'abord dans le « national-littoral » dans lequel 31% des retraités sont d'anciens cadres. On est proche de 28% dans les systèmes « national-intérieur » et « combiné » (dans lequel se trouvent dans les plus grandes villes de la région), de 26,5% dans le type « local » et de 25% dans le type « régional ».

Dans quatre des cinq systèmes, la part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans l'emploi est plus élevée que les 12,4% de la moyenne de Province (et particulièrement dans le type « combiné ») (diapo 97). Seul le type « régional » est nettement décroché, avec 7,7%. On retrouve dans ces systèmes un équilibre entre la part de ces cadres dans les actifs et

¹⁰ La « présence », définie et calculée par le Ministère du Tourisme en 2005, est le nombre de personnes qui ont vraiment vécu dans le département cette année là (population nette des entrées et sorties touristiques de l'année, comptées en nuitées). L'Oeil a conçu un modèle permettant d'estimer ces présences au niveau local. Le taux de présence est le ratio « population présente »/ « population recensée ».

dans l'emploi, sauf dans le modèle « national-intérieur », dans lequel la part des cadres dans les actifs qui y habitent est de 13% alors qu'elle est, dans les emplois, de 9%. Ce dernier système est donc nettement un lieu de vie de cadres navetteurs qui travaillent ailleurs.

En termes de revenus moyens des ménages, on observe de fortes disparités entre les cinq systèmes, mais qui tendent à s'estomper au fil du temps (diapo 98). Les systèmes les plus riches sont nettement les deux systèmes « national-littoral » et « national-intérieur », avec des indices de revenu par habitant de 121 et 110 en 2005 (100 étant l'indice de revenu moyen par habitant de Provence). « Combiné » et « local » sont proches de la moyenne de Provence, alors que « régional » reste en dessous, à l'indice 96. Pour autant, depuis 1990, on assiste à une convergence des revenus moyens des systèmes : l'indice du revenu « national-littoral » ayant régressé et ceux de « local » et « régional » ayant progressé. Le nombre de pauvres (titulaires du RMI en 2004) est, élevé. Pour un poids de 1,7% dans la population de Provence, il est de 3,7% dans le type « combiné », de 2,3% dans « national-littoral » et à un peu plus de 2% dans « local » et « national-intérieur ». Seul le système régional, dont on a vu que c'était celui qui avait les habitants les plus modestes, tire son épingle du jeu avec un taux de 0,8%, deux fois moindre que la moyenne de Provence.

En termes de bases brutes de taxe professionnelle (2006), marqueur de l'activité productive, c'est dans le modèle local que les bases par habitant sont, de loin, les plus élevées (c'est aussi ce système dont la part des bases productives est la plus importante dans les bases totales, comme le montrait la diapo 89), avec un indice 136 (pour 100 en Provence). Les quatre autres systèmes oscillent entre l'indice 68 (« national-intérieur ») et 94 (« régional »).

En revanche, en termes de potentiel fiscal¹¹, les choses sont différentes. Peu productifs, certes, nos systèmes se rattrapent finalement grâce aux impôts-ménages : il n'y a que le système « combiné » qui reste à un indice de potentiel fiscal par habitant, 96, inférieur à la moyenne de Provence. Les autres oscillent entre 104 (« national-intérieur ») et 131 (« national-littoral »).

Variation de l'emploi total entre 1999 et 2006 dans les cinq systèmes territoriaux de la région Provence-Côte d'Azur.

	² 1999-2006 emplois	² 1999-2006 emplois
Type "combiné"	14,1%	78 135
Type "Local"	17,4%	73 979
Type "Régional"	11,0%	3 171
Type "National-Intérieur"	15,1%	5 252
Type "National Littoral"	16,5%	87 503
Province	11,4%	2 012 675
Ile de France	9,4%	471 921
France	10,9%	2 484 595

Sources : d'après Insee

Nos cinq systèmes, on l'a vu, ne sont pas très productifs. Pour autant, ils enregistrent tous de bonnes performances d'emploi. Pour une progression moyenne en Provence de 11,4% (et en

¹¹ le potentiel fiscal est le revenu fiscal par habitant que produirait les taxes locales si elles étaient prélevées avec un même taux moyen national. C'est une mesure de la richesse fiscale (des bases) avant application des taux qui, eux varient d'un territoire à l'autre.

France de 10,9%), la région enregistre une progression de 15,7% de son emploi entre 1999 et 2006 grâce à une création nette de 248 000 emplois. Seul le petit système « régional » fait un peu moins bien que la moyenne de Province, avec 11%. Les champions, qui tirent la croissance de l'emploi de la région sont le type « local » (17,4%), « national-littoral », avec 16,5%, « national-intérieur » avec 15,1% et « combiné » avec 14,1%.

Ce succès est lié à la structure du système productif de la région, fortement poussé par la demande des ménages (permanents et temporaires, avec les 300 000 « sur-présences »). La diapo 99 présente les indices de spécialisation de l'emploi des grands secteurs de la région. Très peu d'industrie, et en fort repli, une agriculture cantonnée aux (petits) systèmes « régional » et « national-intérieur » (mais qui progresse faiblement dans les systèmes « local » et « régional »). Les grands secteurs de spécialisation sont le commerce, le BTP et les services aux particuliers ainsi que les emplois « tertiaires ». On note cependant un certain infléchissement dans la progression de ces emplois : ils progressent parfois moins rapidement que la moyenne de Province : c'est le cas des emplois de commerce et des services aux particuliers (et aussi aux entreprises) dans le système « national-littoral » ou des services aux particuliers dans le système « national-intérieur ».

Si l'on regarde l'évolution de l'emploi salarié privé entre 2000 et 2006 (Unedic), selon un détail en 700 secteurs, on peut voir le contenu des emplois qui progressent le plus rapidement dans la région (diapos 100 à 104). Dans chacun des systèmes, les plus grosses créations nettes, en effectifs, sont le fait des activités tournées vers la demande des ménages : action sociale, restaurants, BTP, commerce de détail... etc, et cela, avec en général un taux de progression plus rapide que ces mêmes secteurs en Province (la trame verte indique un taux de variation supérieur dans le système considéré à celui de la Province, pour un secteur donné).

En synthèse, si l'on considère , de façon conventionnelle¹², les secteurs « purement domestiques », c'est-à-dire ceux dont la progression de l'activité dépend strictement de la demande locale (des habitants permanents comme provisoires), on voit que, dans chaque système étudié, leur part dans le total de l'emploi salarié privé est largement supérieur à ce que l'on observe en Province et en France (diapo 105) : Pour une moyenne de Province de 42% en 2006, ces emplois pèsent 73% de l'emploi salarié privé du système « régional ». Entre 53% et 54% de l'emploi des systèmes « national-littoral » et « national-intérieur », et autour de 45% dans les systèmes « local » et « combiné ». De plus, ces emplois ont progressé dans les cinq systèmes, entre 2000 et 2006, plus rapidement qu'en moyenne en France ou en Province.

Post-scriptum : quid des pôles d'emplois productifs dans la région ?

L'analyse proposée ici et le découpage en cinq grands territoires résidentiels semble suggérer, implicitement, que la région PACA ne dispose pas de territoires qui soient des pôles productifs significatifs. Cela tient à deux raisons : d'abord, l'économie des territoires (analysés commune par commune) de la région est envisagée sous le seul angle des flux de revenus résidentiels (navettes, retraites et tourisme) qui irriguent *tous* les territoires, y compris ceux qui sont plus spécialisés dans la production. Ensuite, cela tient aussi, effectivement, à la faible présence de ces pôles productifs. On peut, pour compléter l'approche de l'économie résidentielle, mener un examen de ces territoires.

¹² On trouvera en annexe la liste des secteurs considérés comme purement « domestiques »

On peut isoler les communes qui peuvent raisonnablement être considérées comme des pôles significatifs d'emplois productifs en prenant en considération trois critères :

- avoir un ratio actifs occupés / emplois inférieur à 100% (en 2006) ;
- et
- avoir une base de TP par habitant supérieure à 2000 euros (en 2006), la moyenne de l'ensemble des communes françaises étant de 1 500 euros ;
- et
- avoir une population supérieure à 2 000 habitants

Sur la France entière, on trouve 613 communes répondant à ces trois critères. Elles comptent 9 millions d'habitants (14% de la population française) et disposent, en moyenne, d'une base de TP de 3 300 euros par habitant.

Dans la région PACA, on ne trouve que 16 communes répondant à ces critères. Elles ne regroupent que 143 000 habitants (3% de la population régionale). En revanche le niveau de leur base de TP par habitant est élevé, avec 4 150 euros par habitant, c'est-à-dire un niveau plus élevé que la moyenne des 613 communes françaises, alors que la base de TP moyenne de l'ensemble des communes de la région PACA est plus faible que la moyenne des communes françaises (1 300 euros dans la région contre 1500 en moyenne nationale).

Liste des communes qui constituent des pôles d'emplois productifs dans la région PACA (classées par ordre décroissant de base de TP par habitant en 2006)

	Actifs/emploi	Population 2006	Bases brutes de TP en € - 2006	Base TP /hab (moy FR 1500)
Rousset	25%	4 085	80 968 077	19 823
Signes	69%	2 688	16 262 059	6 050
Fos-Sur-Mer	48%	15 734	81 843 164	5 202
Sisteron	62%	7 251	35 483 690	4 894
Valbonne	39%	12 114	58 418 750	4 823
Chateau-Arnoux-Saint-Auban	67%	5 126	23 207 513	4 527
Gemenos	51%	5 882	24 545 217	4 173
Carros	55%	11 379	43 168 794	3 794
Gassin	54%	2 859	10 757 950	3 763
Plan-D'Orgon	77%	2 698	9 265 280	3 434
Grimaud	74%	4 181	13 403 020	3 206
Vitrolles	64%	37 190	117 702 946	3 165
Puget-Sur-Argens	62%	6 977	21 552 110	3 089
Saint-Tropez	50%	5 612	16 309 960	2 906
Saint-Jean-Cap-Ferrat	74%	2 172	4 804 322	2 212
Le Pontet	67%	17 365	35 782 767	2 061

Sources : d'après Insee et DGI

A la lecture des noms de ces communes productives, on est frappé d'y trouver des communes très résidentielles, comme Saint-Tropez, Grimaud ou St Jean-Cap-Ferrat... qui se situent dans les territoires résidentiels de type « national-littoral ». On voit bien sur ces exemples que la géographie des territoires résidentiels et celle des territoires productifs est tuilée et qu'il serait hasardeux de vouloir établir une typologie distinguant territoires « productifs » et territoires « résidentiels ». C'est vrai dans beaucoup de territoires français, à commencer par Paris, qui est une commune championne et dans le domaine productif et dans le domaine touristique.

Ces pôles concentrent les plus importantes activités productives de la région : électronique, sidérurgie, pharmacie, agro-alimentaire, chimie mais aussi les services-soutiens de la production (commerce de gros, transport et logistique) ou les services supérieurs (logiciels, conseil en informatique, conseil aux entreprises)...

Les principaux secteurs d'activité des 16 communes-pôles d'emplois productifs de la région PACA (emplois salariés privés)

Les 25 plus gros secteurs marchands en 2006	nbre de salariés
Fabrication de composants électroniques	6 183
Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	4 504
Sélection et fourniture de personnel	4 195
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	4 181
Sidérurgie	3 969
Commerce de détail en magasin non spécialisé	3 238
Transports urbains et routiers	3 090
Réalisation de logiciels	3 024
Industrie pharmaceutique	2 852
Activités d'architecture et d'ingénierie	2 638
Commerce de gros d'équipements industriels	2 618
Activités juridiques, comptables et de conseil de gestion	2 557
Activités de nettoyage	2 542
Action sociale	2 311
Restaurants	2 193
Enquêtes et sécurité	1 915
Autres industries alimentaires	1 891
Travaux d'installation	1 827
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	1 689
Industrie chimique de base	1 634
Organisation du transport de fret	1 302
Commerce de gros de biens de consommation non alimentaire	1 244
Conseil en systèmes informatiques	1 240
Services divers fournis principalement aux entreprises	1 157
Hôtels	1 152
Total emploi Unedic 2006	97 841

Source : d'après Unedic

Des communes comme celles de St Tropez, Grimaud ou St Jean-Cap-Ferrat répondent à la convention des trois critères sans qu'elles soient particulièrement spécialisées dans les activités productives (à part un peu de construction navale ou d'agro-alimentaire). On peut penser que cela tient à la conjonction d'une forte concentration d'activités domestiques (commerces, hôtels, restaurants, immobilier...) employant des salariés venant d'ailleurs et d'un relativement faible peuplement (une large partie des logements y sont des résidences secondaires).

Pour autant, et de façon générale, ces communes « productives » ont un statut ambigu du point de vue de l'économie résidentielle. Comme le montre le tableau ci-dessous, la moitié d'entre elles ont un taux « flux de revenus résidentiels (revenus des navetteurs, des retraites et dépenses de tourisme)/ revenus des actifs » supérieur à la moyenne des communes de la région.

Aucune de ces communes n'est « moins bonne » que la moyenne des communes de PACA dans chacune des sources de revenu résidentiel. Rousset, la championne de la base de TP par habitant grâce à l'industrie électronique a plus de navetteurs dans ses actifs (51%) que la moyenne des communes de la région. Idem pour Fos et pour Valbonne. Signes, la commune de l'arrière-pays toulonnais, qui est la deuxième commune de plus de 2000 habitants pour la base de TP de la région, dispose d'un système industriel dense et diversifié (agro-alimentaire, pharmacie, savons et parfums, chimie, plastiques,...) , mais a 59% de ses actifs qui sortent travailler ailleurs et 25% de ses logements sont des résidences secondaires. Sisteron, petite

ville spécialisée dans l'industrie pharmaceutique et l'agro-alimentaire, est également « spécialisée » dans les retraités... on peut ainsi, à l'instar de ces cinq communes, voir que toutes, d'une façon ou d'une autre, disposent d'une fonction résidentielle significative.

Ces quelques données rendent compte du fait qu'il n'y a pas d'alternative absolue entre économie résidentielle et productive. Il s'agit de deux économies plus complémentaires que substituables, même si le curseur entre les deux peut évoluer dans le temps, comme par exemple à la Ciotat, commune traditionnellement industrielle aujourd'hui très résidentielle, aussi bien du point de vue des navettes, des résidences secondaires que des retraités.

Les caractéristiques résidentielles des communes-pôles d'emplois productifs de la région PACA.

(classées par ordre décroissant de base de TP par habitant en 2006)

	Aire urbaine	Type	Retraités/ti tulaires de revenus	Part des résid. Second. dans logements	Navetteurs/a ctifs	revenus résidentiels/r ev actifs
Rousset	Marseille-Aix-En-Provence	Local	25%	4%	51%	87%
Signes	Multipolarisées	Local	27%	25%	59%	103%
Fos-Sur-Mer	Fos-sur-Mer	Local	26%	3%	47%	80%
Sisteron	rural	combiné	40%	6%	26%	91%
Valbonne	Nice	national-littoral	19%	12%	48%	71%
Chateau-Arnoux-Saint-Auba	rural	combiné	48%	8%	44%	131%
Gemenos	Marseille-Aix-En-Provence	Local	39%	2%	67%	128%
Carros	Nice	combiné	26%	3%	53%	86%
Gassin	Saint-Tropez	national-littoral	32%	66%	61%	137%
Plan-D'Orgon	Cavaillon	combiné	35%	4%	73%	124%
Grimaud	Sainte-Maxime	national	34%	74%	48%	145%
Vitrolles	Marseille-Aix-En-Provence	Local	26%	0%	59%	91%
Puget-Sur-Argens	Fréjus	national-littoral	32%	26%	56%	104%
Saint-Tropez	Saint-Tropez	national-littoral	42%	52%	22%	131%
Saint-Jean-Cap-Ferrat	Nice	national-littoral	37%	52%	42%	119%
Le Pontet	Avignon	Local	35%	1%	67%	116%
Moyenne PACA			37%	17%	46%	108%

Sources : d'après Insee et DGI

Note : trame verte : valeur > moyenne PACA

Liste des secteurs considérés comme « domestiques purs » (Unedic, Naf 220)

50.1	Commerce de véhicules automobiles
50.2	Entretien et réparation de véhicules automobiles
50.3	Commerce d'équipements automobiles
50.4	Commerce et réparation de motocycles
50.5	Commerce de détail de carburants
52.1	Commerce de détail en magasin non spécialisé
52.2	Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé
52.3	Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfumerie
52.4	Autres commerces de détail en magasin spécialisé
52.5	Commerce de détail de biens d'occasion
52.6	Commerce de détail hors magasin
52.7	Réparation d'articles personnels et domestiques
80.1	Enseignement primaire
80.2	Enseignement secondaire
85.1	Activités pour la santé humaine
92.6	Activités liées au sport
93.0	Services personnels
95.0	Services domestiques
55.1	Hôtels
55.2	Autres moyens d'hébergement de courte durée
55.3	Restaurants
55.4	Cafés
55.5	Cantines et traiteurs

**La structure des bases économiques des zones d'emploi
de la région Provence-Côte d'Azur
en % des bases totales- 2005-2006**

ZE	TOTAL B PRODUCT	Dépense							TOTAL BASE PUBLIQUE	TOTAL BASE SOCIALE	Bases Totales
		Salaires des migrants alternan	Retraites	Dépenses des touristes touristiques totales	Dépenses des touristes en campings	Dépenses des touristes en location RS et amis	Dépenses des touristes famille et amis	TOTAL RESIDENT LLE			
9311 Manosque	8,8	7,6	23,1	36,9	7,0	12,2	17,7	67,6	5,2	18,5	100,0
9312 Digne	8,9	3,0	17,2	49,0	8,1	25,1	15,8	69,2	7,9	13,9	100,0
9321 Briançon	6,1	1,6	10,0	67,5	11,6	39,4	16,5	79,1	4,1	10,6	100,0
9322 Gap	8,6	2,1	17,9	48,5	6,1	18,1	24,3	68,6	8,0	14,9	100,0
9331 Cannes-Antibes	17,5	7,8	25,7	21,1	6,8	8,7	5,6	54,6	6,5	21,4	100,0
9332 Menton	8,4	10,3	24,7	25,8	6,6	13,1	6,2	60,8	11,5	19,3	100,0
9333 Nice	14,4	6,7	25,9	18,3	6,2	5,4	6,6	50,9	9,8	24,9	100,0
9341 Arles	11,1	13,4	21,1	21,1	13,8	5,2	2,1	55,6	6,7	26,7	100,0
9342 Aix-en-Provence	18,8	19,0	22,0	7,7	3,0	2,6	2,1	48,6	7,7	24,9	100,0
9344 Étang-de-Berre	17,3	28,1	20,2	5,5	2,5	0,9	2,1	53,8	3,1	25,8	100,0
9346 Châteaurenard	15,5	25,7	20,6	10,1	3,8	4,1	2,2	56,5	3,4	24,5	100,0
9347 Fos-sur-Mer	17,0	18,6	22,8	7,6	2,5	2,9	2,3	49,0	7,0	27,0	100,0
9348 Salon-de-Provence	10,0	28,7	23,2	6,5	2,5	1,9	2,1	58,4	6,4	25,2	100,0
9349 Marseille-Aubagne	15,3	8,7	25,9	7,1	1,8	2,8	2,5	41,7	10,9	32,1	100,0
9351 Toulon	9,0	5,7	28,0	26,1	4,2	9,6	12,3	59,8	9,4	21,8	100,0
9352 Fréjus-Saint-Raphaël	9,7	4,2	22,2	44,8	12,0	24,8	8,0	71,2	3,7	15,3	100,0
9353 Draguignan	8,9	15,5	27,1	21,5	2,8	7,4	11,3	64,1	7,4	19,5	100,0
9354 Brignoles	7,1	21,2	24,4	24,2	4,8	8,8	10,6	69,8	4,4	18,6	100,0
9361 Orange	13,4	16,8	24,3	17,0	5,8	5,7	5,5	58,1	5,3	23,3	100,0
9362 Carpentras	13,5	20,0	23,4	15,2	3,4	6,5	5,3	58,6	5,3	22,5	100,0
9363 Apt	10,7	16,7	23,4	24,2	4,8	14,7	4,6	64,3	5,6	19,5	100,0
9364 Avignon	16,2	10,1	24,1	14,0	5,0	3,3	5,7	48,3	9,1	26,4	100,0
Moyenne des ZE FR (pondérée)	11,6	8,1	23,7	13,3	3,9	5,1	4,3	45,0	10,3	22,8	100,0

Note : trame verte : % supérieur à moyenne des ZE françaises, trame rouge, % inférieur

Source : L'Oeil, extrait d'un rapport, non encore diffusé, à la Caisse des Dépôts et à l'Assemblée des Communautés de France

L'économie résidentielle dans la région PACA

Cadrage départemental 1/2...

	Total PACA	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	France
Pop2006	4 815 229	154 501	130 749	1 073 187	1 937 403	985 098	534 291	61 399 719
Nb de proprio de RS y compris dans la commune	239 552	8 082	7 619	65 573	88 979	47 925	21 374	2 470 922
Nb de RS	329 979	30 000	40 050	96 992	31 187	116 662	15 088	2 470 862
Part des proprio de RS dans ménages	10,6%	10,7%	12,2%	12,1%	10,2%	10,4%	8,8%	8,8%
Total actifs (LR)	1 840 672	59 655	55 104	425 471	732 112	364 696	203 634	25 569 503
Total emplois (LT)	1 823 444	56 574	55 463	406 276	754 983	339 343	210 804	25 252 758
Total retraités (LR - 2006)	1 084 579	39 108	31 513	263 522	384 423	249 247	116 765	12 653 416
Total retraités partis depuis 5 ans	91 329	3 410	2 386	24 197	27 870	23 382	10 085	1 148 362
Total retraités arrivés depuis 5 ans	111 641	5 664	4 010	30 738	22 646	36 513	12 069	1 199 303
Part des retraités partis par rapport à retraités "2001"	8,3%	8,2%	7,2%	9,0%	7,3%	8,9%	8,5%	9,0%
Part des retraités arrivés dans retraités 2006	10,3%	14,5%	12,7%	11,7%	5,9%	14,6%	10,3%	9,5%
Logts 2006	2 734 806	113 750	116 418	704 399	905 585	632 542	262 111	31 084 638
resid second 2006 (RGP Insee)	476 122	38 387	53 757	163 477	30 930	170 363	19 208	3 067 392
Résidences principales 2006 (RGP Insee)	2 258 684	75 363	62 660	540 923	874 655	462 179	242 904	28 017 246
Résid secondaires en % logemnts 2006	21%	51%	86%	30%	4%	37%	8%	

Source: d'après Insee

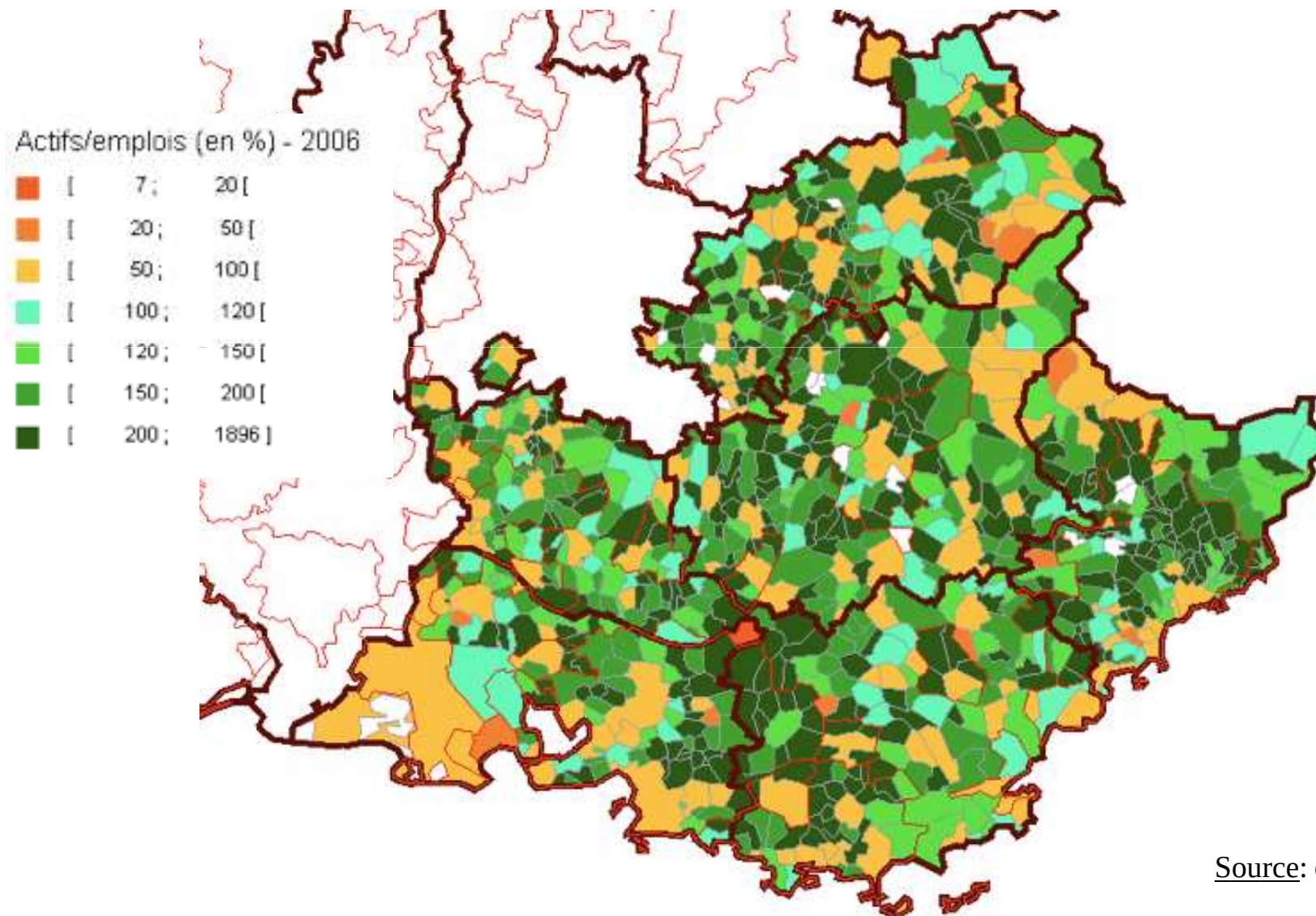
Cadrage départemental 2/2...

en indice = (poids variable zone/poids variable en FR)*100	Total PACA	Alpes-de-Haute-Provence	Hautes-Alpes	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Var	Vaucluse	France
Pop2006	100	100	100	100	100	100	100	100
Nb de proprio de RS y compris dans la commune	124	130	145	152	114	121	99	100
Nb de RS	170	483	761	225	40	294	70	100
Total actifs (LR)	92	93	101	95	91	89	92	100
Total emplois (LT)	92	89	103	92	95	84	96	100
Emplois/actifs (en %)	99%	95%	101%	95%	103%	93%	104%	100%
Total retraités (LR - 2006)	109	123	117	119	96	123	106	100
Retraités / Actifs 2006 (en%)	59%	66%	57%	62%	53%	68%	57%	49%
Total retraités partis depuis 5 ans	101	118	98	121	77	127	101	100
Total retraités arrivés depuis 5 ans	119	188	157	147	60	190	116	100
Logts 2006	112	145	176	130	92	127	97	100
resid second 2006 (RGP Insee)	198	497	823	305	32	346	72	100
Résidences principales 2006 (RGP Insee)	103	107	105	110	99	103	100	100
Résid secondaires en % logemnts 2006 (en %)	17%	34%	46%	23%	3%	27%	7%	10%

Source: d'après Insee

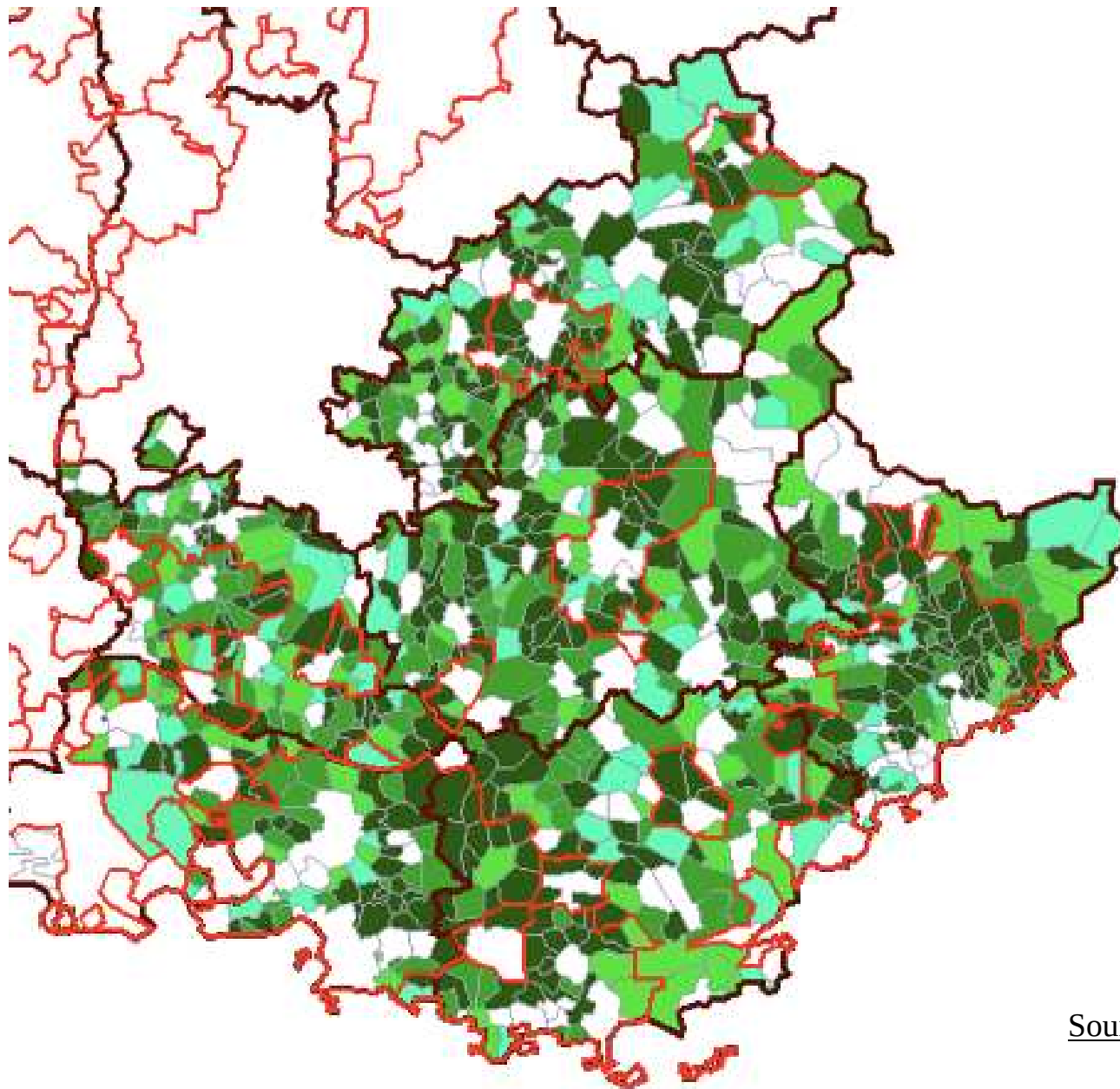
Les navettes domicile-travail des actifs

Afin de déterminer les territoires résidentiels de navetteurs, on commence par identifier les territoires dans lesquels le ratio actifs / emplois est supérieur à 100%:



Source: d'après Insee

Les territoires dans lesquels le ratio actifs / emplois est supérieur à 100%:



Source: d'après Insee

Les territoires dans lesquels le ratio actifs / emplois est supérieur ou inférieur à 100%:

	Pop2006	superficie (en km2)	Total actifs (LR)	Total emplois (LT)
NON résidentiel-Alpes de Hte. Pr.	74 302	1 551	27 958	39 483
NON résidentiel-Htes Alpes	80 140	1 560	33 013	43 014
NON résidentiel-Alpes Maritimes	615 438	807	238 125	285 408
NON résidentiel-Bouches du Rh.	1 325 235	2 422	481 158	594 959
NON résidentiel-Var	459 793	1 268	170 688	208 614
NON résidentiel-Vaucluse	263 586	700	94 145	140 194
s/NON total résidentiel	2 818 494	8 309	1 045 087	1 311 672
résidentiel-Alpes de Hte. Pr.	80 199	5 375	31 697	17 091
résidentiel-Htes Alpes	50 609	3 989	22 091	12 449
résidentiel-Alpes Maritimes	457 749	3 491	187 346	120 869
résidentiel-Bouches du Rh.	612 168	2 665	250 953	160 024
résidentiel-Var	525 305	4 704	194 008	130 730
résidentiel-Vaucluse	270 705	2 867	109 490	70 610
s/total résidentiel	1 996 735	23 091	795 585	511 772
Total	4 815 229	31 400	1 840 672	1 823 444

Source: d'après Insee

les territoires dans lesquels le ratio actifs / emplois est supérieur ou inférieur à 100%:

Territoires "résidentiels navettes"

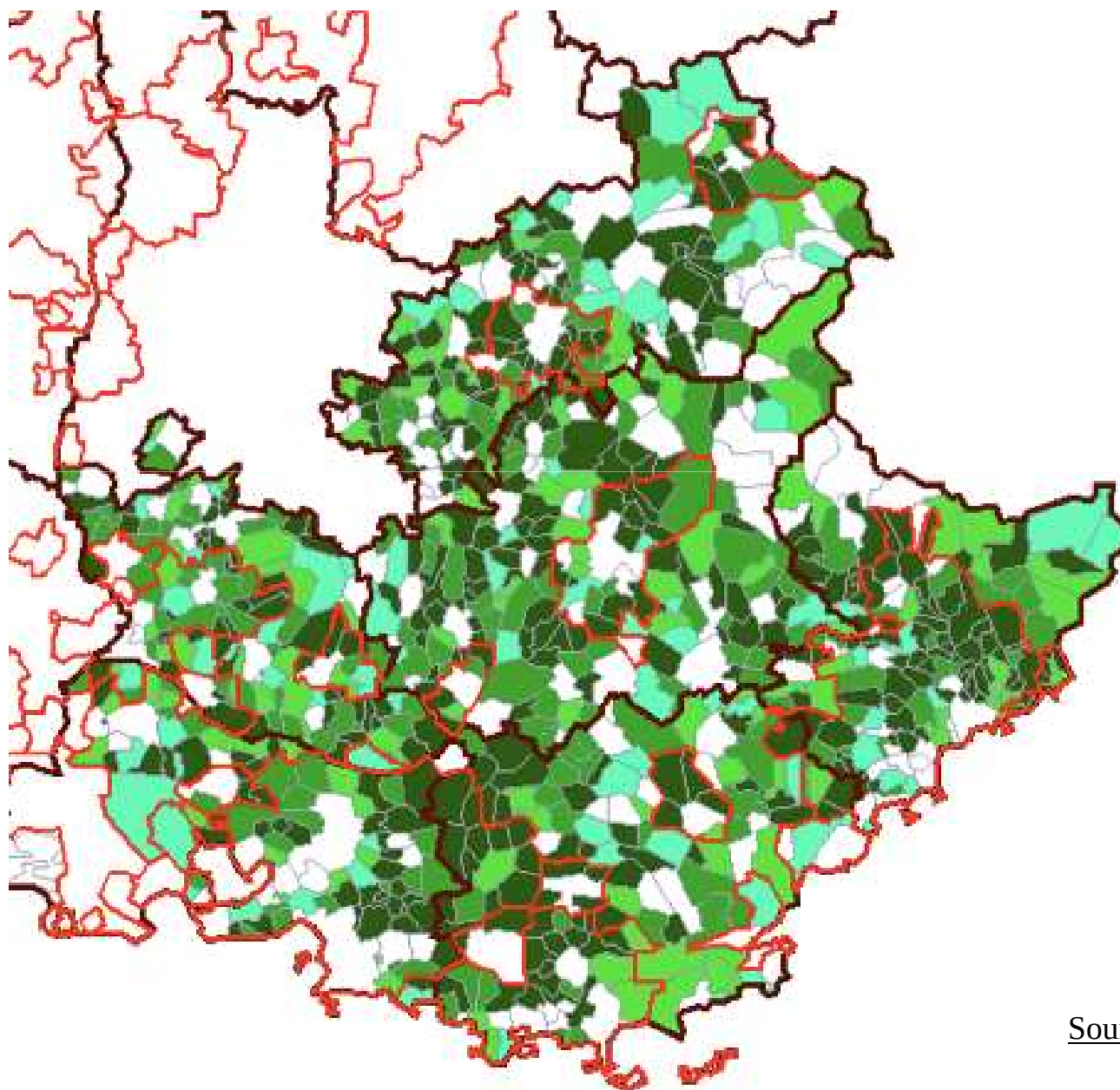
	population 2006	Superficie	Actifs	emplois	Actifs / emplois
Alpes-de-Haute-Pro	52%	78%	53%	30%	185%
Hautes-Alpes	39%	72%	40%	22%	177%
Alpes-Maritimes	43%	81%	44%	30%	155%
Bouches-du-Rhône	32%	52%	34%	21%	157%
Var	53%	79%	53%	39%	148%
Vaucluse	51%	80%	54%	33%	155%
Total PACA	41%	74%	43%	28%	155%

Territoires NON "résidentiels navettes"

	population 2006	Superficie	Actifs	emplois	Actifs / emplois
Alpes-de-Haute-Pro	48%	22%	47%	70%	71%
Hautes-Alpes	61%	28%	60%	78%	77%
Alpes-Maritimes	57%	19%	56%	70%	83%
Bouches-du-Rhône	68%	48%	66%	79%	81%
Var	47%	21%	47%	61%	82%
Vaucluse	49%	20%	46%	67%	67%
Total PACA	59%	26%	57%	72%	80%

Source: d'après Insee

Une partie importante des communes « résidentielles-navettes » se situent dans les aires urbaines (ratio actifs/emplois)



Source: d'après Insee

Une partie importante des communes « résidentielles-navettes » se situent dans les aires urbaines

Communes "résidentielles navettes" EN aires urbaines (en % du total "résidentiel navette")

	population 2006	Superficie	Actifs	emplois	Actifs / emplois
Alpes-de-Haute-Provence	28%	15%	29%	23%	223%
Hautes-Alpes	31%	16%	32%	26%	156%
Alpes-Maritimes	95%	53%	96%	95%	157%
Bouches-du-Rhône	87%	70%	87%	87%	149%
Var	74%	45%	74%	74%	150%
Vaucluse	4%	47%	4%	4%	155%
Total PACA	78%	36%	79%	79%	155%

Communes "résidentielles navettes" HORS aires urbaines (en % du total "résidentiel navette")

	population 2006	Superficie	Actifs	emplois	Actifs / emplois
Alpes-de-Haute-Provence	72%	85%	71%	77%	172%
Hautes-Alpes	69%	84%	68%	74%	162%
Alpes-Maritimes	5%	47%	4%	5%	143%
Bouches-du-Rhône	13%	30%	13%	13%	155%
Var	26%	55%	26%	26%	146%
Vaucluse	96%	53%	96%	96%	166%
Total PACA	22%	64%	21%	21%	157%

Source: d'après Insee

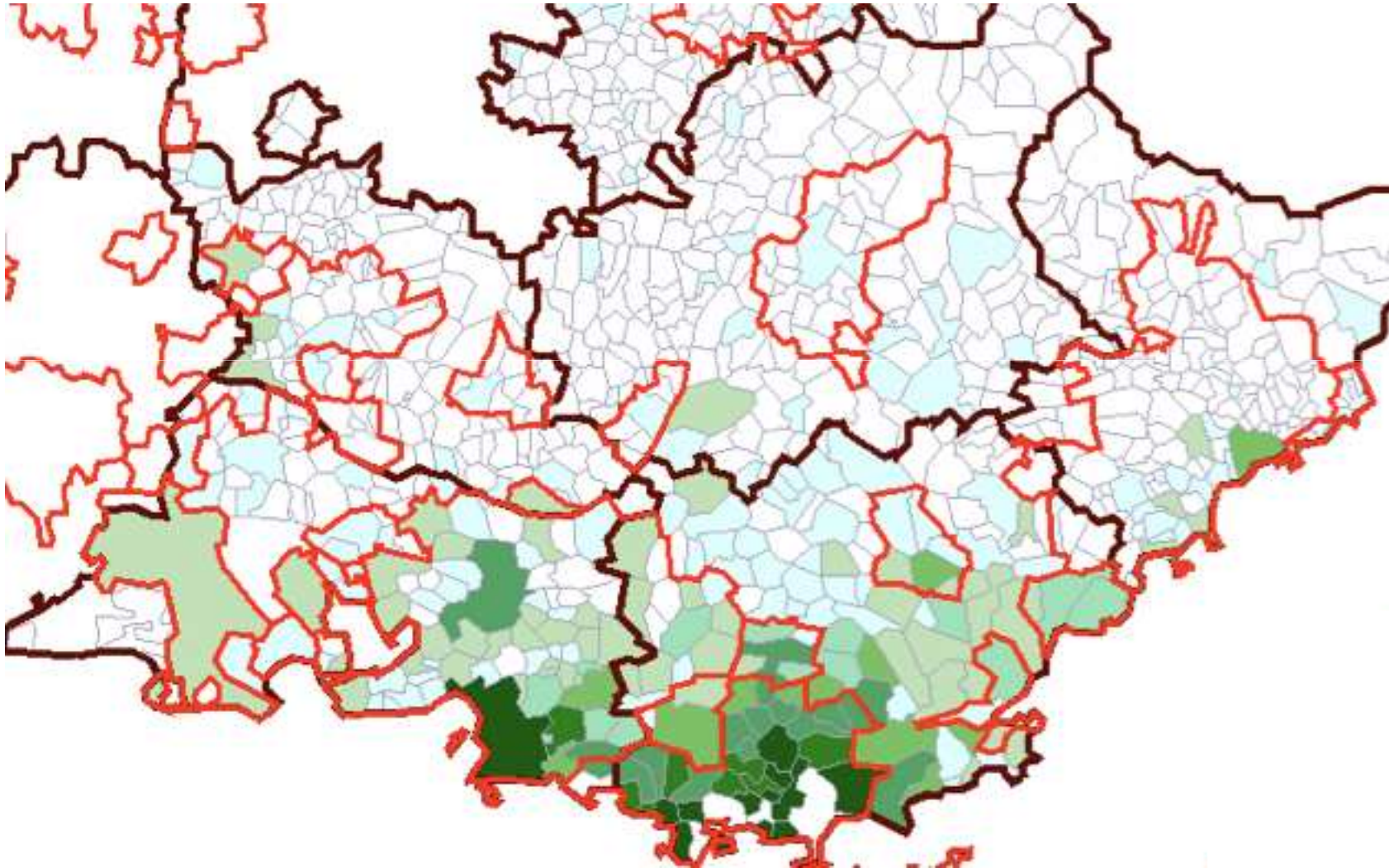
Une partie importante des communes « résidentielles-navettes » se situent dans les aires urbaines

Source: d'après Insee

2/3 des emplois de Paca se trouvent dans les 32 communes de la région ayant plus de 10 000 emplois :

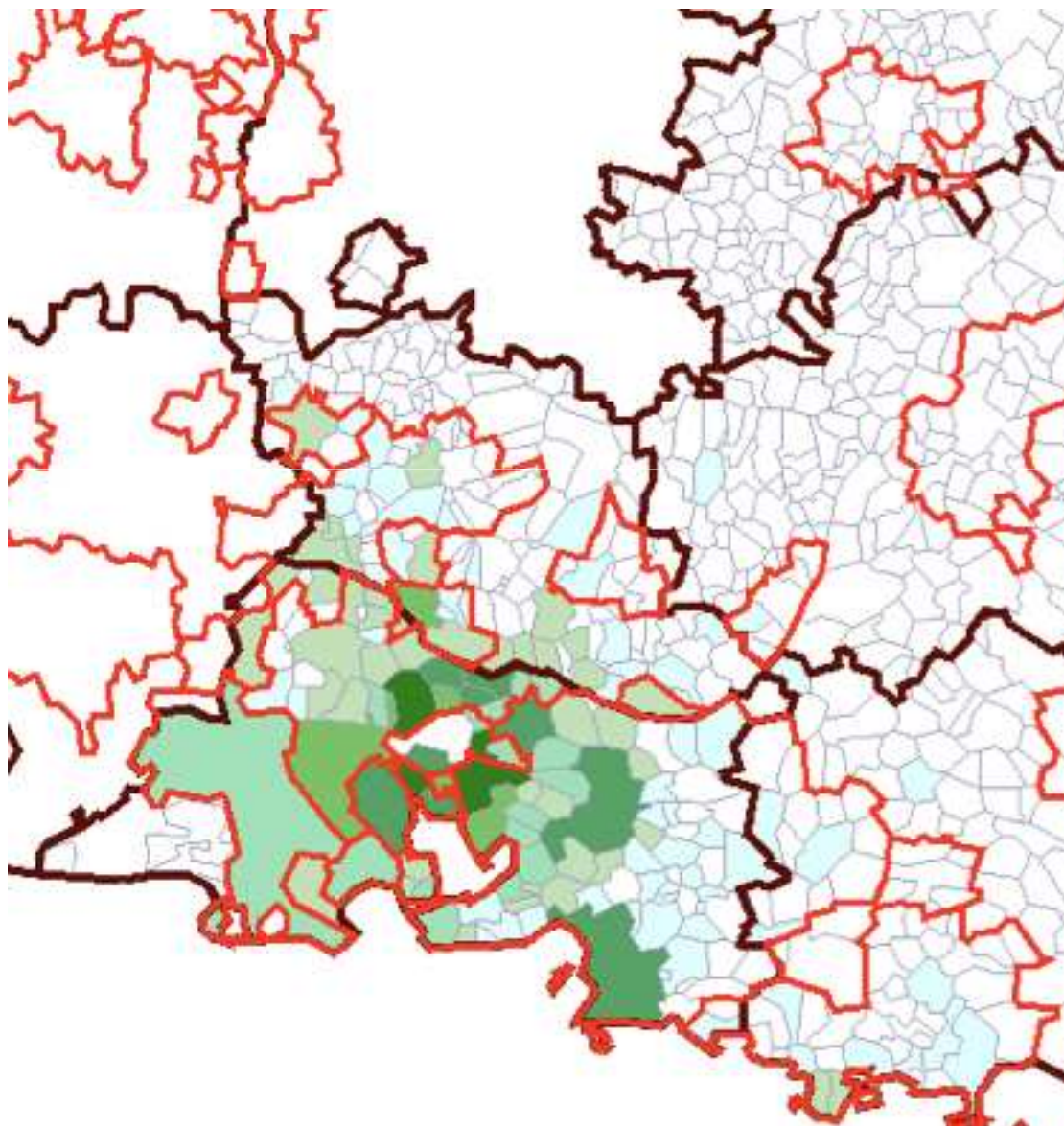
Communes:	Aire urbaine	Pop2006	Total actifs (LR)	Total emplois (LT)	Actifs/emplois
Marseille	Marseille-Aix-En-Provence	839 043	291 647	330 481	88%
Nice	Nice	347 060	131 855	146 358	90%
Aix-en-Provence	Marseille-Aix-En-Provence	142 534	55 892	80 947	69%
Toulon	Toulon	167 816	59 961	75 905	79%
Avignon	Avignon	92 454	32 371	58 174	56%
Cannes	Nice	70 610	24 636	38 871	63%
Antibes	Nice	75 820	28 792	31 012	93%
Hyères	Toulon	55 007	21 686	24 650	88%
Aubagne	Marseille-Aix-En-Provence	44 682	17 233	23 953	72%
Vitrolles	Marseille-Aix-En-Provence	37 190	15 212	23 588	64%
Marignane	Marseille-Aix-En-Provence	32 921	13 196	20 422	65%
Gap	Gap	37 332	15 324	20 088	76%
Arles	Arles	51 970	18 584	19 977	93%
Fréjus	Fréjus	51 537	19 497	19 291	101%
Grasse	Nice	48 801	20 289	19 094	106%
Martigues	Marseille-Aix-En-Provence	46 318	18 320	18 921	97%
Salon-de-Provence	Salon-de-Provence	40 147	16 012	18 108	88%
La Seyne-sur-Mer	Toulon	56 768	19 324	17 836	108%
Draguignan	Draguignan	37 088	14 673	16 580	88%
Istres	Istres	42 090	17 897	15 697	114%
Cavaillon	Cavaillon	25 819	9 813	14 687	67%
Fos-sur-Mer	Fos-sur-Mer	15 734	6 896	14 318	48%
Cagnes-sur-Mer	Nice	48 313	19 769	14 106	140%
Orange	Orange	29 859	10 789	14 041	77%
Saint-Laurent-du-Var	Nice	30 076	13 496	14 014	96%
Valbonne	Nice	12 114	5 525	13 992	39%
Carpentras	Avignon	27 451	9 212	12 112	76%
La Garde	Toulon	25 621	9 658	11 369	85%
Manosque	Manosque	21 162	7 790	11 168	70%
Saint-Raphaël	Fréjus	33 804	10 463	10 761	97%
La Ciotat	Toulon	32 126	11 168	10 752	104%
Digne-les-Bains	Digne-les-Bains	17 868	6 881	10 000	69%
Total		2 637 135	973 862	1 171 270	83%
en % PACA		55%	53%	64%	

D'où viennent les actifs employés dans la zone de Toulon (5 communes)



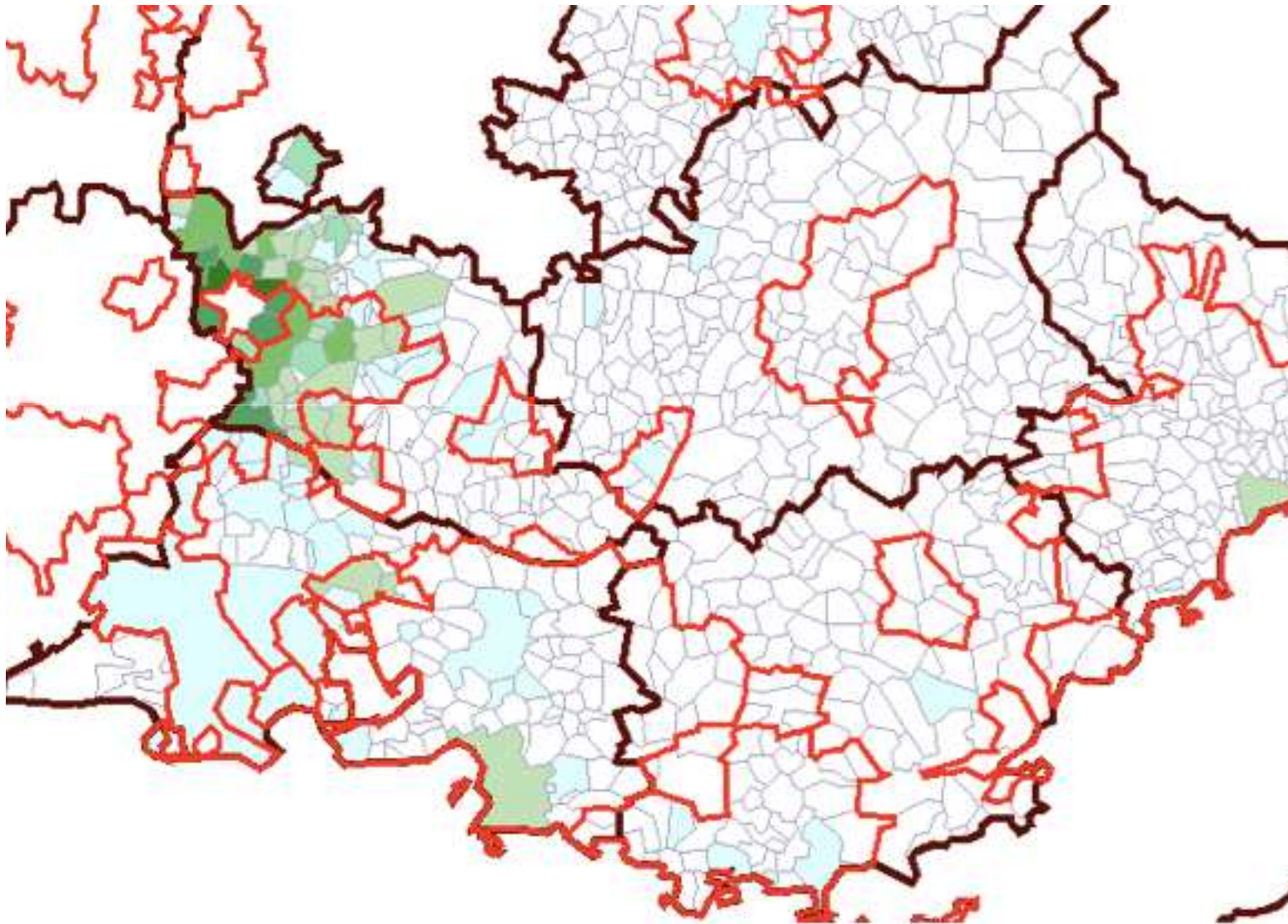
Source: d'après Insee

D'où viennent les actifs employés à Salon de P.



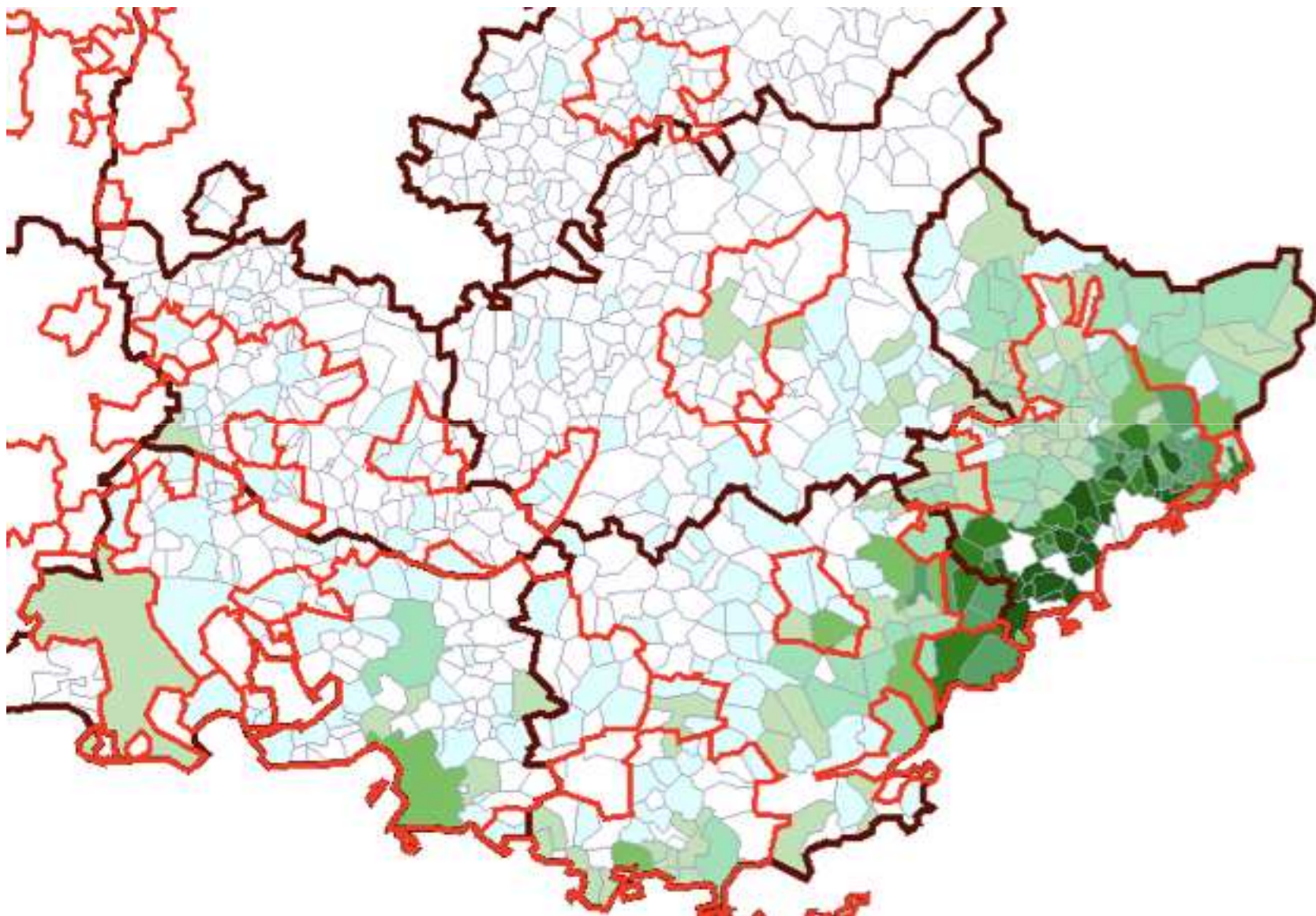
Source: d'après Insee

D'où viennent les actifs employés à Orange



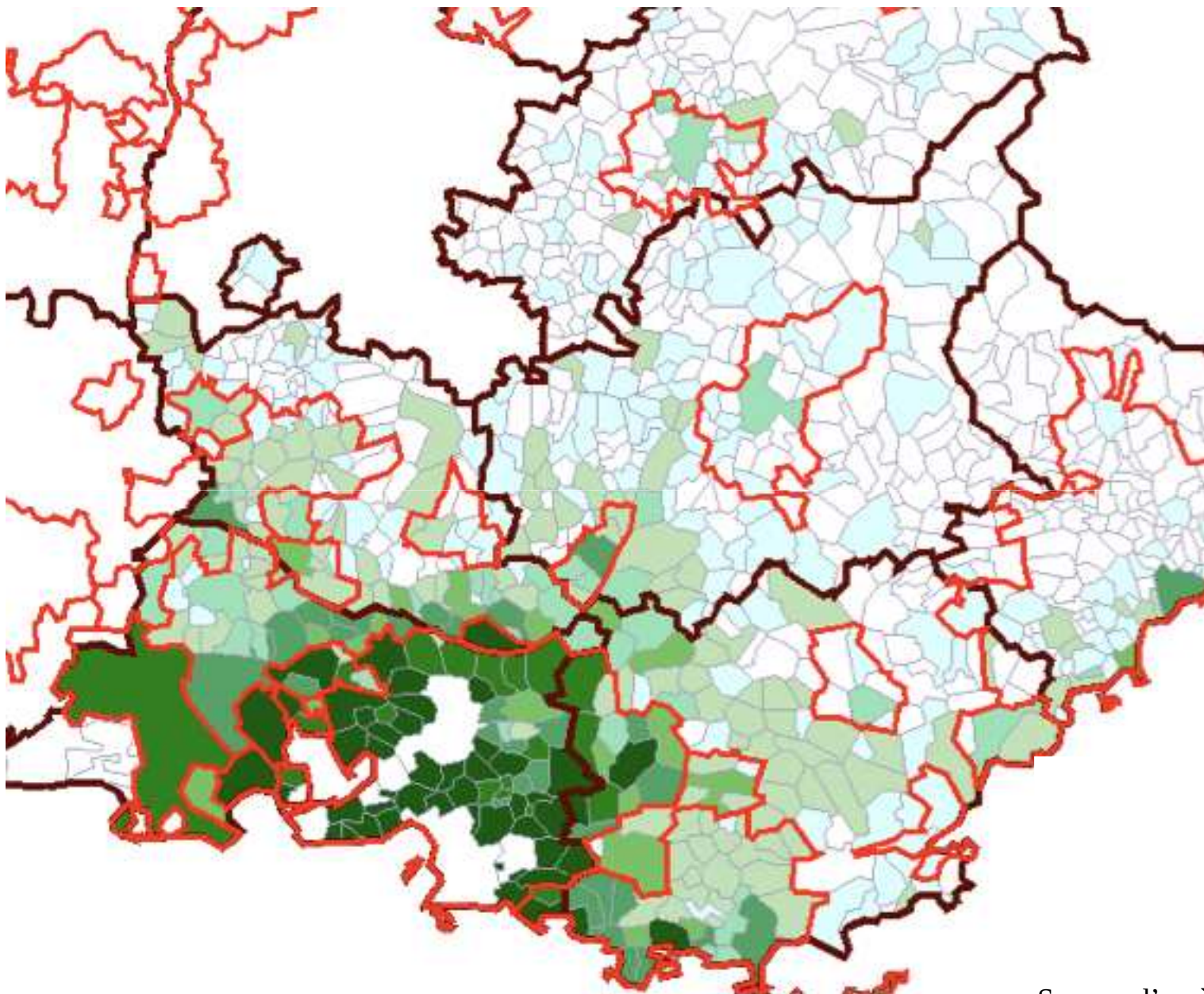
Source: d'après Insee

D'où viennent les actifs employés dans la zone de Nice (7 communes)



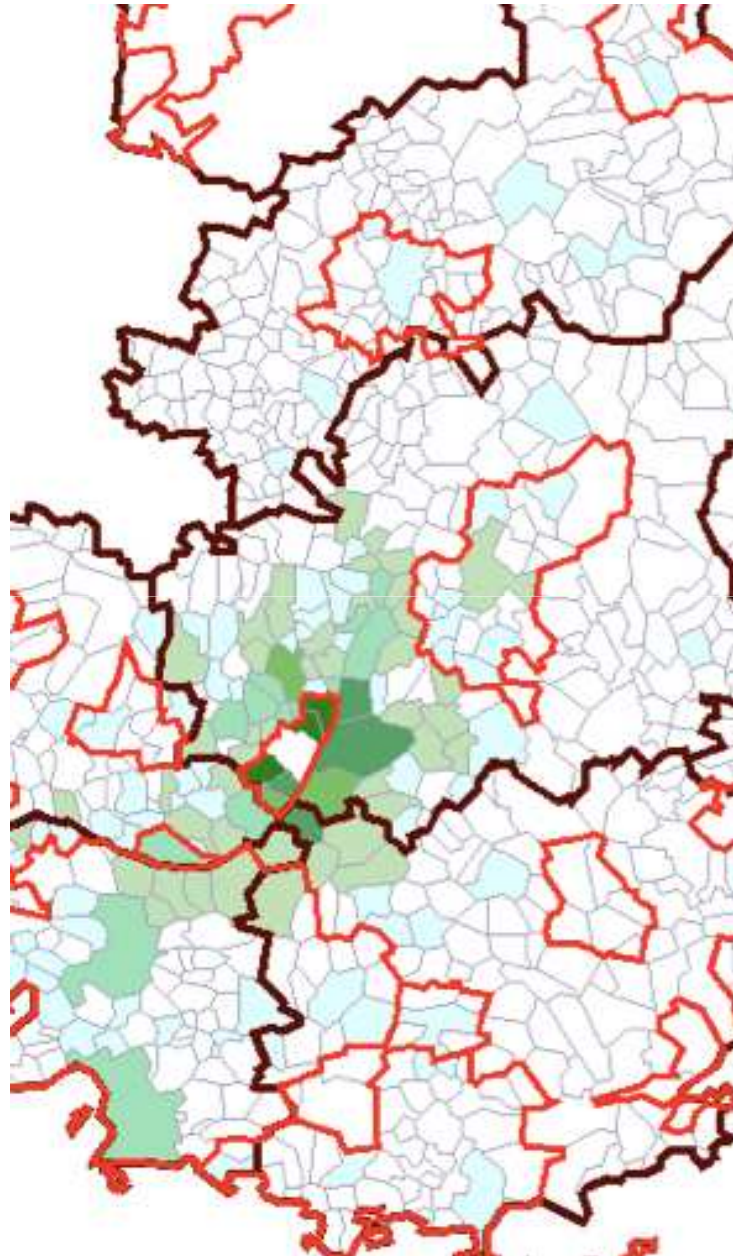
Source: d'après Insee

D'où viennent les actifs employés dans la zone de Marseille (5 communes)



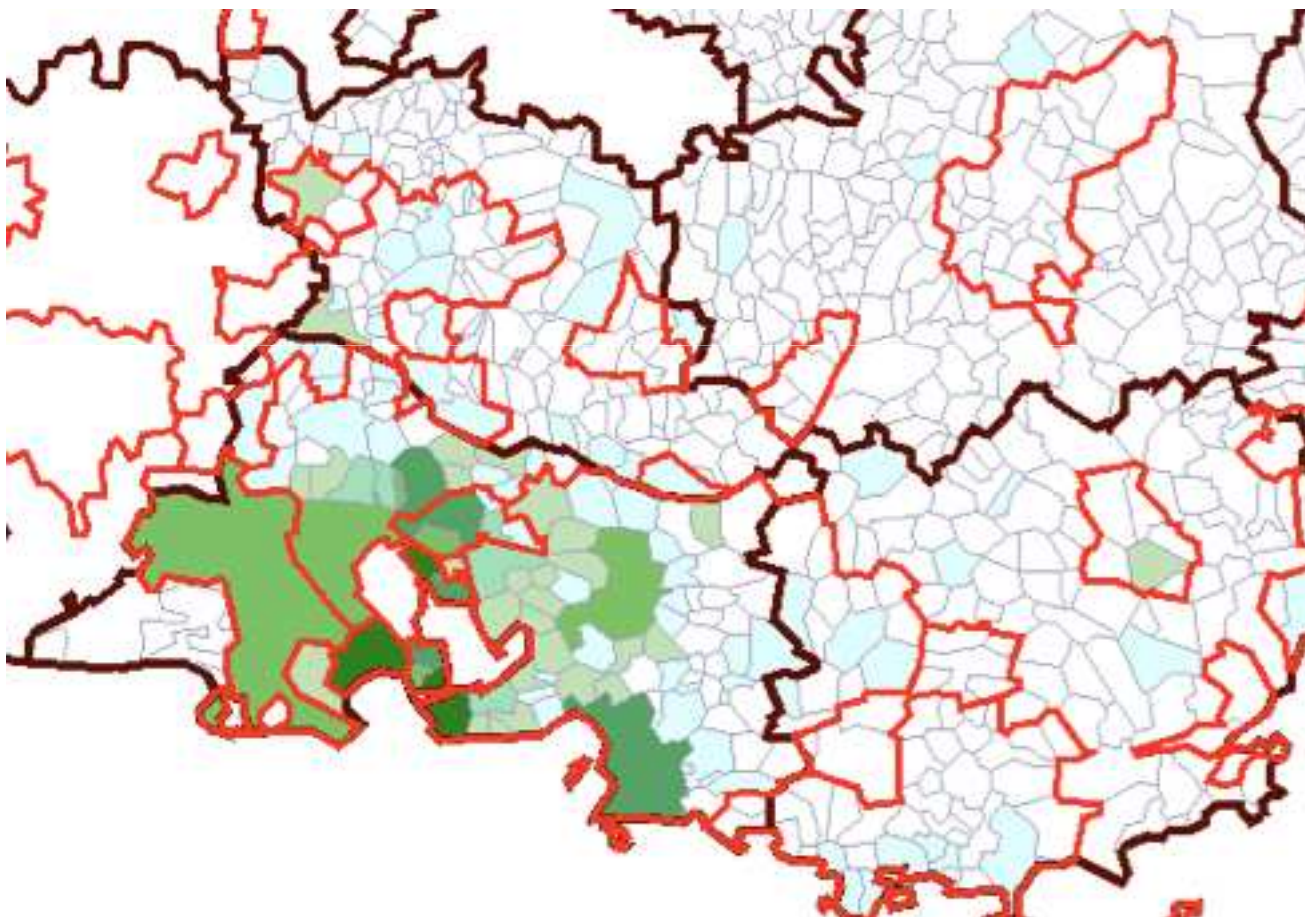
Source: d'après Insee

D'où viennent les actifs employés à Manosque



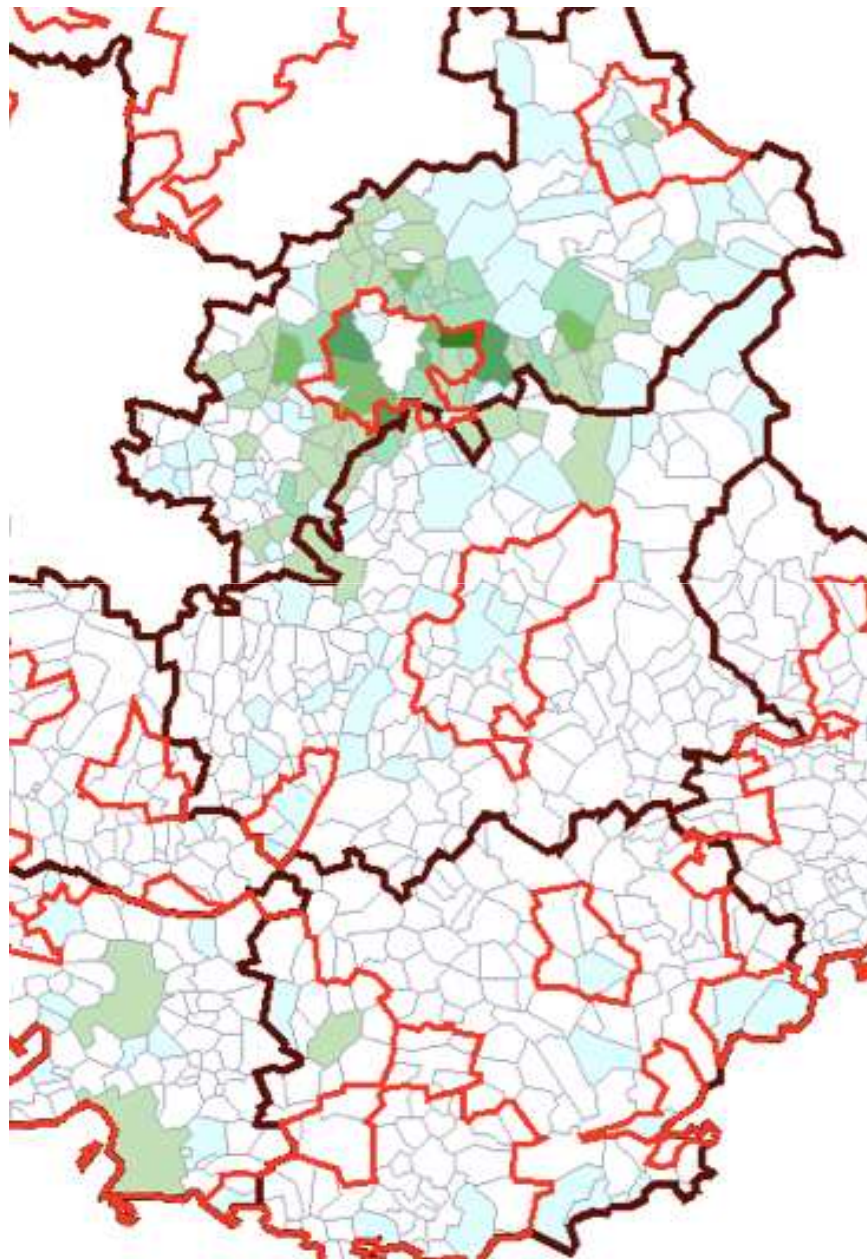
Source: d'après Insee

D'où viennent les actifs employés à Istres



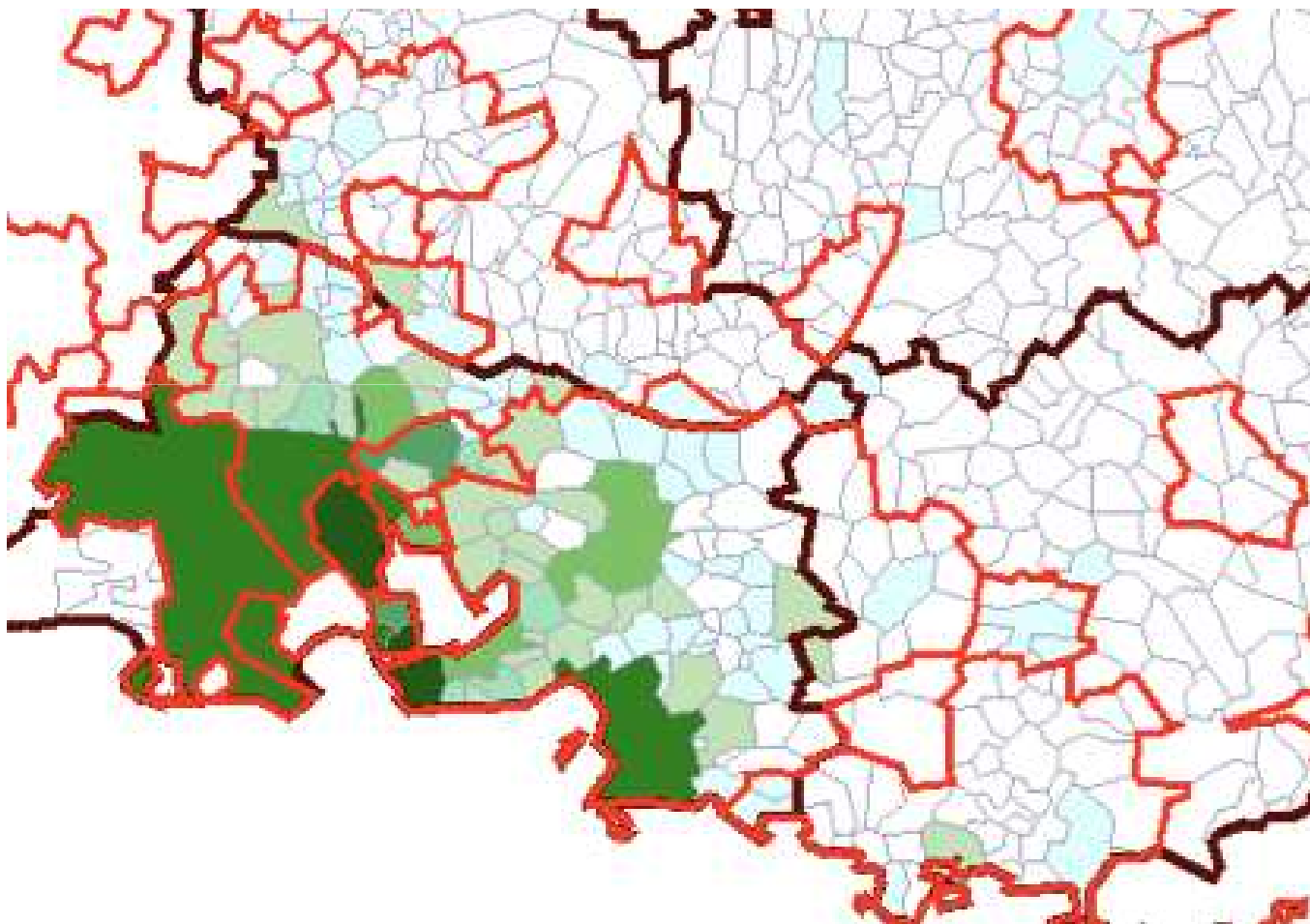
Source: d'après Insee

D'où viennent les actifs employés à Gap



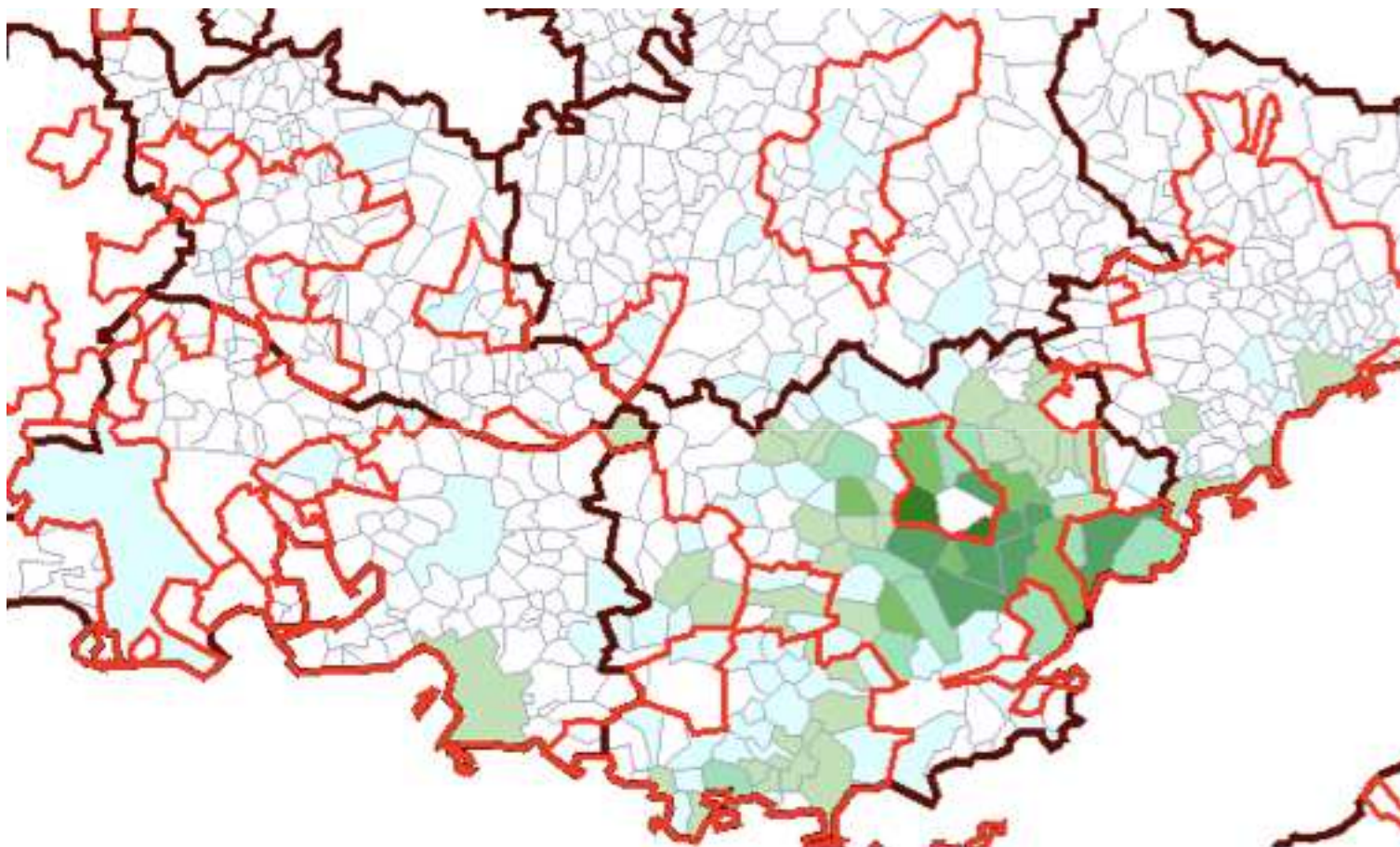
Source: d'après Insee

D'où viennent les actifs employés à Fos



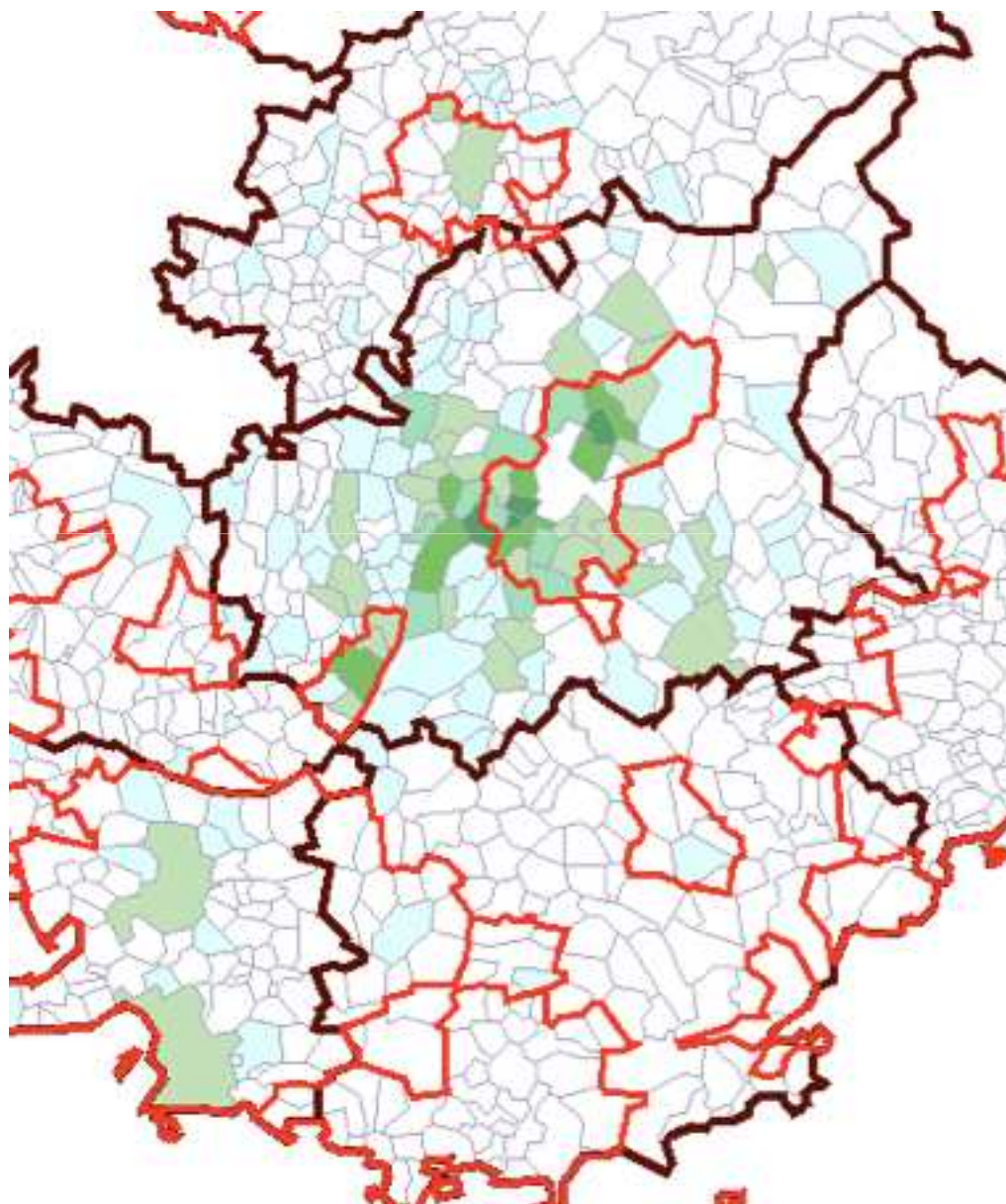
Source: d'après Insee

D'où viennent les actifs employés à Draguignan



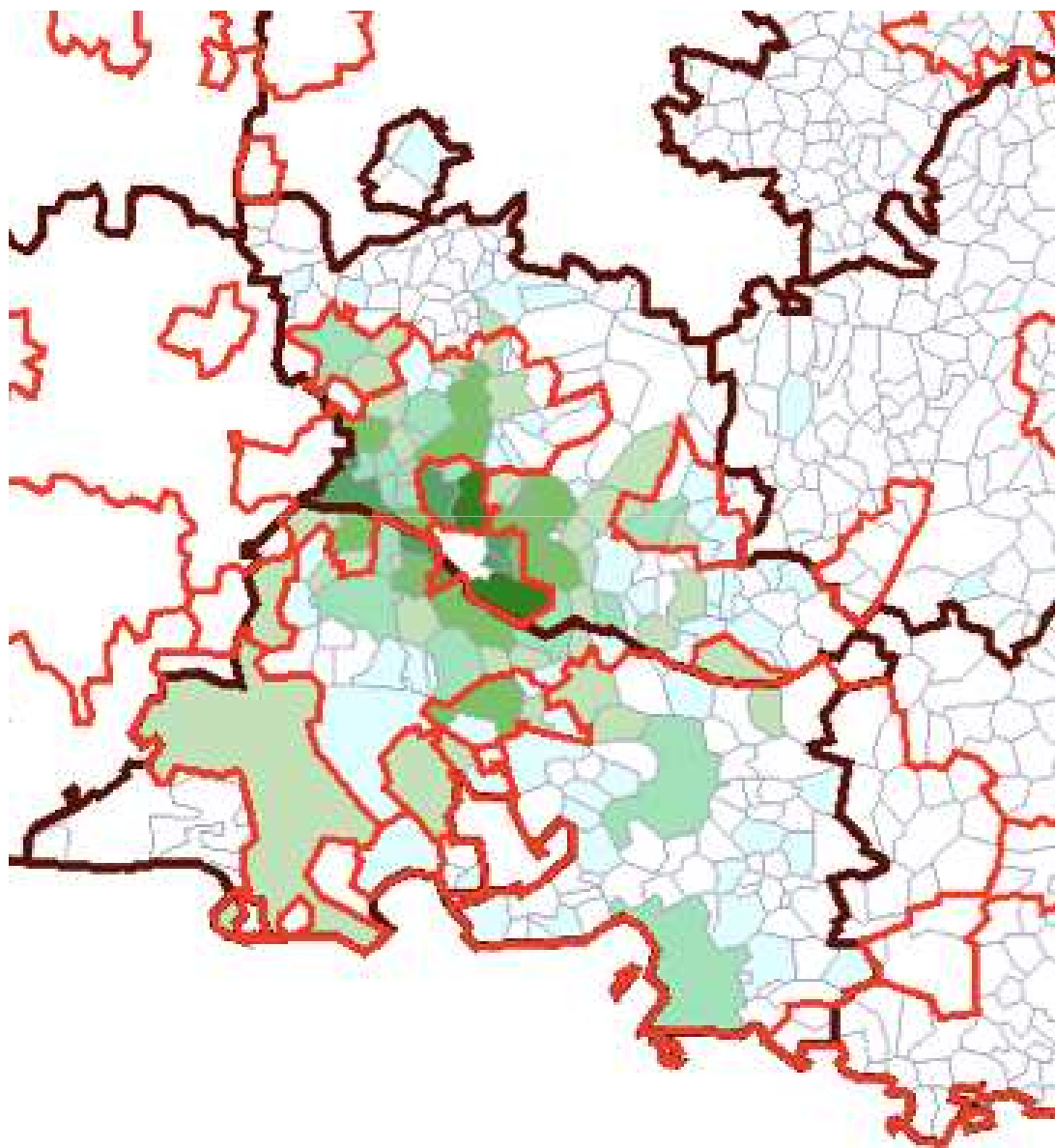
Source: d'après Insee

D'où viennent les actifs employés à Digne-les-Bains



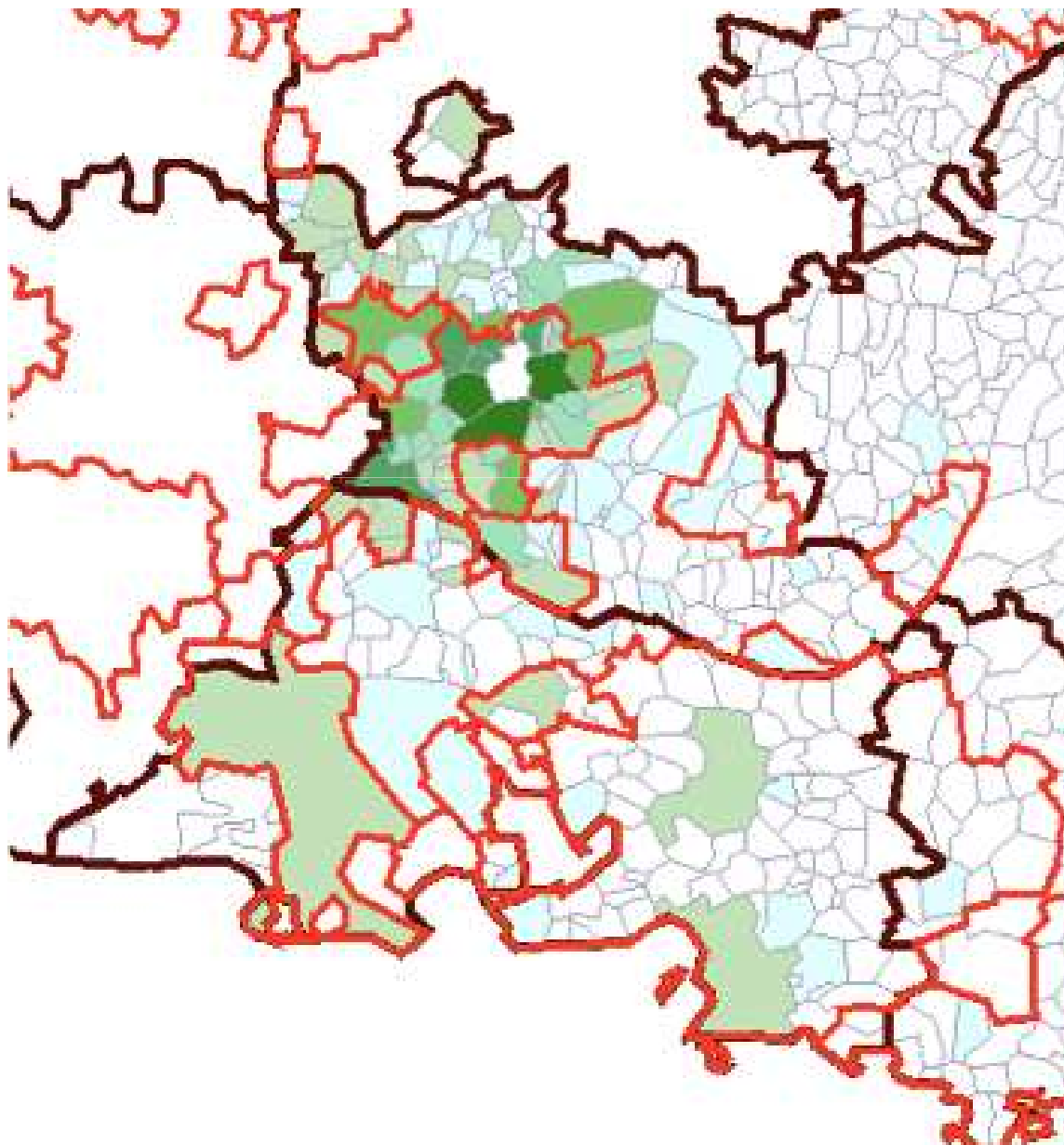
Source: d'après Insee

D'où viennent les actifs employés à Cavaillon



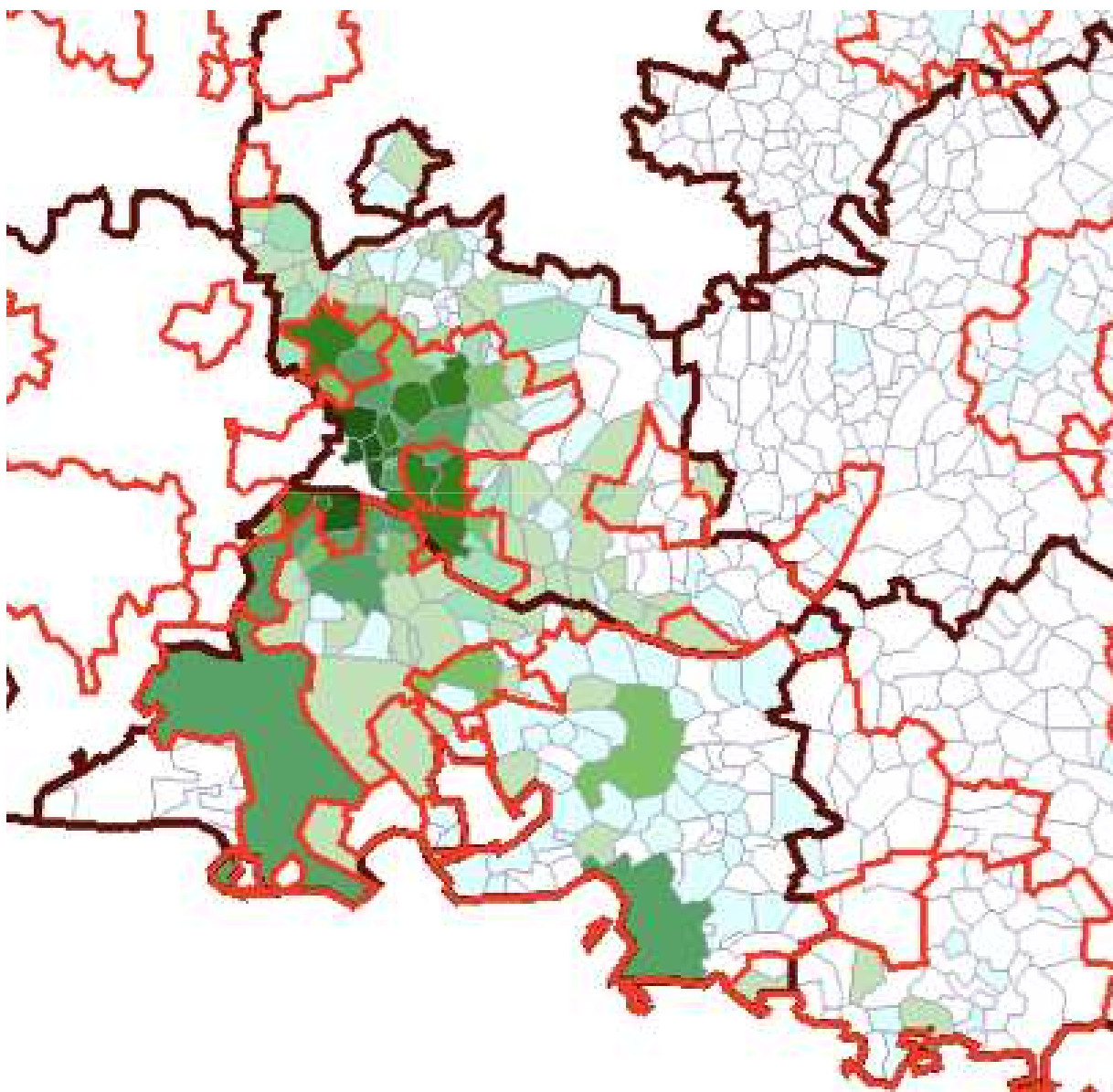
Source: d'après Insee

D'où viennent les actifs employés à Carpentras



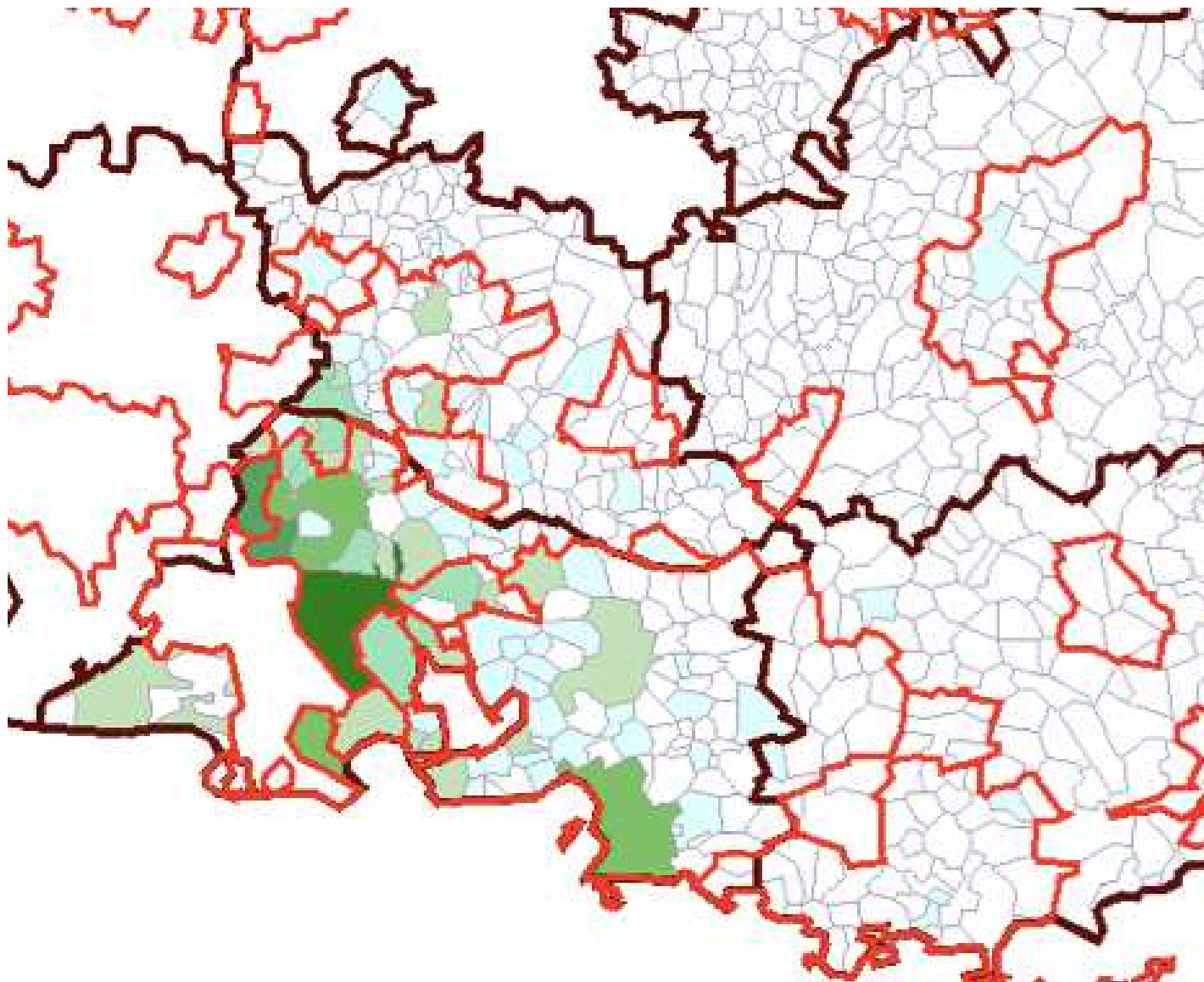
Source: d'après Insee

D'où viennent les actifs employés à Avignon



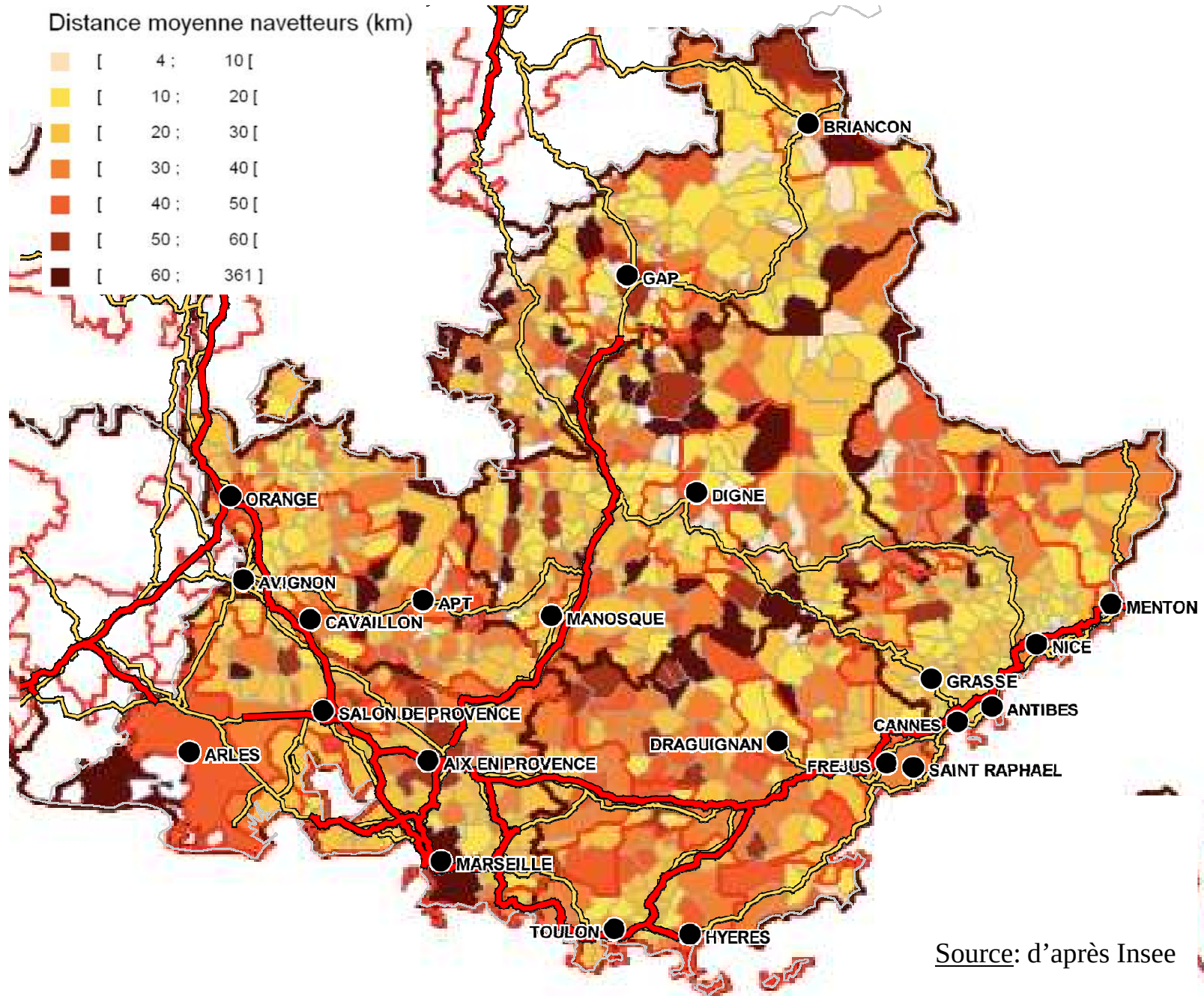
Source: d'après Insee

D'où viennent les actifs employés à Arles



Source: d'après Insee

Distances moyennes parcourues par les navetteurs



Les navettes, un apport monétaire important pour les territoires résidentiels

Solde navettes 2006	en actifs (2006)	en revenu d'actif (M euros)-2005
NON résidentiel-Alpes de Hte. Pr.	-11 525	-254
NON résidentiel-Htes Alpes	-10 001	-220
NON résidentiel-Alpes Maritimes	-47 283	-1 040
NON résidentiel-Bouches du Rh.	-113 801	-2 504
NON résidentiel-Var	-37 926	-834
NON résidentiel-Vaucluse	-46 050	-1 013
s/NON total résidentiel	-266 585	-5 865
résidentiel-Alpes de Hte. Pr.	14 606	321
résidentiel-Htes Alpes	9 642	212
résidentiel-Alpes Maritimes	66 477	1 463
résidentiel-Bouches du Rh.	90 929	2 000
résidentiel-Var	63 278	1 392
résidentiel-Vaucluse	38 880	855
s/total résidentiel	283 812	6 244

Note: on estime le revenu moyen par actif à 22 000 euros (source: DGI)

Source: d'après Insee

Les navettes, un apport monétaire important pour les territoires résidentiels:

Solde en emploi	AU non résidentiel	AU résidentiel	Non AU non résidentiel	Non AU résidentiel
Alpes-de-Haute-Provence	-6 508	5 213	-5 017	9 393
Hautes-Alpes	-6 691	3 939	-3 310	5 702
Alpes-Maritimes	-46 773	64 013	-510	2 464
Bouches-du-Rhône	-107 791	79 059	-6 010	11 870
Var	-34 801	47 489	-3 125	15 789
Vaucluse	-42 707	23 333	-3 343	15 547
Total PACA	-245 271	223 047	-21 314	60 765

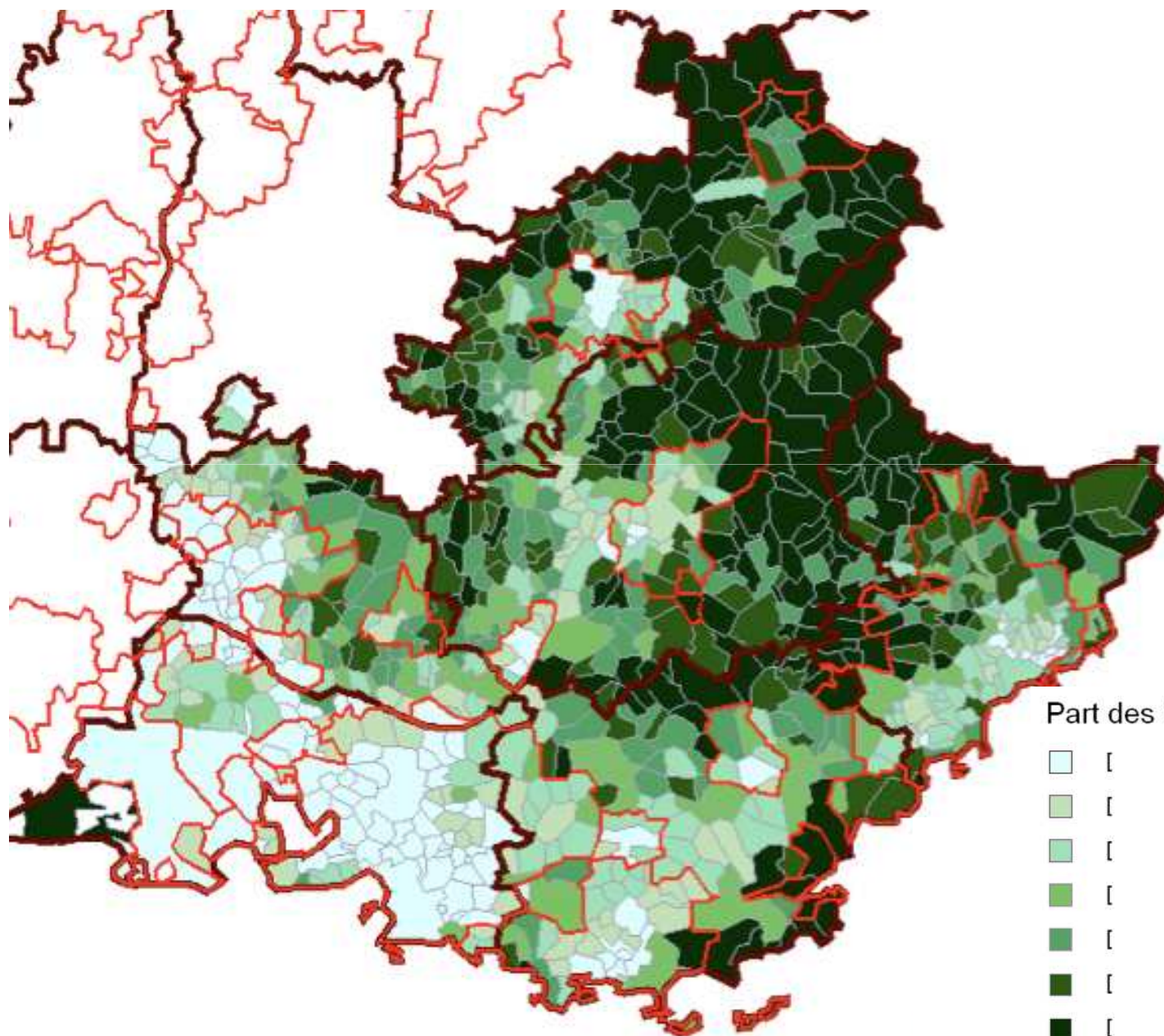
Solde en M euros	AU non résidentiel	AU résidentiel	Non AU non résidentiel	Non AU résidentiel
Alpes-de-Haute-Provence	-143	115	-110	207
Hautes-Alpes	-147	87	-73	125
Alpes-Maritimes	-1 029	1 408	-11	54
Bouches-du-Rhône	-2 371	1 739	-132	261
Var	-766	1 045	-69	347
Vaucluse	-940	513	-74	342
Total PACA	-5 396	4 907	-469	1 337

Source: d'après Insee

Les résidences secondaires

Note: RS= résidence secondaire
RP= résidence principale

Poids des résidences secondaires dans les logements - 2006

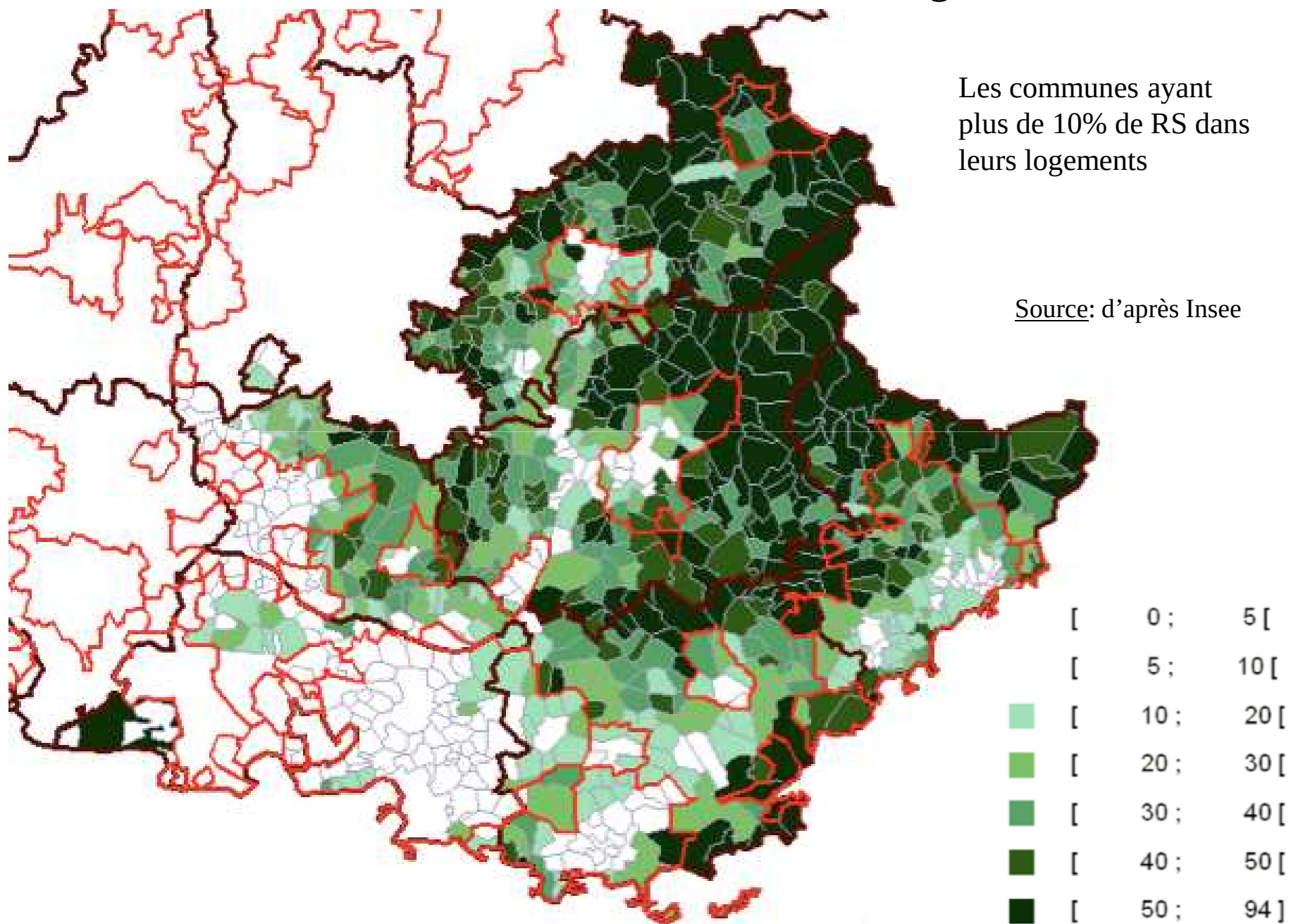


Source: d'après Insee

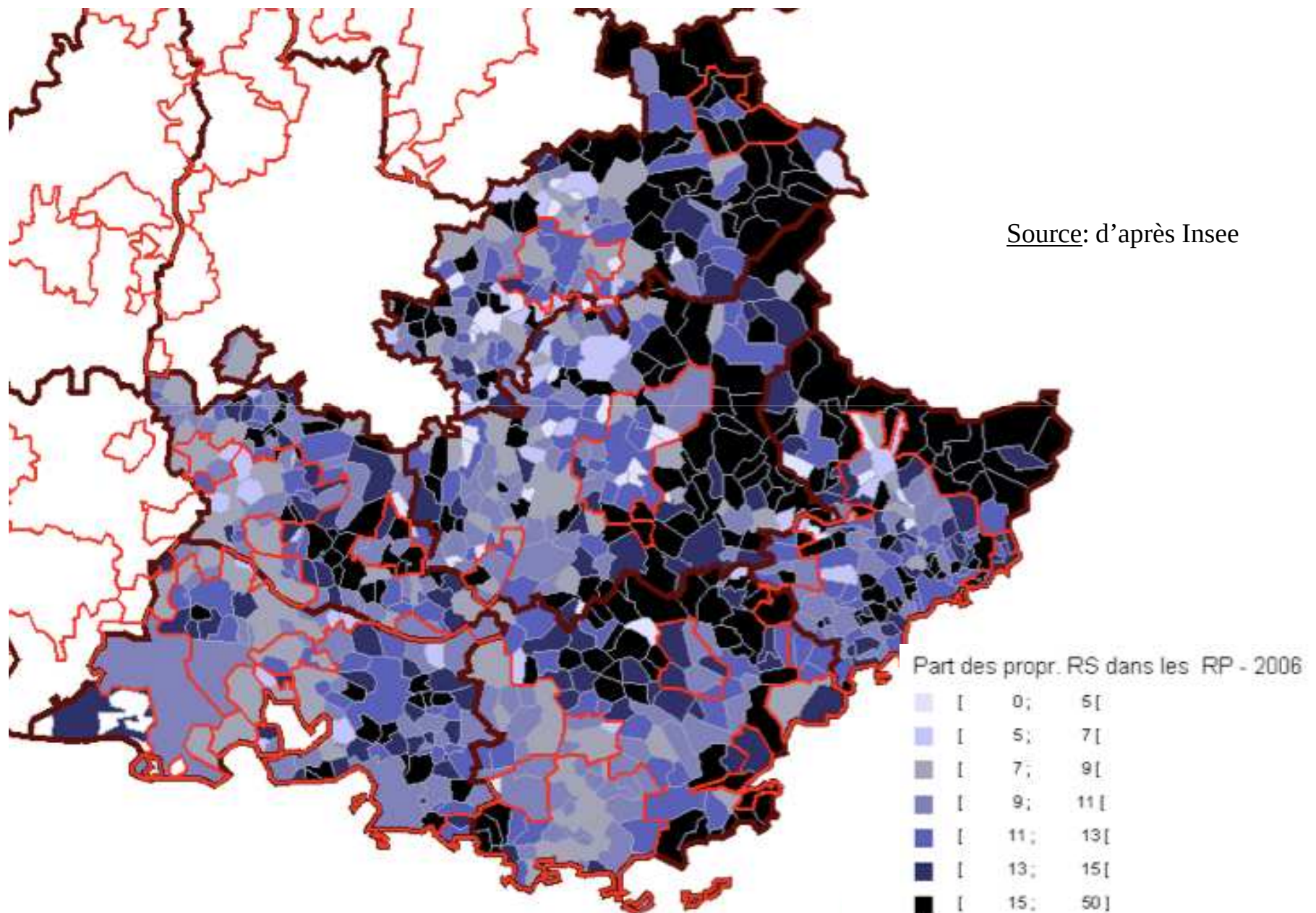
Part des RS dans logements - 2006

	[	0 ;	5 [
	[	5 ;	10 [
	[	10 ;	20 [
	[	20 ;	30 [
	[	30 ;	40 [
	[	40 ;	50 [
	[	50 ;	94]

Poids des résidences secondaires dans les logements - 2006



Poids des résidences secondaires dans les logements - 2006



Résidences secondaires et propriétaires de résidences secondaires: départements

	Part des Propriétaires de RS	Part des rési- Second.	Part des résidences principales	Propriétaires de RS en % des R	Part des résidences secondaires da les logements
Alpes-de-Haute-Provence	3%	8%	3%	11%	34%
Alpes-Maritimes	27%	34%	24%	12%	23%
Bouches-du-Rhône	37%	6%	39%	10%	3%
Hautes-Alpes	3%	11%	3%	12%	46%
Var	20%	36%	20%	10%	27%
Vaucluse	9%	4%	11%	9%	7%
Total PACA	100%	100%	100%	11%	17%
Total PACA	239 552	476 122	2 258 684		

Source: d'après filocom 2007, MEEDDM d'après DGFIP & Insee

Résidences secondaires et propriétaires de résidences secondaires: les départements/AU/nonAU

	Nb de proprio RS y compris dans la comm	resid second (RGP Insee)	Résidences 2 principales (RGP Insee)	Part des résidences secondaires dans les logements	Propriétaires c RS en % des f
Alpes-de-Haute-Provence-AU	3 093	2 471	29 657	8%	10%
Alpes-de-Haute-Provence-NON AU	4 989	35 916	45 707	44%	11%
Alpes-Maritimes-AU	63 286	143 349	527 234	21%	12%
Alpes-Maritimes-NON AU	2 287	20 128	13 689	60%	17%
Bouches-du-Rhône-AU	84 687	24 656	828 198	3%	10%
Bouches-du-Rhône-NON AU	4 292	6 274	46 458	12%	9%
Hautes-Alpes-AU	3 805	10 452	30 812	25%	12%
Hautes-Alpes-NON AU	3 814	43 306	31 848	58%	12%
Var-AU	37 365	110 427	380 228	23%	10%
Var-NON AU	10 560	59 936	81 950	42%	13%
Vaucluse-AU	14 734	6 700	180 163	4%	8%
Vaucluse-NON AU	6 640	12 508	62 741	17%	11%
Total PACA	239 552	476 122	2 258 684	17%	11%

Source: d'après filocom 2007, MEEDDM d'après DGFIP & Insee

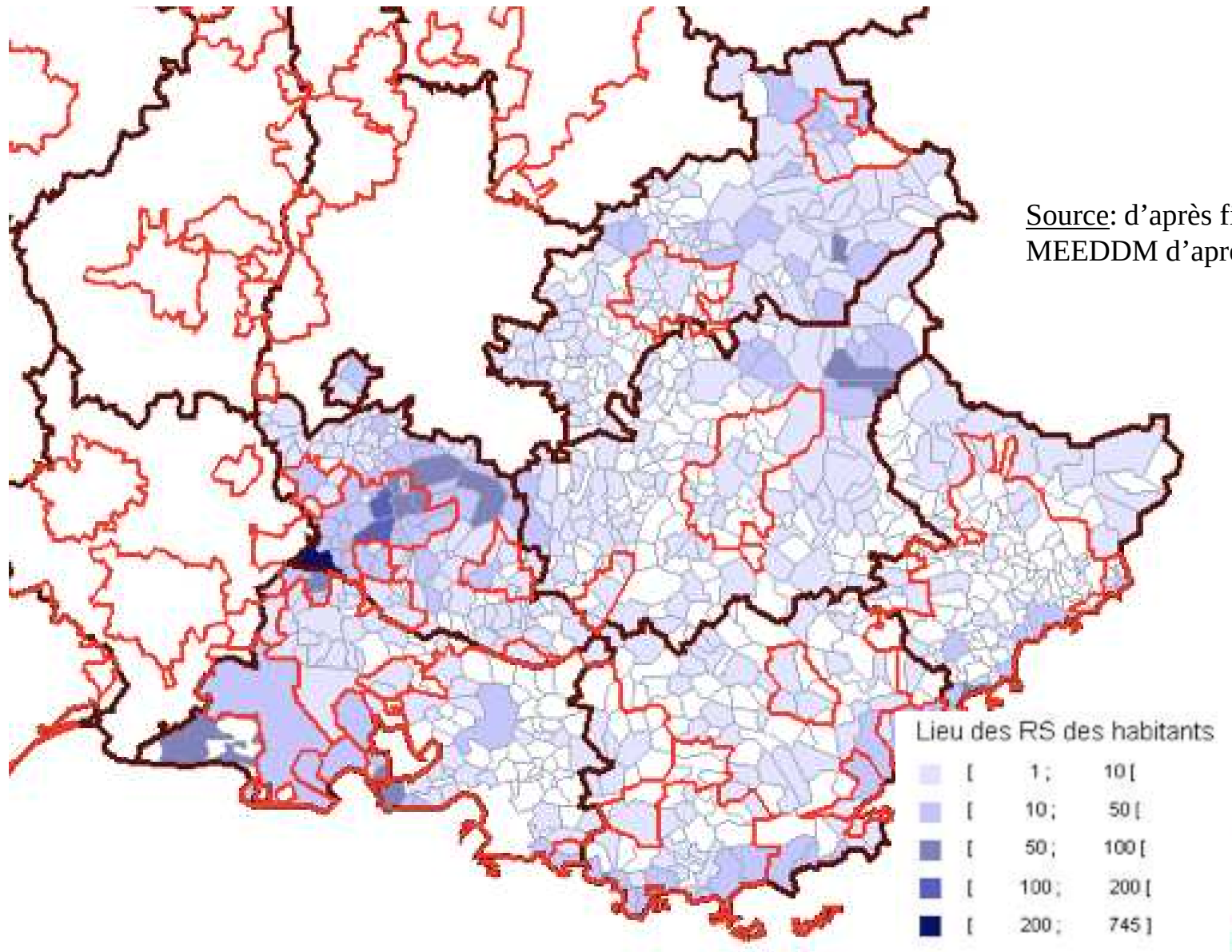
Résidences secondaires et propriétaires de résidences secondaires: les aires urbaines

AU	Nom AU	Nb de proprio de RS y compris dans la commune	Nb de RS	resid second 2006 (RGP Insee)	Résidences principales 2006 (RGP Insee)	Part des résidences secondaires dans les logements	Propriétaires de RS en % des RP
	Hors aire urbaine	32 582	131 072	178 068	282 393	39%	12%
003	Marseille-Aix-En-Provence	76 298	23 853	21 432	726 011	3%	11%
006	Nice	59 155	74 077	124 055	497 354	20%	12%
010	Toulon	26 684	45 237	55 434	283 583	16%	9%
030	Avignon	10 504	4 015	3 885	127 912	3%	8%
094	Fréjus	4 666	16 858	31 938	43 592	42%	11%
110	Menton-Monaco	4 847	7 056	20 969	35 357	37%	14%
135	Arles	2 212	768	883	24 640	3%	9%
137	Salon-de-Provence	2 028	512	290	23 850	1%	9%
148	Draguignan	2 342	1 643	1 582	23 043	6%	10%
150	Gap	2 478	1 610	1 684	22 412	7%	11%
167	Istres	1 155	277	196	17 225	1%	7%
172	Cavaillon	1 353	538	584	17 944	3%	8%
174	Orange	1 273	330	258	17 510	1%	7%
190	Manosque	1 691	764	698	16 486	4%	10%
202	Miramas	900	307	122	12 946	1%	7%
216	L'Isle-sur-la-Sorgue	1 002	591	743	12 909	5%	8%
217	Beaucaire	452	212	188	5 832	3%	8%
233	Digne-les-Bains	1 401	1 319	1 748	13 114	12%	11%
269	Brignoles	865	692	731	10 090	7%	9%
275	Pertuis	700	194	197	8 080	2%	9%
282	Apt	909	1 070	1 375	8 487	14%	11%
289	Briançon	1 328	6 198	8 793	8 457	51%	16%
304	Sainte-Maxime	1 369	7 576	14 200	8 852	62%	15%
323	Fos-sur-Mer	407	263	173	6 140	3%	7%
353	Saint-Tropez	951	2 947	5 896	4 466	57%	21%
Total	PACA	239 552	329 979	476 122	2 258 684	17%	11%

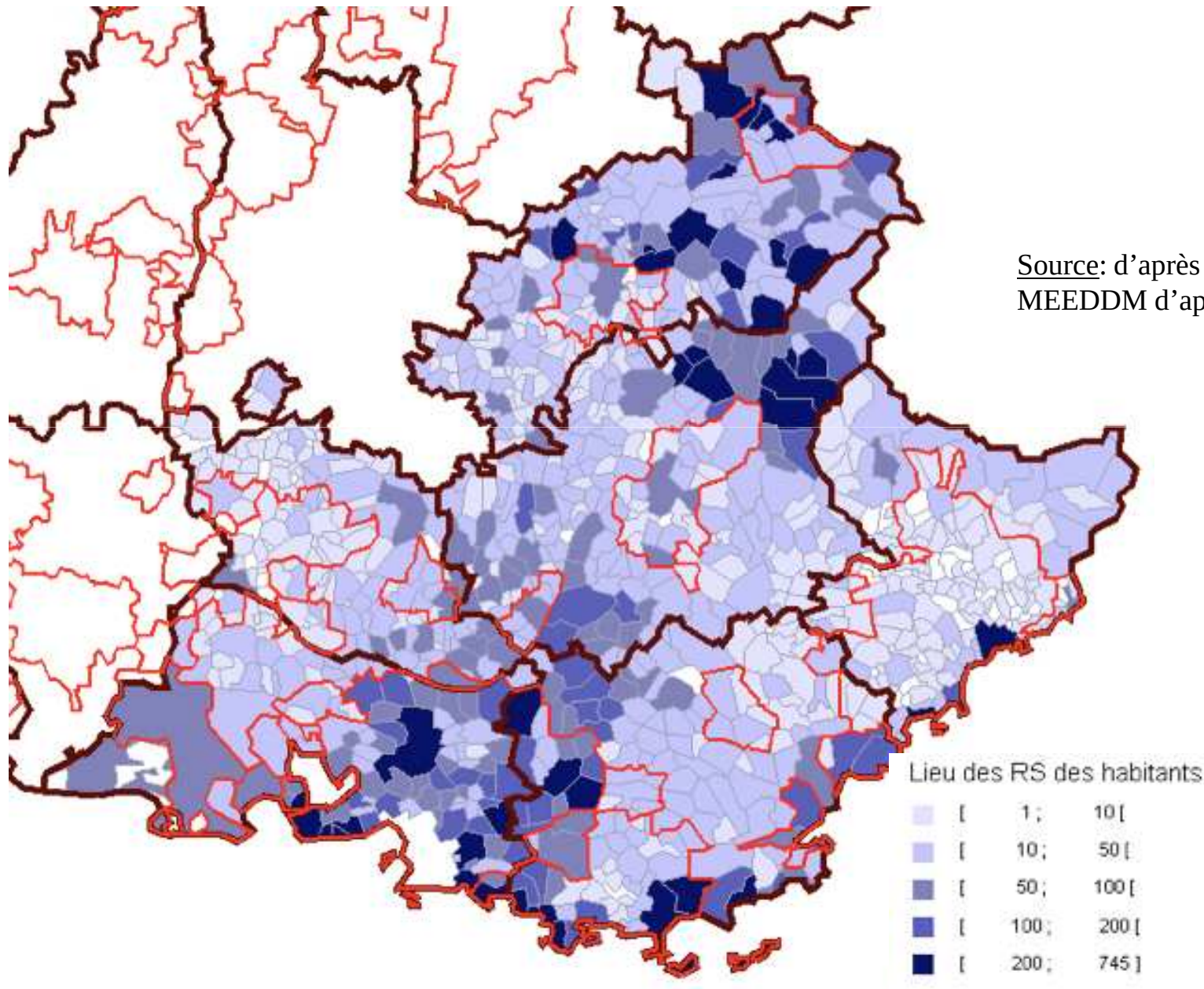
Source: d'après filocom 2007, MEEDDM d'après DGFIP & Insee

72% des propriétaires de résidences secondaires de PACA
vivent dans ses quatre plus grandes aires urbaines.:
Marseille-Aix, Nice, Toulon et Avignon

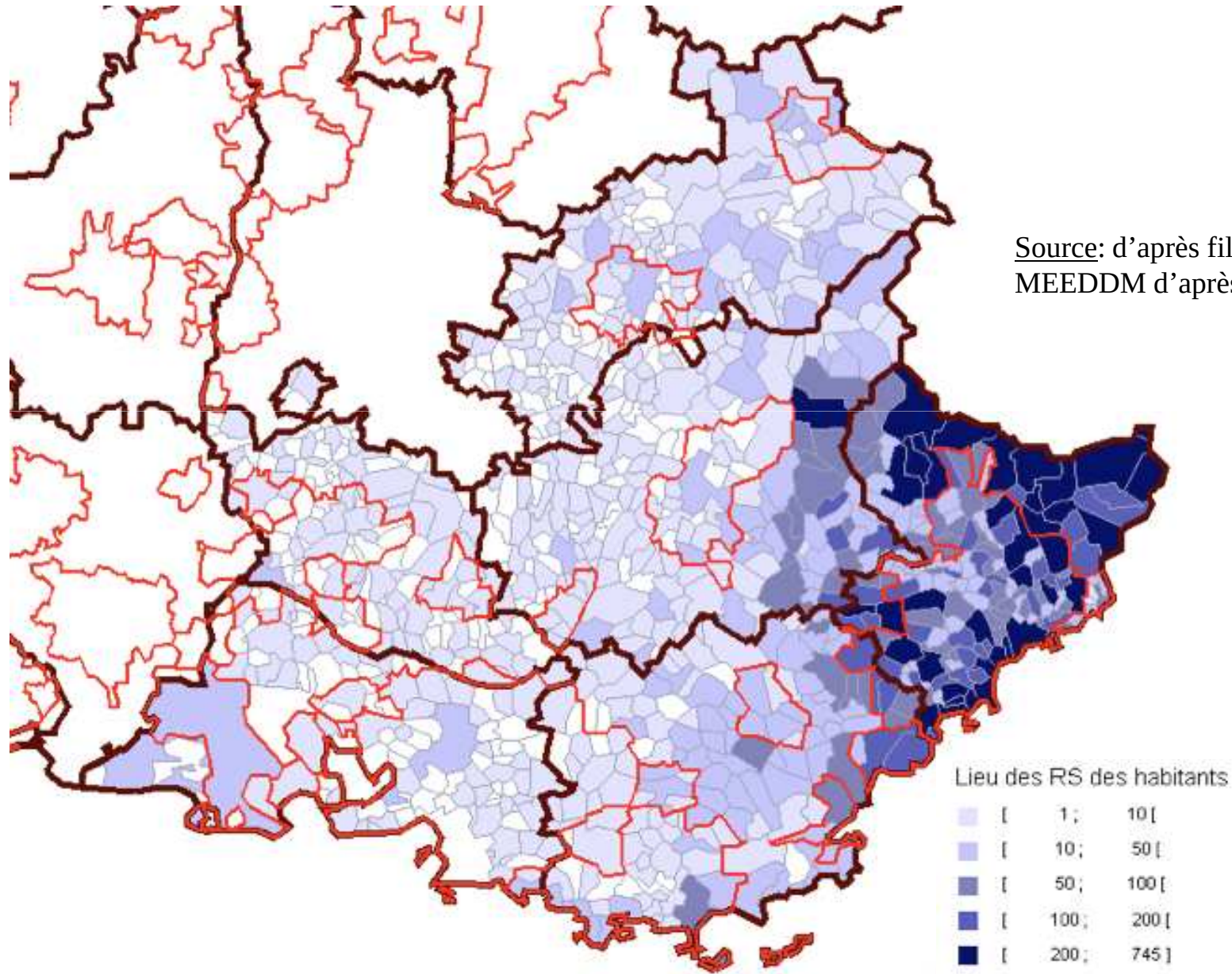
Lieu des résidences secondaires possédées par des habitants de l'aire urbaine d'Avignon



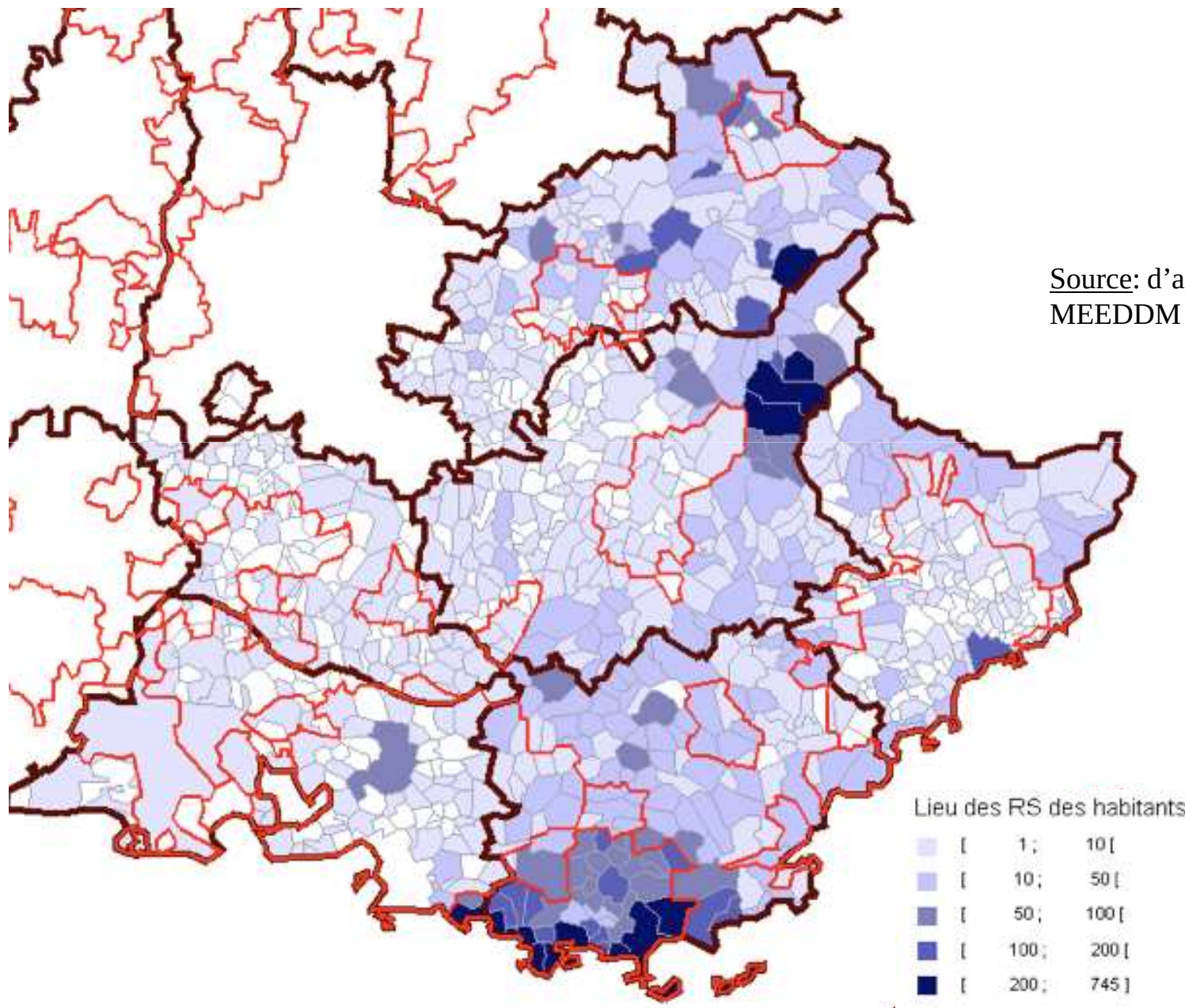
Lieu des résidences secondaires possédées par des habitants de l'aire urbaine de **Marseille**



Lieu des résidences secondaires possédées par des habitants de l'aire urbaine de Nice

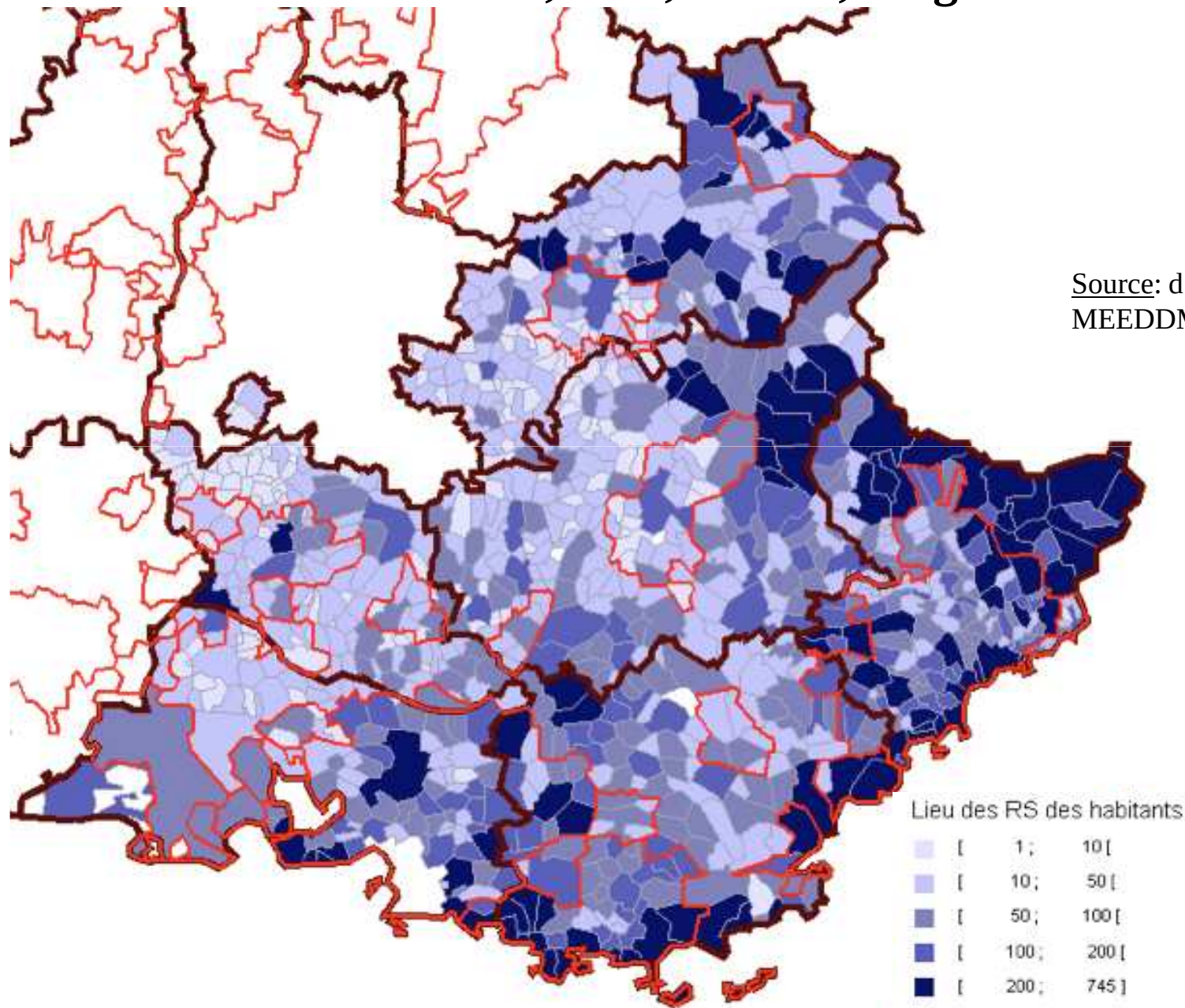


Lieu des résidences secondaires possédées par des habitants de l'aire urbaine de **Toulon**

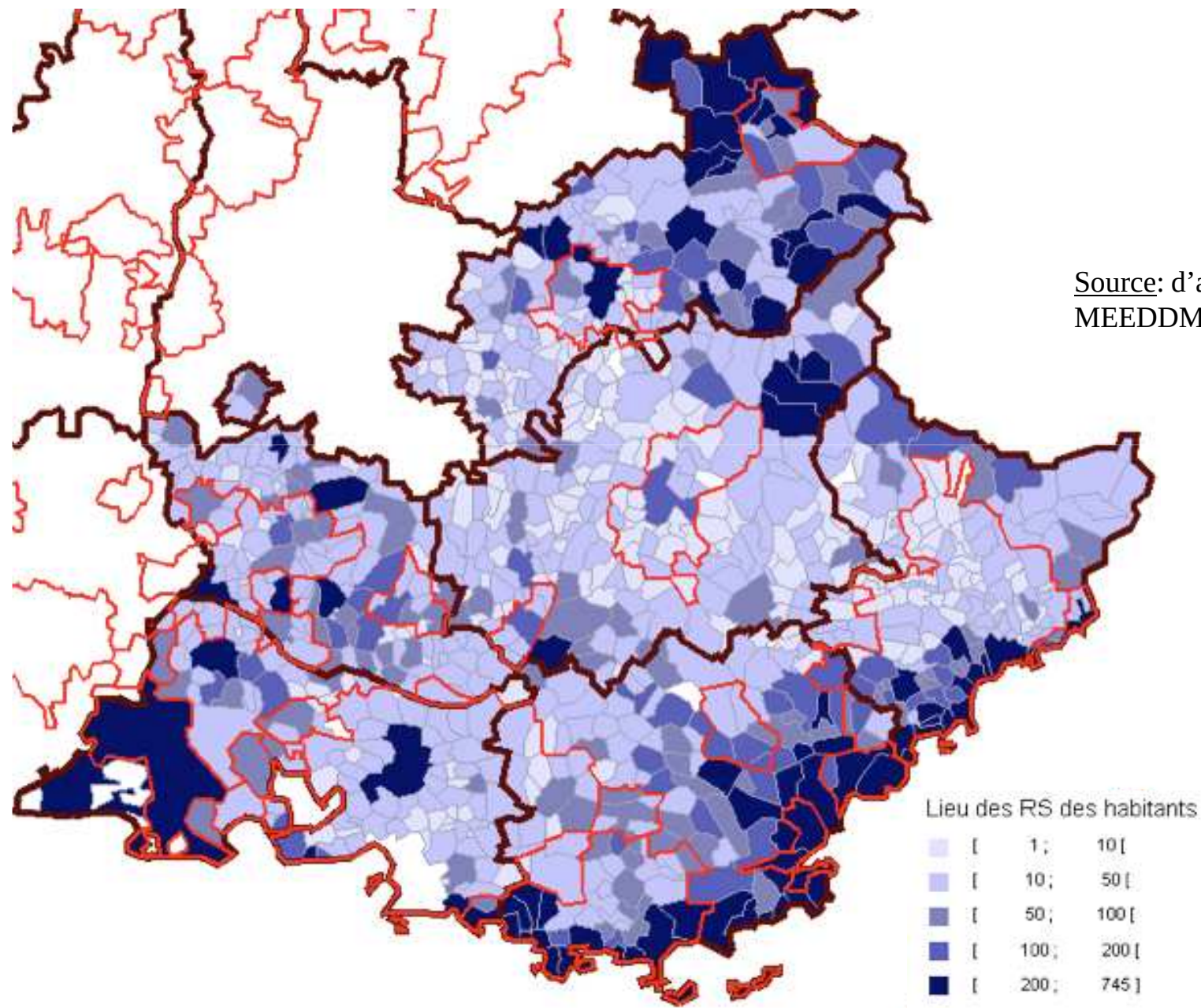


Lieu des résidences secondaires possédées par des habitants des 4 aires urbaines : **Marseille, Nice, Toulon, Avignon**

Source: d'après filocom 2007, MEEDDM d'après DGFIP



Lieu des résidences secondaires possédées par des habitants vivant ailleurs en France



Les résidences secondaires des propriétaires de résidences secondaire de PACA:

lieu de résidence principale des propriétaires								
lieu des résidences secondaires	AU Avignon	AU Marseille	AU Nice	AU Toulon	Quatre AU	Reste PACA	Reste France	PACA
Alpes-de-Haute-Provence	387	9 790	3 546	2 510	16 233	7 953	5 813	24 186
Hautes-Alpes	690	10 731	649	2 334	14 404	8 121	17 523	22 525
Alpes-Maritimes	298	1 510	36 962	747	39 517	7 752	49 723	47 269
Bouches-du-Rhône	661	15 800	322	1 020	17 803	4 693	8 691	22 496
Var	665	10 884	3 094	10 914	25 557	14 471	76 630	40 028
Vaucluse	2 439	1 870	160	121	4 590	4 145	6 353	8 735
Total PACA	5 140	50 585	44 733	17 646	118 104	47 135	164 733	165 239
Reste France	7 541	25 713	14 422	9 038	56 714	17 599	2 066 438	74 313
Total	12 681	76 298	59 155	26 684	174 818	64 734	2 231 171	239 552

Source: d'après filocom 2007,
MEEDDM d'après DGFIP

Les résidences secondaires des propriétaires de résidences secondaire de PACA:

lieu de résidence principale des propriétaires								
lieu des résidences secondaires	AU Avignon	AU Marseille	AU Nice	AU Toulon	Quatre AU	Reste PACA	Reste France	PACA
Alpes-de-Haute-Provence	3%	13%	6%	9%	9%	12%	0%	10%
Hautes-Alpes	5%	14%	1%	9%	8%	13%	1%	9%
Alpes-Maritimes	2%	2%	62%	3%	23%	12%	2%	20%
Bouches-du-Rhône	5%	21%	1%	4%	10%	7%	0%	9%
Var	5%	14%	5%	41%	15%	22%	3%	17%
Vaucluse	19%	2%	0%	0%	3%	6%	0%	4%
Total PACA	41%	66%	76%	66%	68%	73%	7%	69%
Reste France	59%	34%	24%	34%	32%	27%	93%	31%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source: d'après filocom 2007,
MEEDDM d'après DGFIP

Origines géographiques des propriétaires de résidences secondaires des départements de PACA

lieu de résidence principale des propriétaires									
lieu des résidences secondaires	AU Avignon	AU Marseille	AU Nice	AU Toulon	Quatre	AU Reste PACA	Reste France	PACA	Total
Alpes-de-Haute-Provence	1%	33%	12%	8%	54%	27%	19%	81%	100%
Hautes-Alpes	2%	27%	2%	6%	36%	20%	44%	56%	100%
Alpes-Maritimes	0%	2%	38%	1%	41%	8%	51%	49%	100%
Bouches-du-Rhône	2%	51%	1%	3%	57%	15%	28%	72%	100%
Var	1%	9%	3%	9%	22%	12%	66%	34%	100%
Vaucluse	16%	12%	1%	1%	30%	27%	42%	58%	100%
Total PACA	2%	15%	14%	5%	36%	14%	50%	50%	100%
Reste France	0%	1%	1%	0%	3%	1%	97%	3%	100%
Total	1%	3%	2%	1%	7%	3%	90%	10%	100%

Source: d'après filocom 2007,
MEEDDM d'après DGFîP

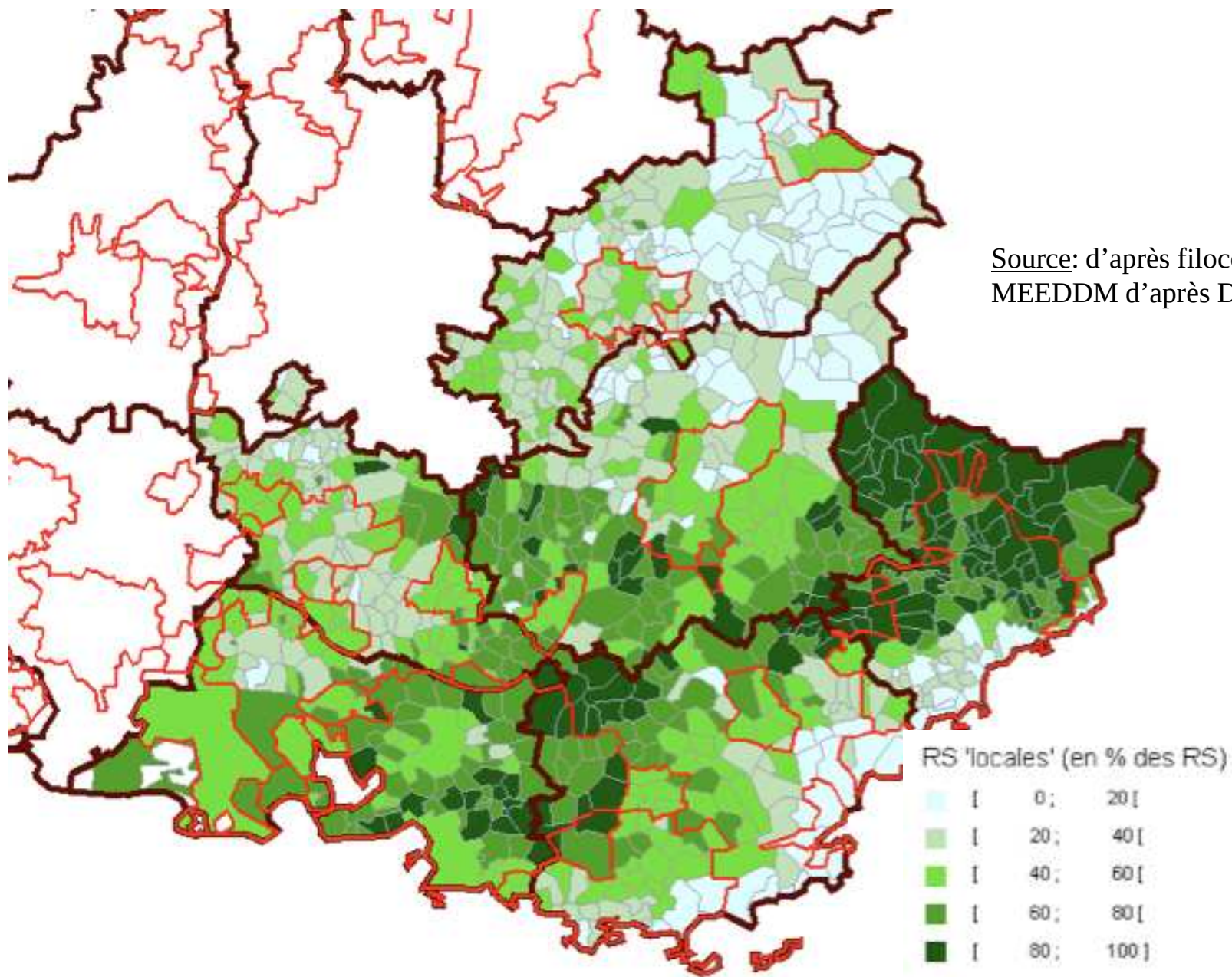
Les flux monétaires inter-territoriaux générés par les dépenses associées aux résidences secondaires:

lieu de résidence principale des propriétaires								
lieu des résidences secondaires	AU Avignon	AU Marseille	AU Nice	AU Toulon	Quatre AU	Reste PACA	Reste France	PACA
Alpes-de-Haute-Provence	7	166	60	43	276	135	99	411
Hautes-Alpes	12	182	11	40	245	138	298	383
Alpes-Maritimes	5	26	628	13	672	132	845	804
Bouches-du-Rhône	11	269	5	17	303	80	148	382
Var	11	185	53	186	434	246	1 303	680
Vaucluse	41	32	3	2	78	70	108	148
Total PACA	87	860	760	300	2 008	801	2 800	2 809
Reste France	128	437	245	154	964	299	35 129	1 263
Total	216	1 297	1 006	454	2 972	1 100	37 930	4 072

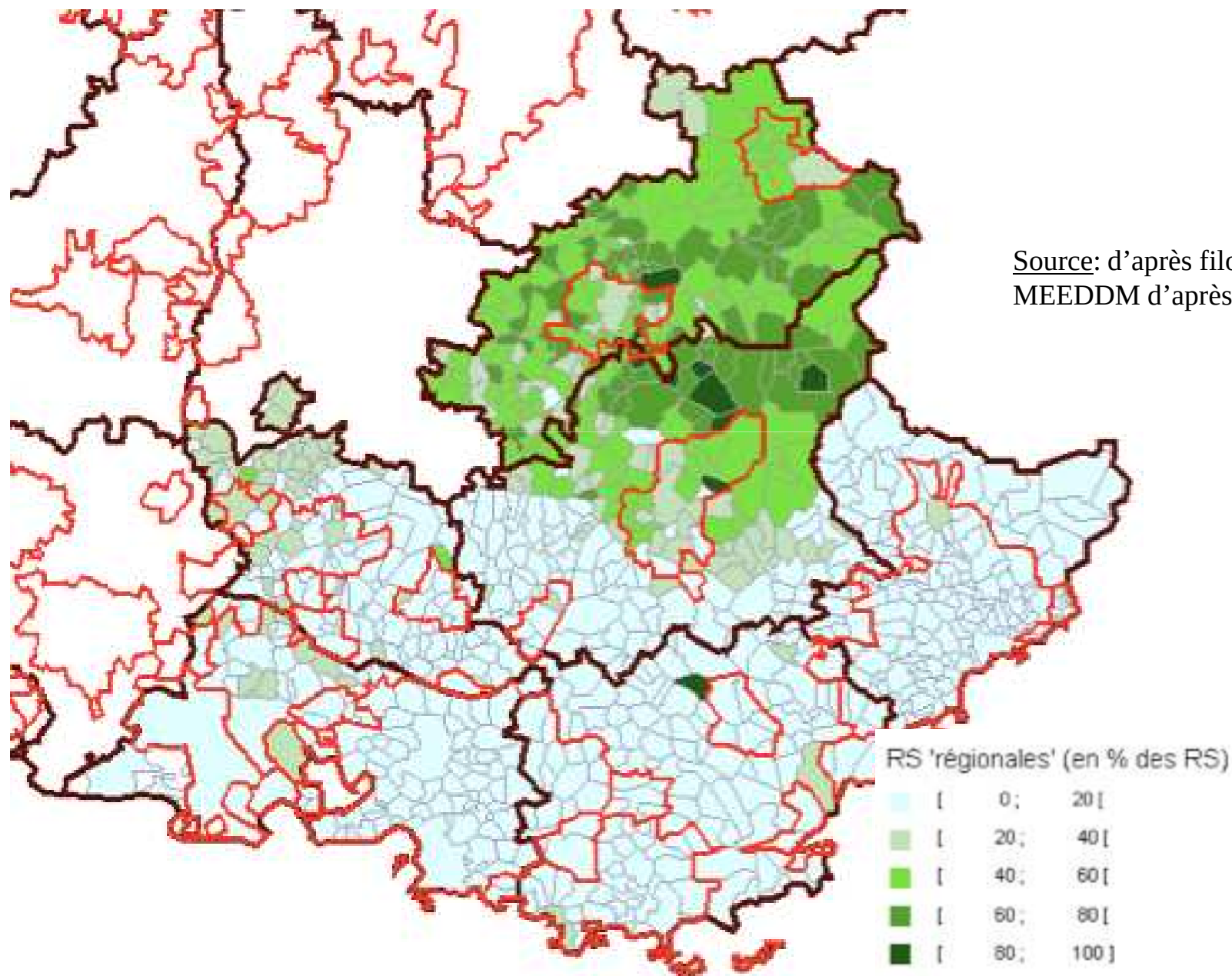
Millions d'euros, 2005

Source: d'après filocom 2007,
MEEDDM d'après DGFIP & DGI

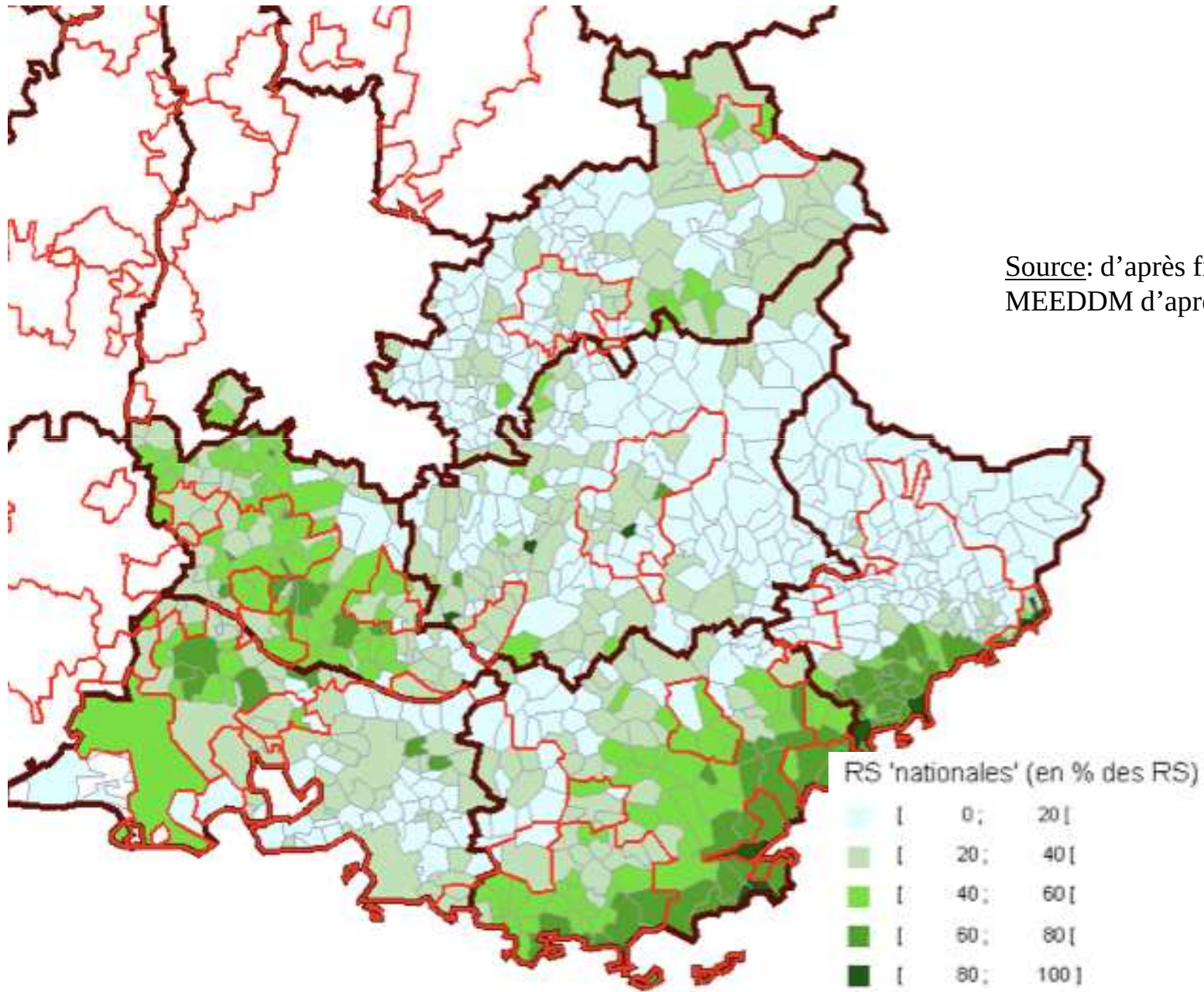
Les résidences secondaires **possédées par propriétaires** « **locaux** » (habitant à moins de 100 km)



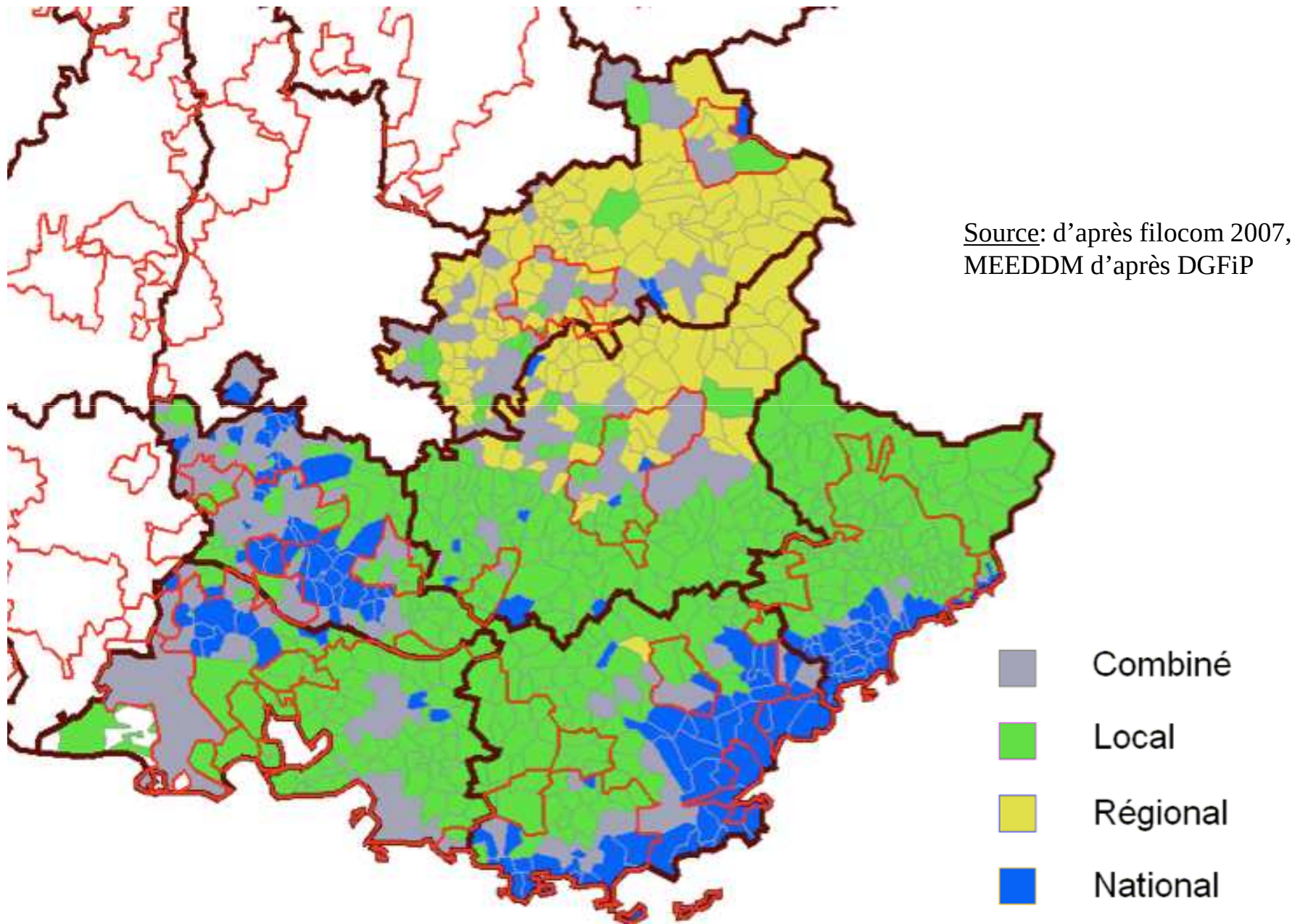
Les résidences secondaires **possédées par propriétaires** « **régionaux** » (habitant entre 100 et 300 km)



Les résidences secondaires **possédées par propriétaires** « **nationaux** » (habitant à plus de 300 km)



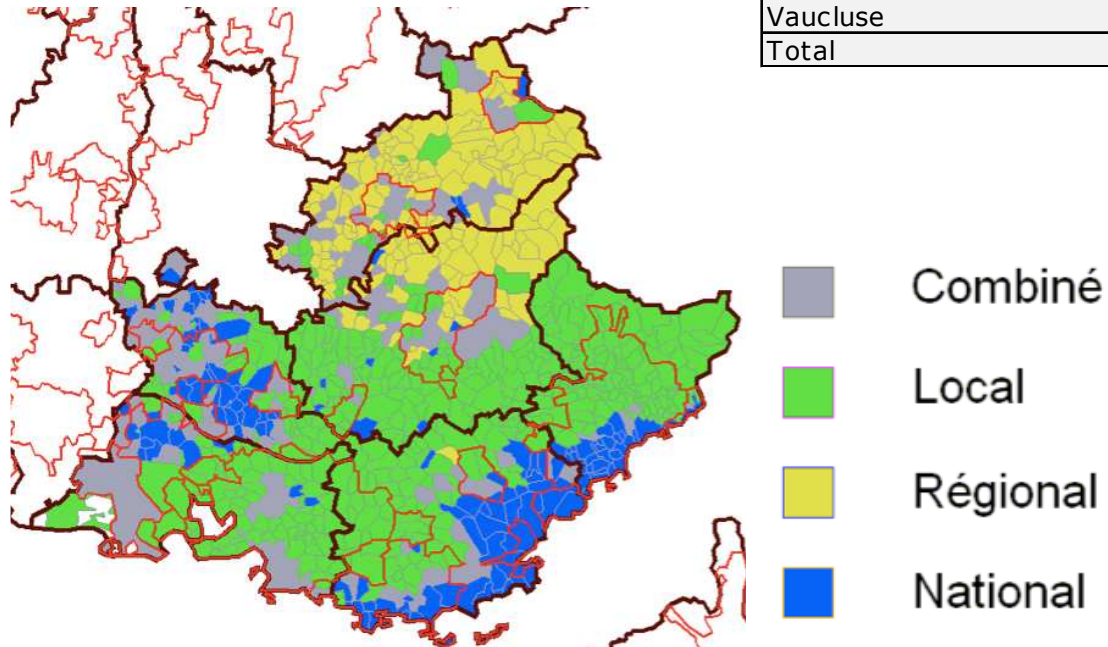
Les quatre types de territoires selon le lieu des propriétaires de résidences secondaires



Les quatre types de territoires selon le lieu des propriétaires de résidences secondaires

	Type de territoire				Total
	combiné	Local	national	regional	
Alpes-de-Haute-Provence	3 353	17 379	2 996	14 659	38 387
Alpes-Maritimes	771	28 800	133 905		163 477
Bouches-du-Rhône	16 008	11 814	3 108		30 930
Hautes-Alpes	8 499	880	2 646	41 732	53 757
Var	5 740	18 481	146 130	13	170 363
Vaucluse	5 584	5 560	8 063		19 208
Total	39 955	82 916	296 848	56 403	476 122

	Type de territoire				Total
	combiné	Local	national	regional	
Alpes-de-Haute-Provence	0,7%	3,7%	0,6%	3,1%	8,1%
Alpes-Maritimes	0,2%	6,0%	28,1%	0,0%	34,3%
Bouches-du-Rhône	3,4%	2,5%	0,7%	0,0%	6,5%
Hautes-Alpes	1,8%	0,2%	0,6%	8,8%	11,3%
Var	1,2%	3,9%	30,7%	0,0%	35,8%
Vaucluse	1,2%	1,2%	1,7%	0,0%	4,0%
Total	8,4%	17,4%	62,3%	11,8%	100,0%

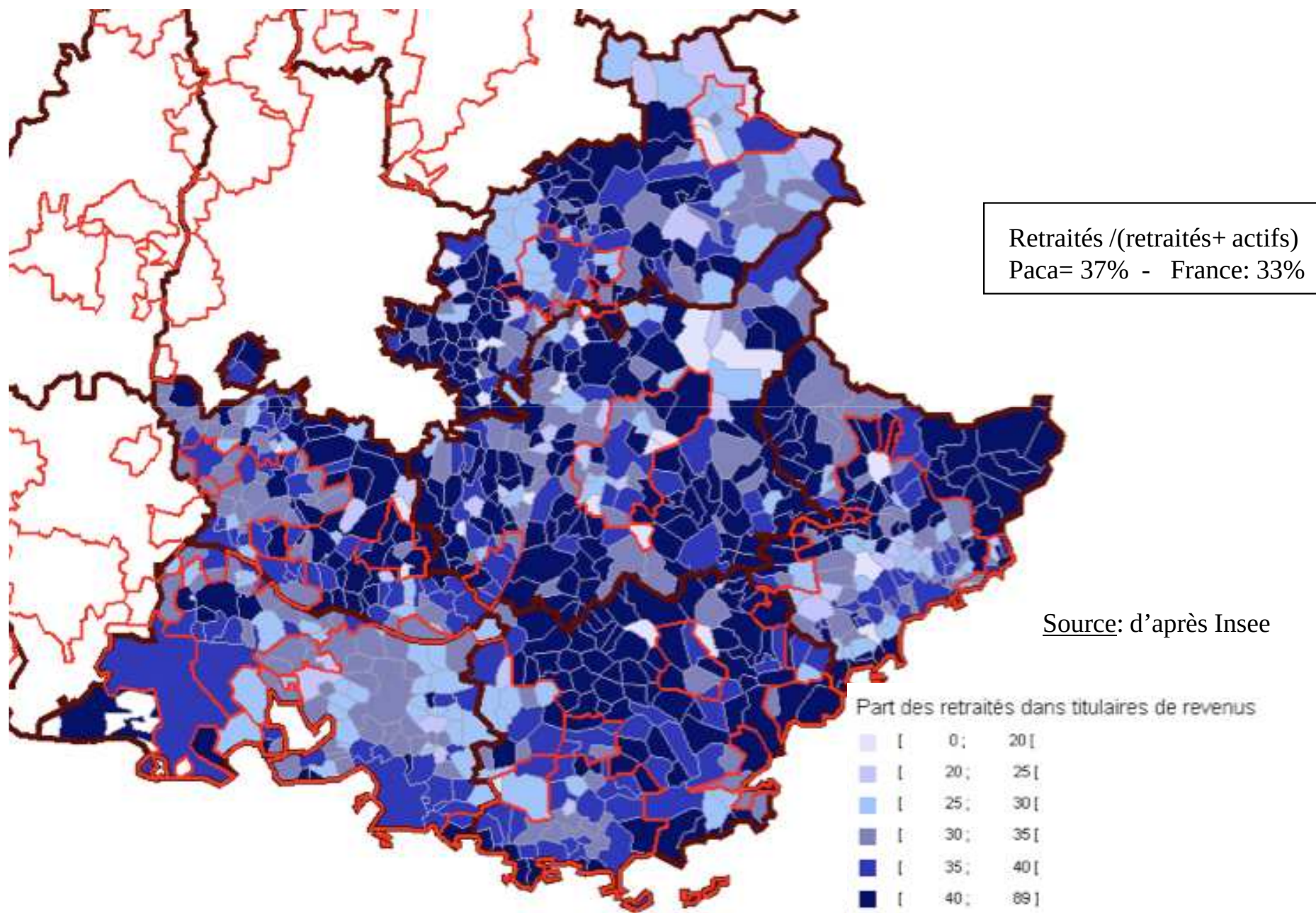


Type: si la catégorie dans la com.>50% des RS

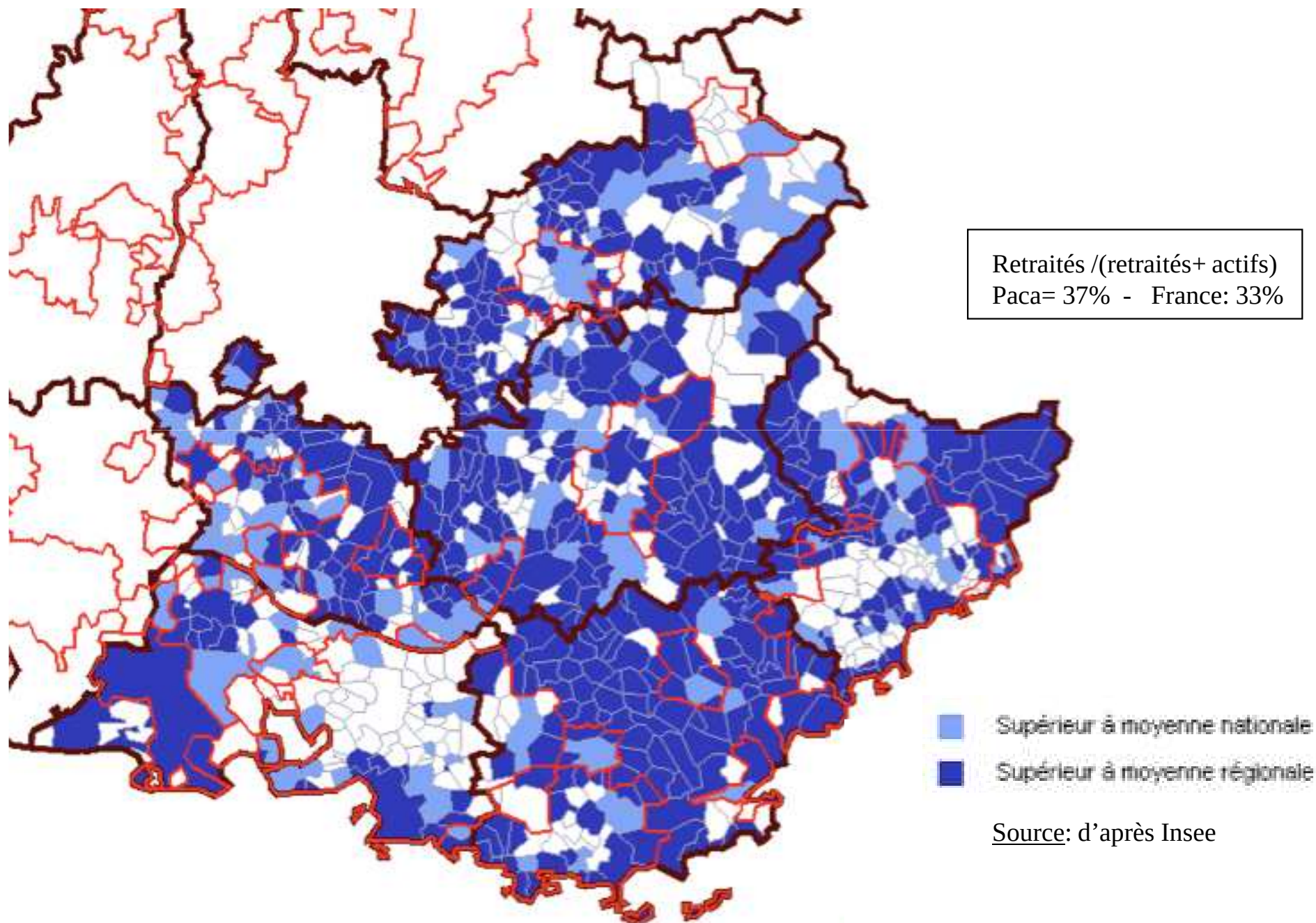
Source: d'après filocom 2007, MEEDDM d'après DGFIP

Les retraités mobiles

Poids des retraités dans les titulaires de revenus - 2006



Poids des retraités dans les titulaires de revenus - 2006



Répartition des retraités dans la région - 2006

	AU	hors AU	Total
Alpes-de-Haute-Provence	1,4%	2,3%	3,6%
Alpes-Maritimes	23,6%	0,7%	24,3%
Bouches-du-Rhône	33,4%	2,1%	35,4%
Hautes-Alpes	1,3%	1,6%	2,9%
Var	18,6%	4,3%	23,0%
Vaucluse	7,7%	3,1%	10,8%
PACA	85,9%	14,1%	100,0%

Source: d'après Insee

Poids des retraités dans les titulaires de revenus - 2006

		AU	hors AU	Total
Alpes-de-Haute-Provence	retraités/titulaires de revenus	38%	41%	40%
	nbre de retraités	14 669	24 439	39 108
Alpes-Maritimes	retraités/titulaires de revenus	38%	43%	38%
	nbre de retraités	256 165	7 357	263 522
Bouches-du-Rhône	retraités/titulaires de revenus	34%	34%	34%
	nbre de retraités	361 735	22 688	384 423
Hautes-Alpes	retraités/titulaires de revenus	33%	39%	36%
	nbre de retraités	14 055	17 457	31 512
Var	retraités/titulaires de revenus	40%	42%	41%
	nbre de retraités	202 132	47 115	249 247
Vaucluse	retraités/titulaires de revenus	36%	38%	36%
	nbre de retraités	83 164	33 602	116 766
PACA	retraités/titulaires de revenus	37%	40%	37%
	nbre de retraités	931 920	152 658	1 084 578

Trame grise: taux supérieur au taux régional (37%)

Source: d'après Insee

« Excédent » ou « déficit » de retraites - 2006- Millions d'euros

		AU	hors AU	Total
Alpes-de-Haute-Provence	Excédent de retraités	1 933	4 583	6 516
	Excédent en Meuros	35	82	117
Alpes-Maritimes	Excédent de retraités	34 439	1 716	36 155
	Excédent en Meuros	620	31	651
Bouches-du-Rhône	Excédent de retraités	15 020	946	15 966
	Excédent en Meuros	270	17	287
Hautes-Alpes	Excédent de retraités	120	2 809	2 929
	Excédent en Meuros	2	51	53
Var	Excédent de retraités	36 212	10 434	46 646
	Excédent en Meuros	652	188	840
Vaucluse	Excédent de retraités	6 304	4 729	11 033
	Excédent en Meuros	113	85	198
PACA	Excédent de retraités	94 028	25 218	119 246
	Excédent en Meuros	1 693	454	2 147

Poids des retraités dans les titulaires de revenus - 2006

Aires urbaines de la région

AU	Retraités	Retraités/titulaires de revenu
Hors AU	111 711	40%
Marseille-Aix-En-Provence	315 401	34%
Nice	242 252	38%
Toulon	149 076	40%
Avignon	57 343	35%
Fréjus	27 362	46%
Menton-Monaco	16 819	37%
Arles	11 449	38%
Salon-de-Provence	10 737	33%
Draguignan	11 164	36%
Gap	10 811	35%
Istres	7 159	29%
Cavaillon	8 610	35%
Orange	8 494	36%
Manosque	8 411	39%
Miramas	5 209	30%
L'Isle-sur-la-Sorgue	6 839	38%
Beaucaire	2 450	34%
Digne-les-Bains	6 246	37%
Brignoles	4 863	37%
Pertuis	3 755	34%
Apt	4 482	41%
Briançon	3 257	28%
Sainte-Maxime	5 147	43%
Fos-sur-Mer	2 365	26%
Saint-Tropez	2 220	39%
PACA	1 084 579	37%

supérieur à taux national
 supérieur à taux régional

Source: d'après Insee

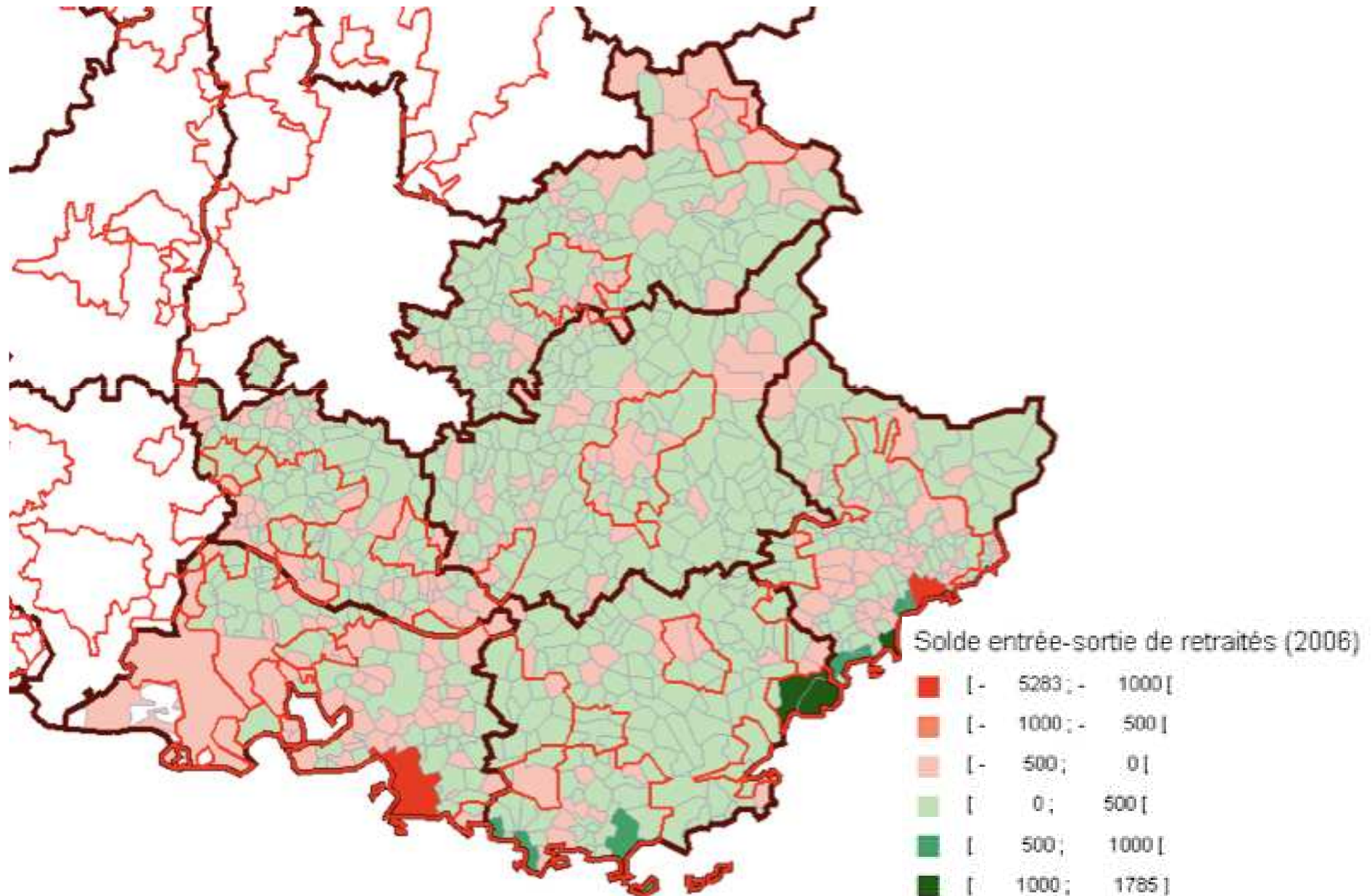
« Excédent » ou « déficit » de retraites - 2006- Millions d'euros

Aires urbaines de la région

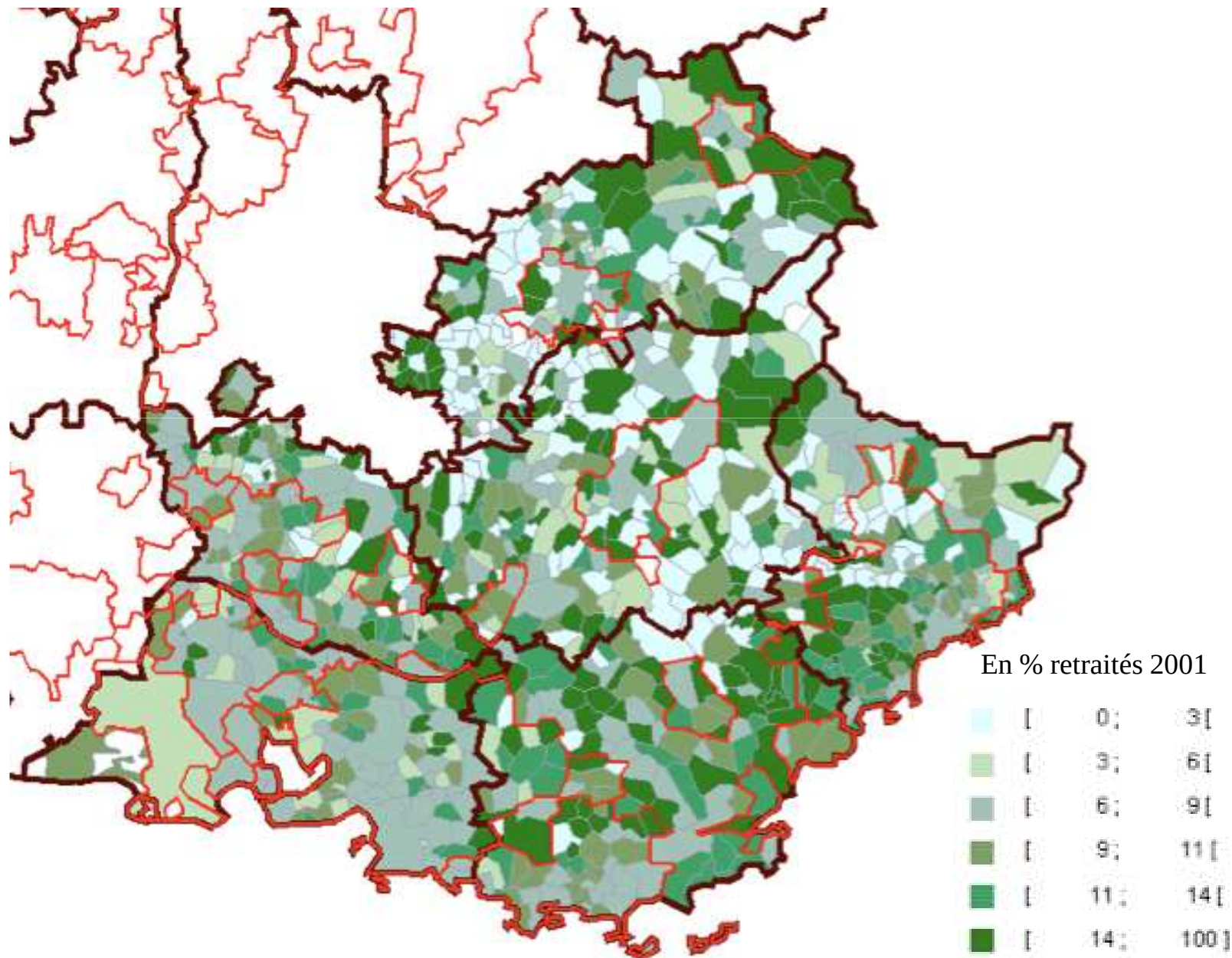
AU	"excédent" de retraité	"excédent" en Meuros
Hors AU	18 454	332
Marseille-Aix-En-Provence	13 338	240
Nice	33 013	594
Toulon	27 400	493
Avignon	3 336	60
Fréjus	7 528	136
Menton-Monaco	1 706	31
Arles	1 538	28
Salon-de-Provence	-54	-1
Draguignan	949	17
Gap	751	14
Istres	-1 109	-20
Cavaillon	569	10
Orange	800	14
Manosque	1 230	22
Miramas	-526	-9
L'Isle-sur-la-Sorgue	954	17
Beaucaire	78	1
Digne-les-Bains	718	13
Brignoles	512	9
Pertuis	146	3
Apt	911	16
Briançon	-645	-12
Sainte-Maxime	1 229	22
Fos-sur-Mer	-691	-12
Saint-Tropez	346	6
PACA	119 246	2 146

Source: d'après Insee

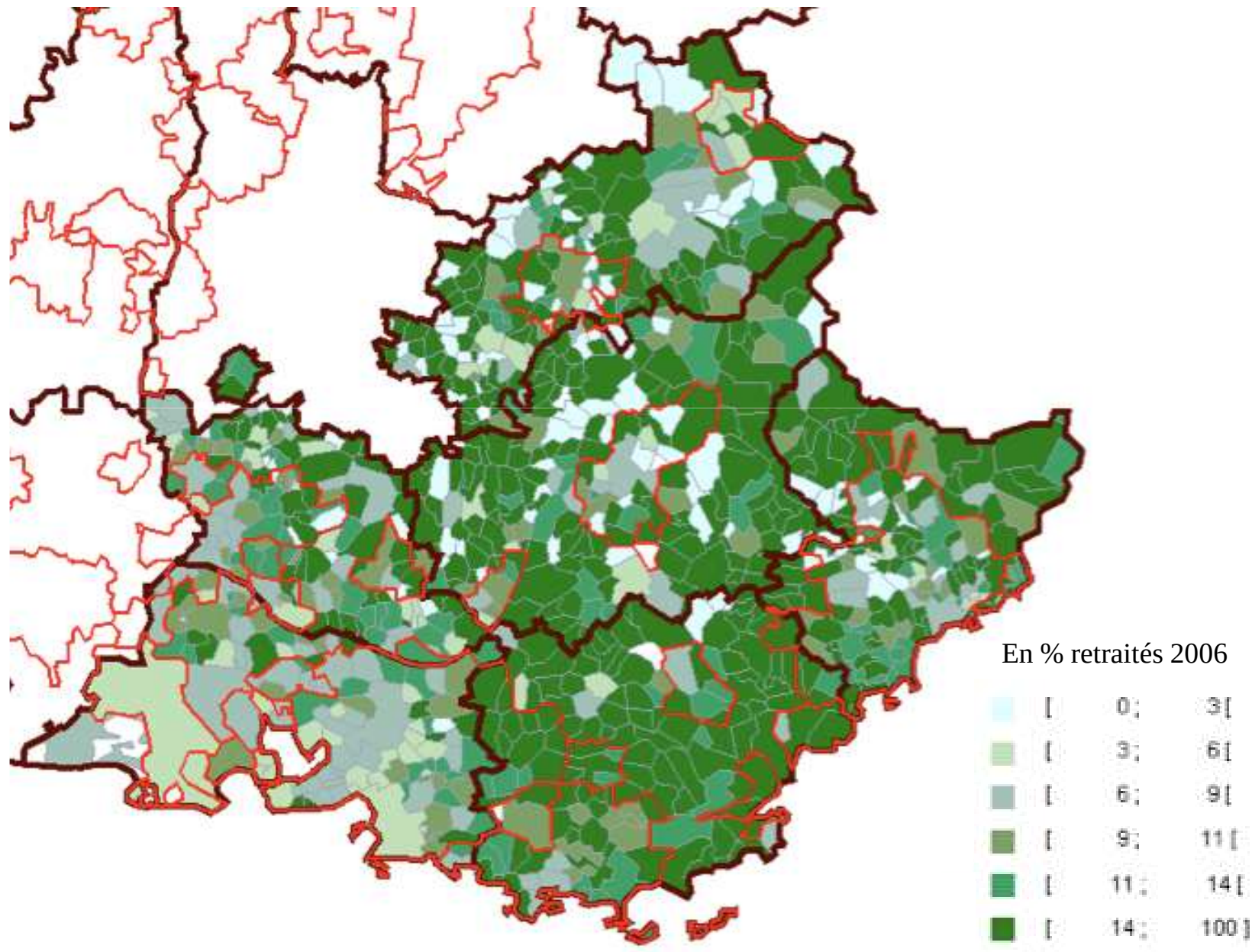
Flux de retraités dans les 5 années passée (2006). Solde entrée-sortie



Flux de retraités dans les 5 années passée (2006). **Part des retraités 2001 partis depuis 5 ans en 2006**



Flux de retraités dans les 5 années passée (2006). **Part des retraités 2006 arrivés depuis 5 ans**



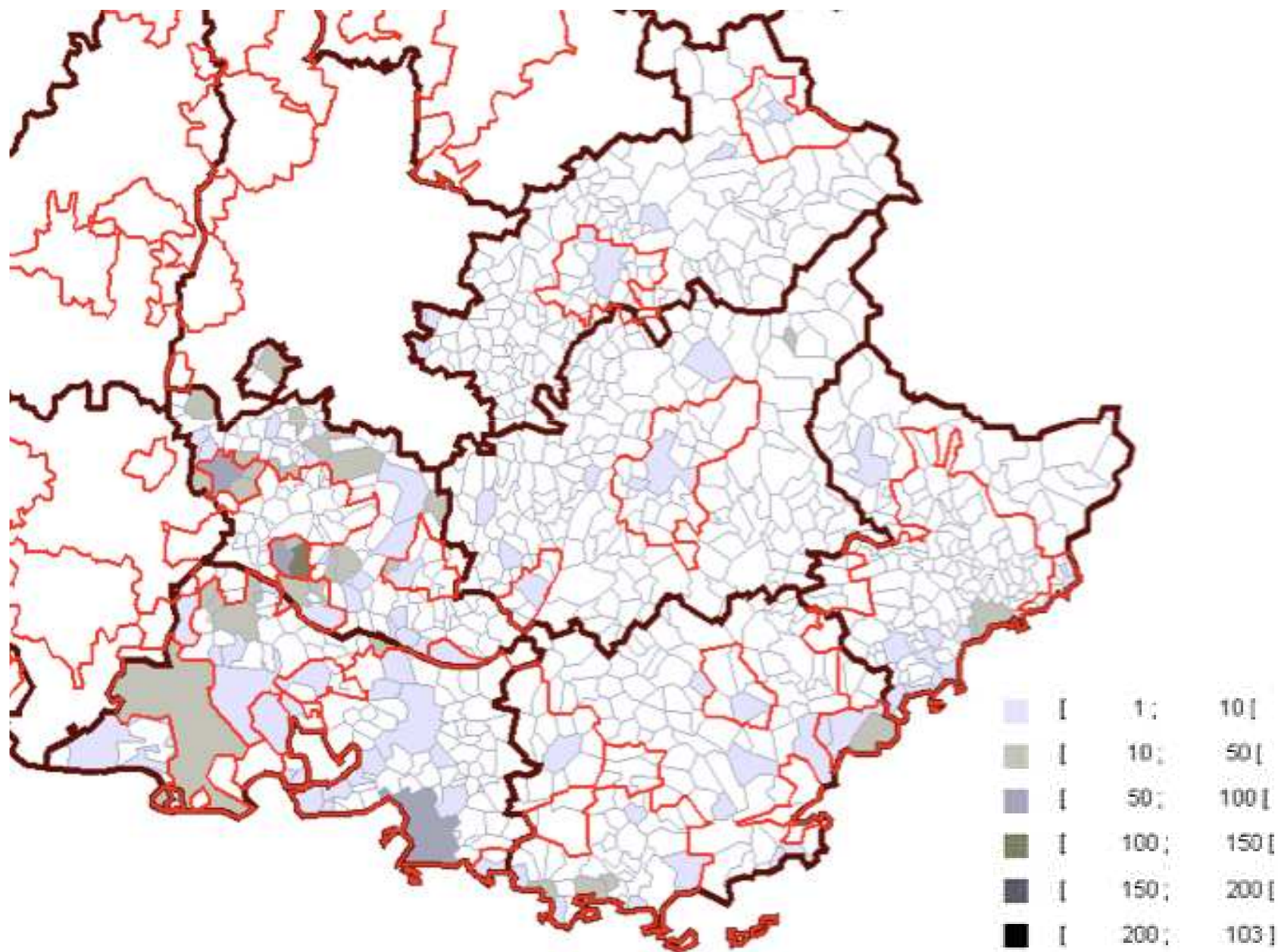
Flux de retraités dans les 5 années passée (2006). Aires urbaines

Source: d'après Insee

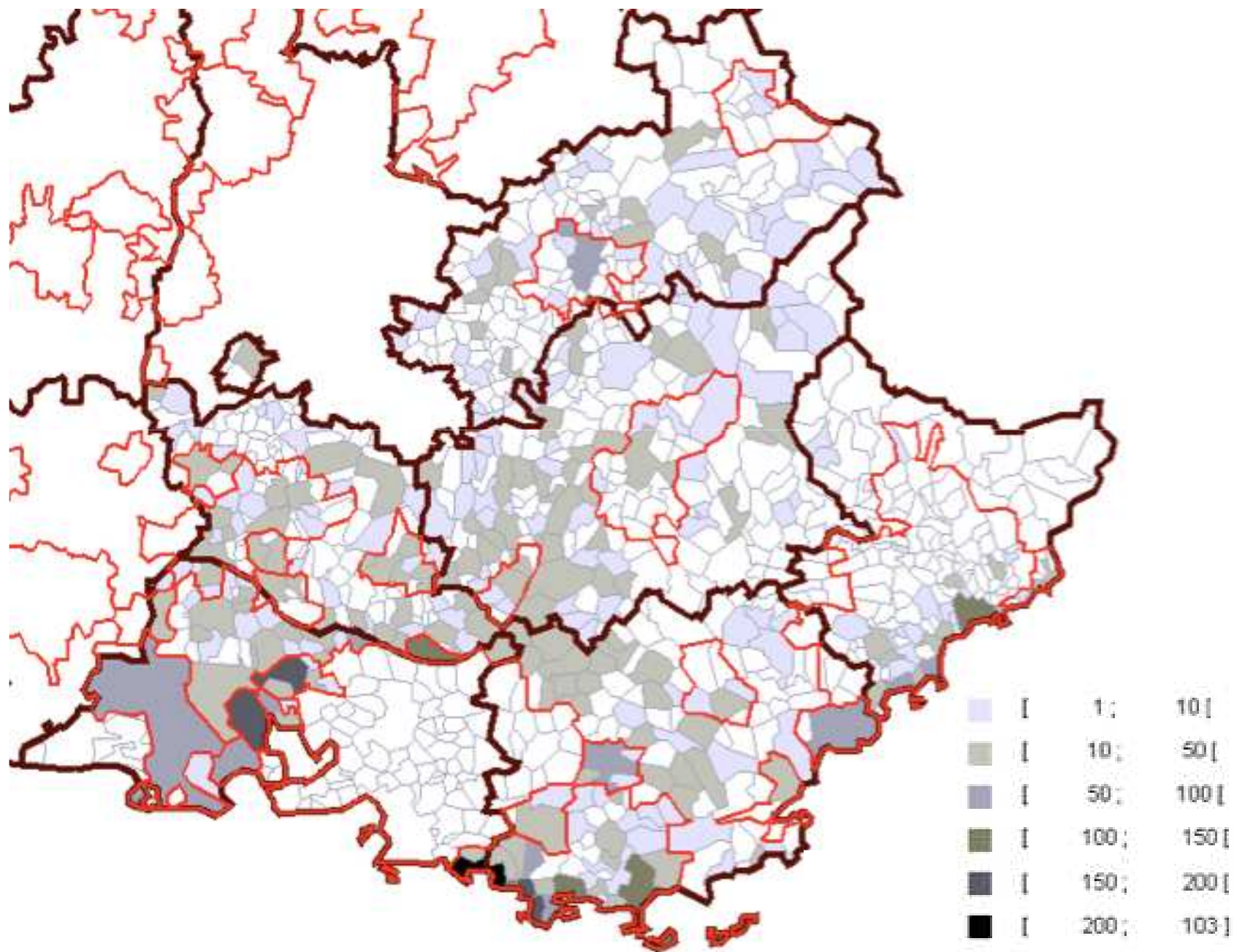
nom AU	Total retraités partis depuis 5 ans	Total retraités arrivés depuis 5 ans	Solde entrées - sorties	Solde en % retraités 2006
Hors aire urbaine	13 980	23 727	9 746	6,4%
Apt	378	550	171	3,8%
Arles	651	482	-169	-1,5%
Avignon	4 700	5 111	411	0,7%
Beaucaire	238	185	-54	-2,2%
Briançon	282	377	95	2,9%
Brignoles	479	962	483	9,9%
Cavaillon	744	711	-33	-0,4%
Digne-les-Bains	574	546	-28	-0,4%
Draguignan	1 178	1 548	370	3,3%
Fos-sur-Mer	184	213	29	1,2%
Fréjus	2 423	5 377	2 954	10,8%
Gap	783	1 035	252	2,3%
Istres	529	438	-91	-1,3%
L'Isle-sur-la-Sorgue	551	860	310	4,5%
Manosque	695	840	145	1,7%
Marseille-Aix-En-Provence	22 836	18 012	-4 824	-1,5%
Menton-Monaco	2 016	2 170	154	0,9%
Miramas	470	295	-174	-3,3%
Nice	22 217	27 686	5 470	2,3%
Orange	649	733	84	1,0%
Pertuis	276	436	161	4,3%
Sainte-Maxime	587	890	302	5,9%
Saint-Tropez	241	254	13	0,6%
Salon-de-Provence	944	938	-6	-0,1%
Toulon	12 725	17 265	4 540	3,0%
Total	91 329	111 641	20 311	1,9%

68% des départs de retraités est le fait des quatre aires urbaines:
Marseille-Aix, Nice, Toulon et Avignon

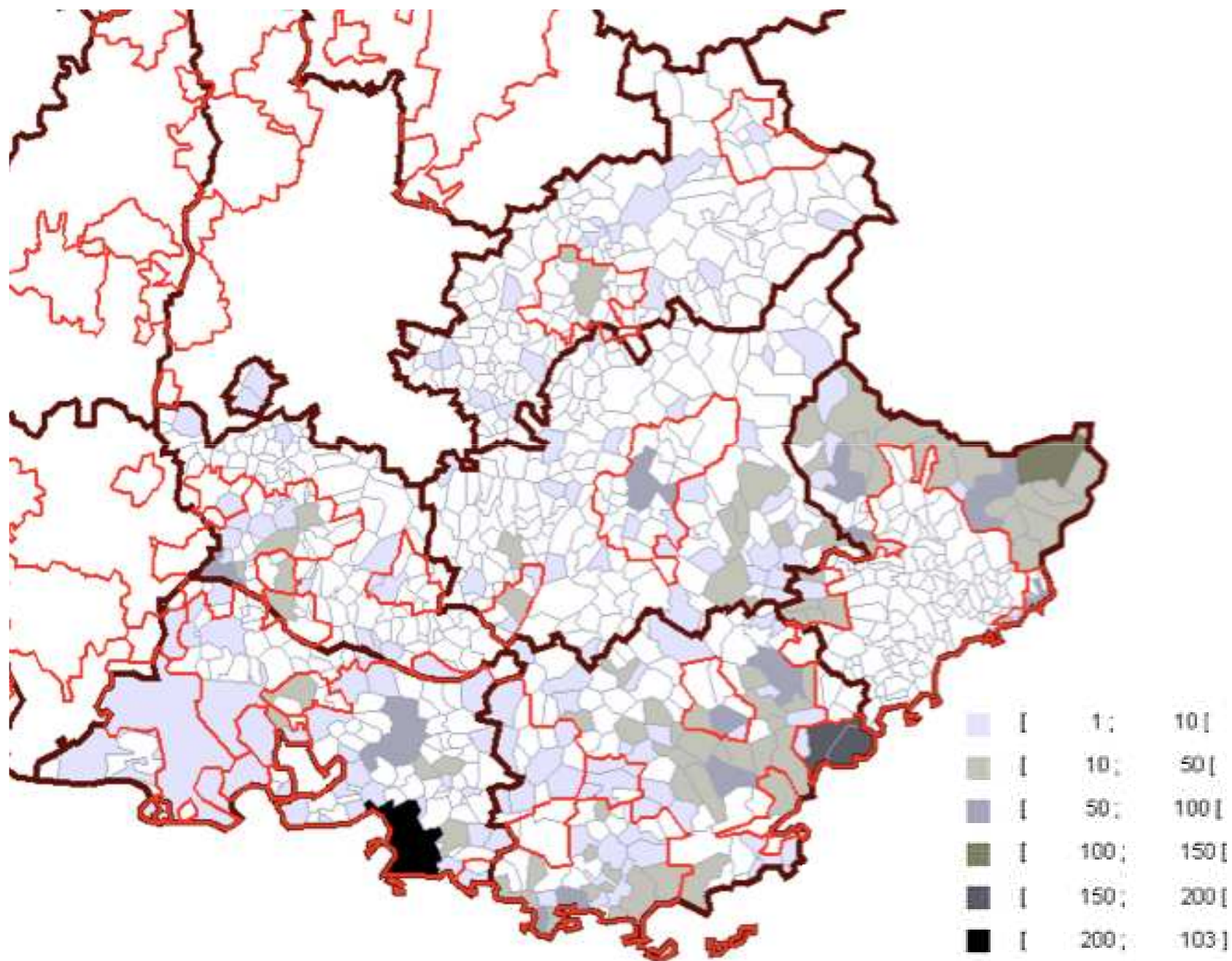
Où vont les retraités de l'aire urbaine d'Avignon



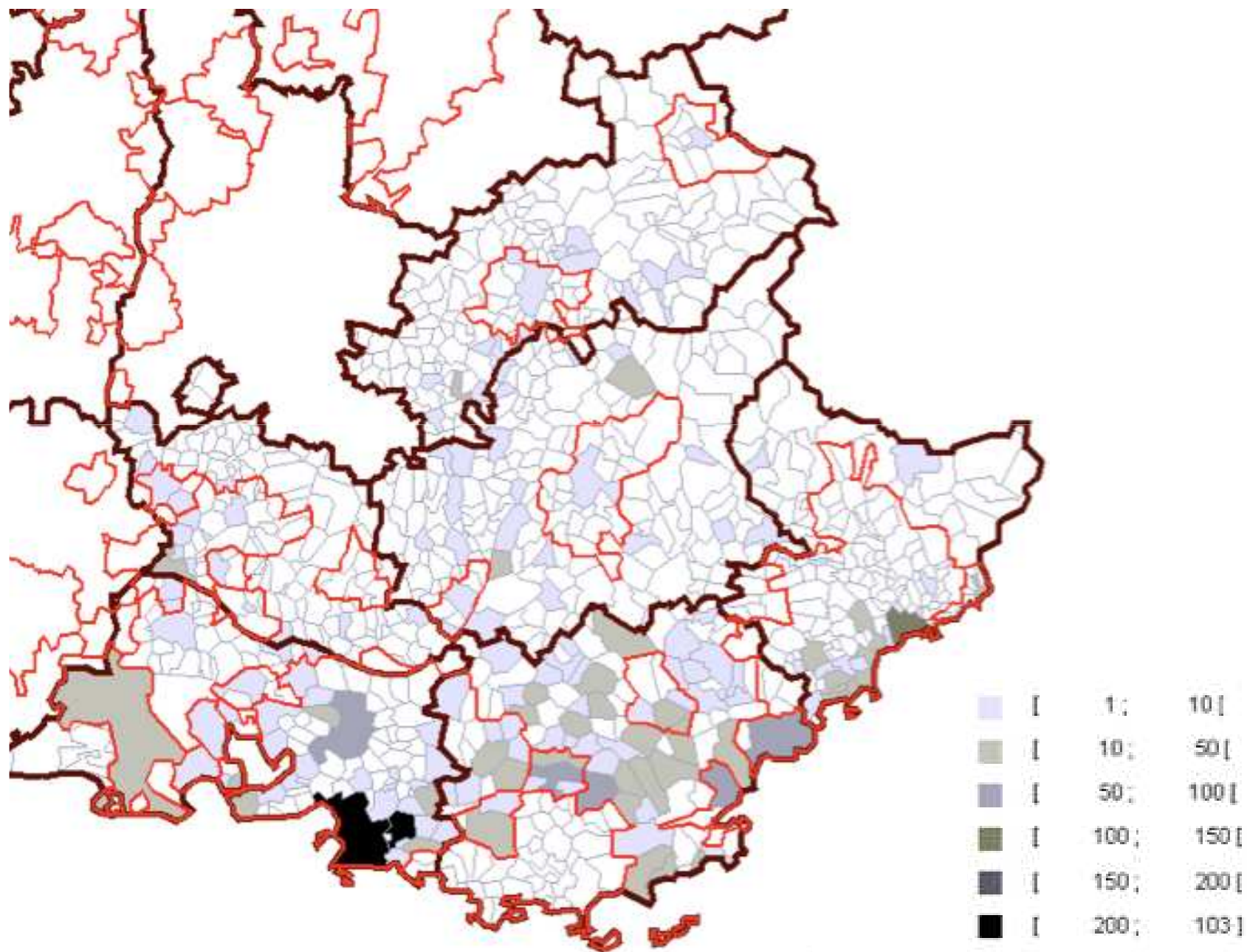
Où vont les retraités de l'aire urbaine de **Marseille-Aix**



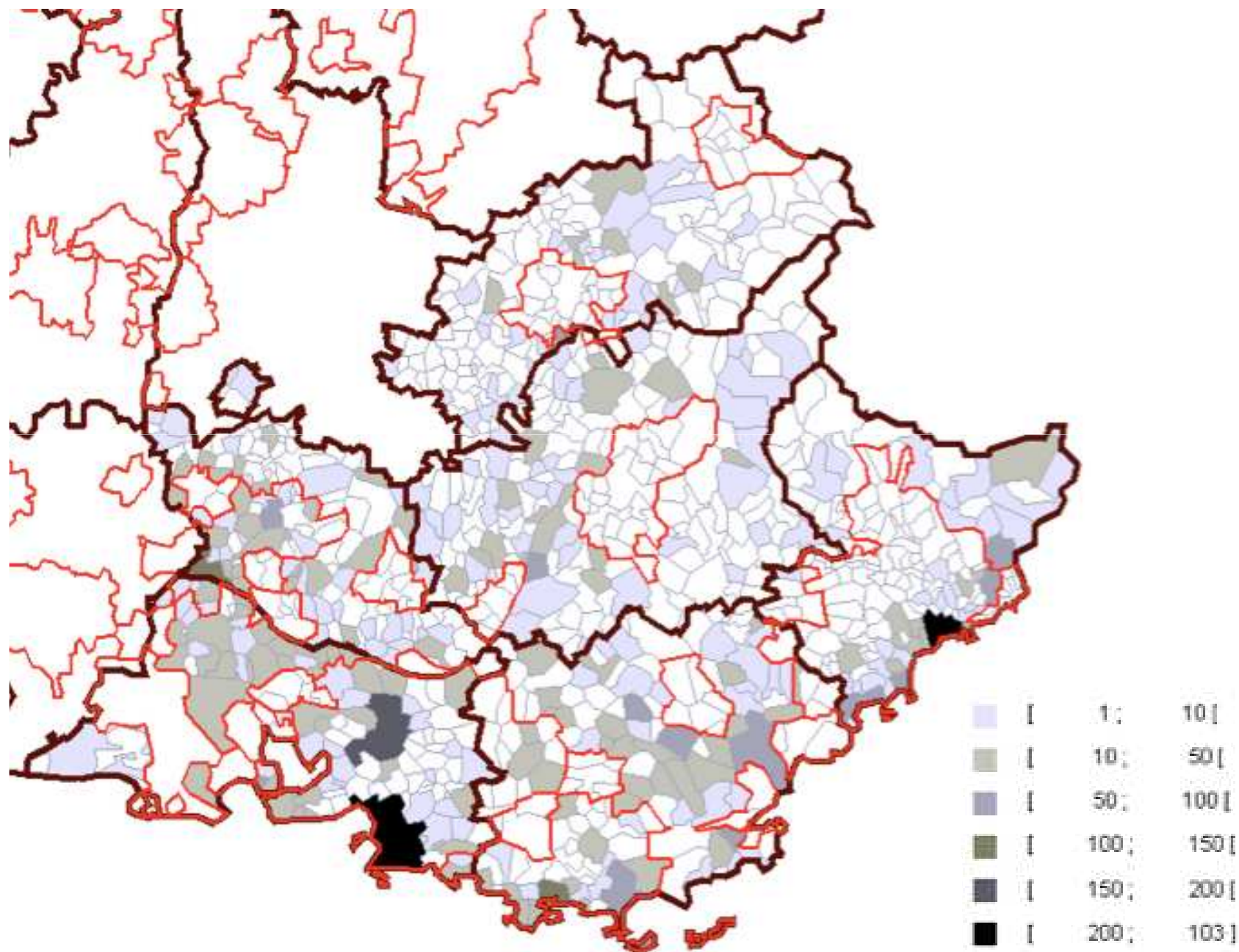
Où vont les retraités de l'aire urbaine de Nice



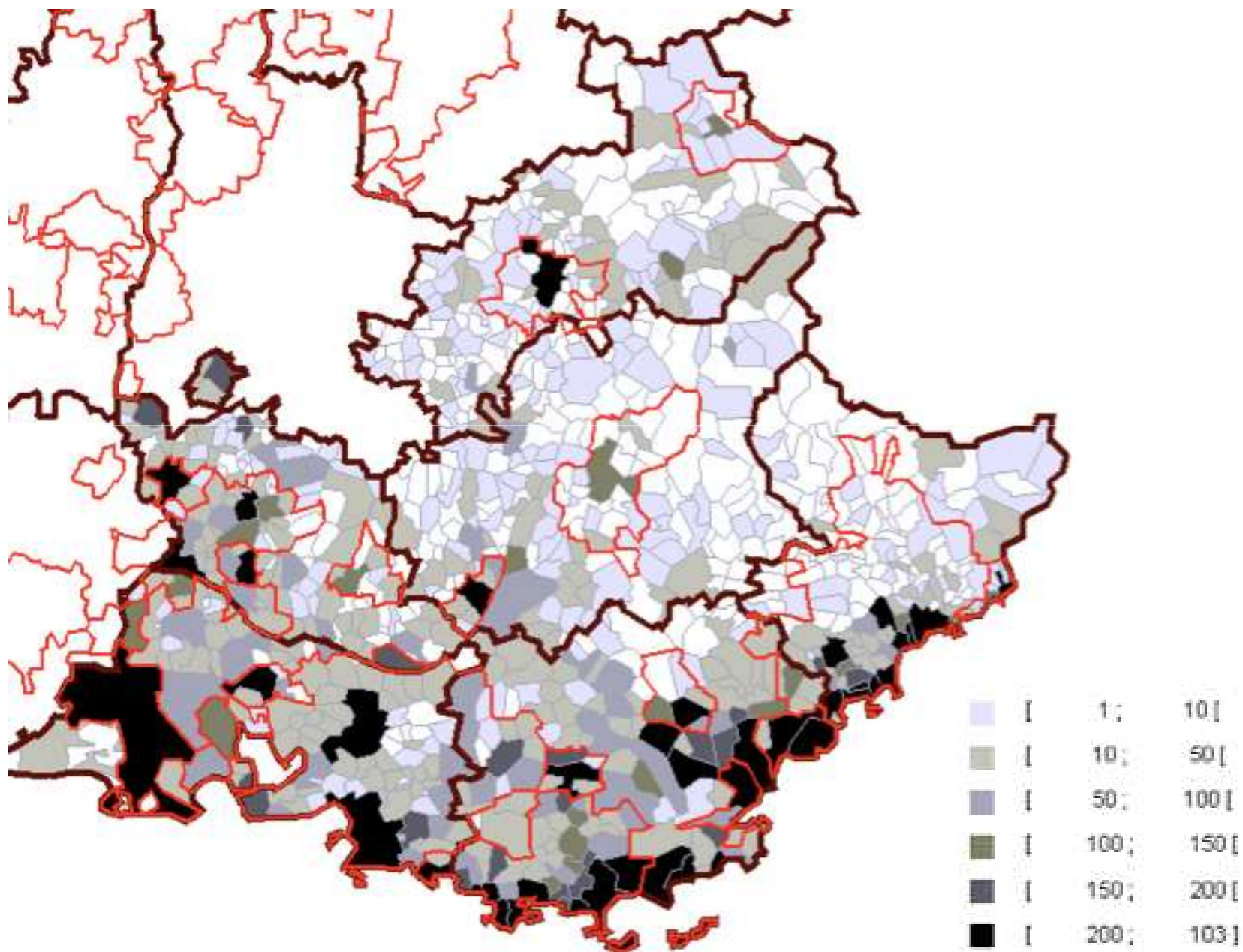
Où vont les retraités de l'aire urbaine de Toulon



Où vont les retraités des autres aires urbaines de Paca



Où vont les retraités venus **du reste de la France**



Les mobilités des retraités. Ceux qui ont migré dans les cinq années passées (RGP 2006)

Lieu de départ:										
	AU Avignon	AU Marseille	AU Nice	AU Toulon	Quatre AU	Autres PACA	Reste PACA	PACA	Reste France	Total
Nbre de retraités	65 114	315 402	242 252	149 076	771 842	167 849	152 658	1 092 350	1 566 942	22 659 200
Lieu d'arrivée:										
Alpes-de-Haute-Provence	58	1 020	382	139	1 600	595	265	2 460	1 826	4 288
Hautes-Alpes	30	511	119	105	765	417	312	1 493	1 565	3 057
Alpes-Maritimes	75	665	1 149	344	2 232	1 260	839	4 330	11 822	16 151
Bouches-du-Rhône	275	1 421	509	834	3 039	1 355	1 261	5 655	7 290	12 945
Var	157	2 405	1 644	1 151	5 356	1 399	1 874	8 630	16 851	25 481
Vaucluse	793	792	218	92	1 895	856	945	3 695	4 935	8 630
Total PACA	1 389	6 813	4 020	2 665	14 887	5 882	5 496	26 264	44 288	70 552
Reste France	1 784	7 683	6 978	4 184	20 629	5 637	4 587	30 853		
Total partants	3 173	14 496	10 998	6 849	35 516	11 518	10 083	57 117		

Source: d'après Insee

Les mobilités des retraités. Ceux qui ont migré dans les cinq années passées (RGP 2006)

Lieu de départ:									
	AU Avignon	AU Marseille	AU Nice	AU Toulon	Quatre	Autres /	Reste		
						AU Paca	PACA	PACA	Reste Fran
Nbre de retraités	65 114	315 401	242 252	149 076	771 842	167 849	152 658	1 092 350	11 566 9
Part des retraités partants	5,1%	4,8%	4,8%	4,8%	4,8%	7,4%	7,1%	5,5%	
Lieu d'arrivée:									
Alpes-de-Haute-Provence	1,8%	7,0%	3,5%	2,0%	4,5%	5,2%	2,6%	4,3%	1 820
Hautes-Alpes	1,0%	3,5%	1,1%	1,5%	2,2%	3,6%	3,1%	2,6%	1 561
Alpes-Maritimes	2,4%	4,6%	10,4%	5,0%	6,3%	10,9%	8,3%	7,6%	11 820
Bouches-du-Rhône	8,7%	9,8%	4,6%	12,2%	8,6%	11,8%	12,5%	9,9%	7 290
Var	5,0%	16,6%	14,9%	16,8%	15,1%	12,1%	18,6%	15,1%	16 850
Vaucluse	25,0%	5,5%	2,0%	1,3%	5,3%	7,4%	9,4%	6,5%	4 930
Total PACA	43,8%	47,0%	36,5%	38,9%	41,9%	51,1%	54,5%	46,0%	44 280
Reste France	56,2%	53,0%	63,5%	61,1%	58,1%	48,9%	45,5%	54,0%	
Total partants	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	

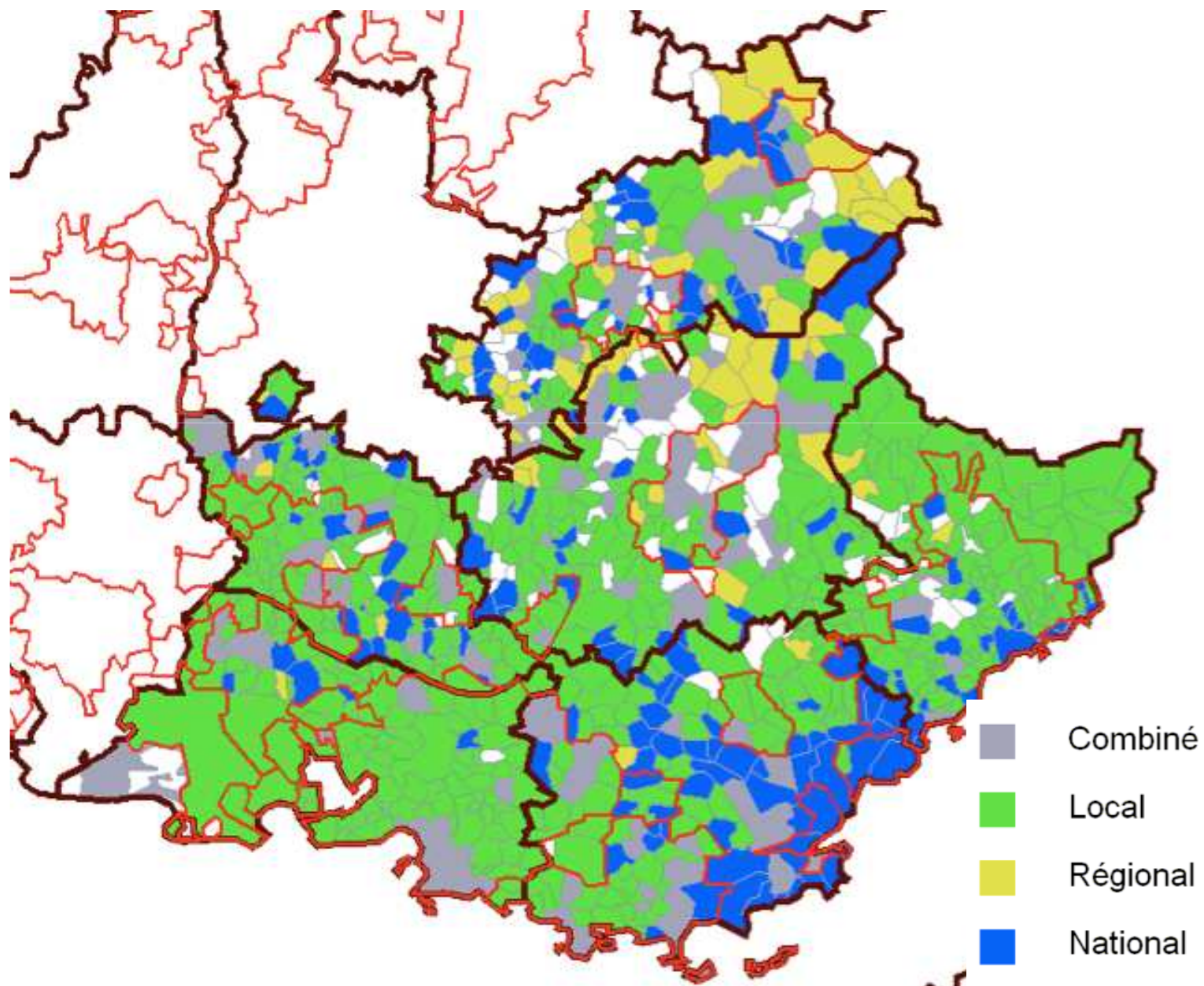
Source: d'après Insee

Les mobilités des retraités. Ceux qui ont migré dans les
cinq années passées (RGP 2006)
Provenance des retraités arrivant dans les départements de
la région: Paca ou le reste du pays

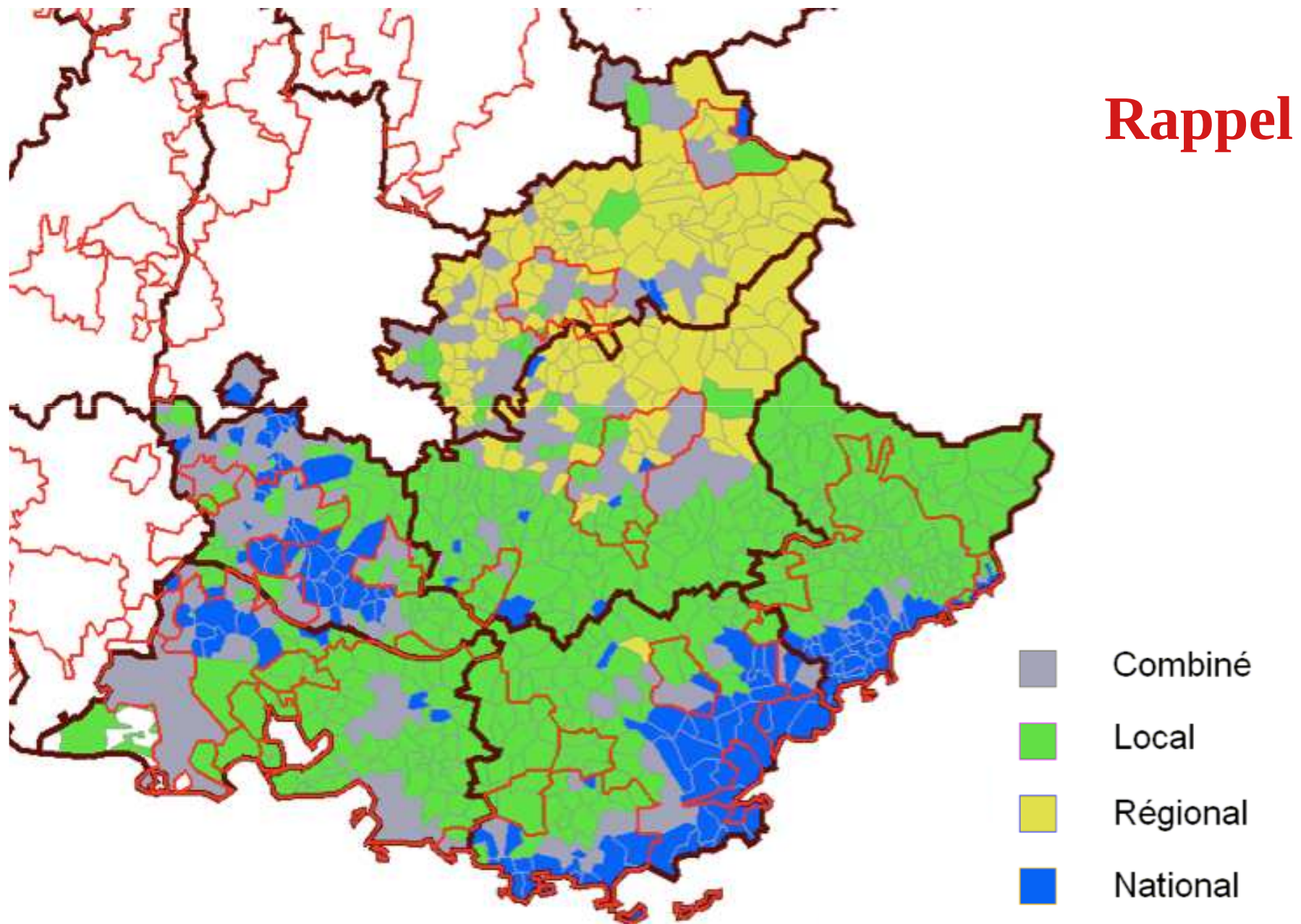
	PACA	Reste France	PACA	Reste France	Total
Nbre de retraités	1 092 350	11 566 942	9%	91%	100%
Lieu d'arrivée:					
Alpes-de-Haute-Provence	2 460	1 826	57%	43%	100%
Hautes-Alpes	1 493	1 565	49%	51%	100%
Alpes-Maritimes	4 330	11 822	27%	73%	100%
Bouches-du-Rhône	5 655	7 290	44%	56%	100%
Var	8 630	16 851	34%	66%	100%
Vaucluse	3 695	4 935	43%	57%	100%
Total PACA	26 264	44 288	37%	63%	100%

Source: d'après Insee

Les arrivées des **retraités** selon la distance parcourue depuis leur domicile antérieur



Les quatre types de territoires selon le lieu des propriétaires de **résidences secondaires**



La mobilité des **retraités**: territoires d'accueil selon la distance au domicile antérieur

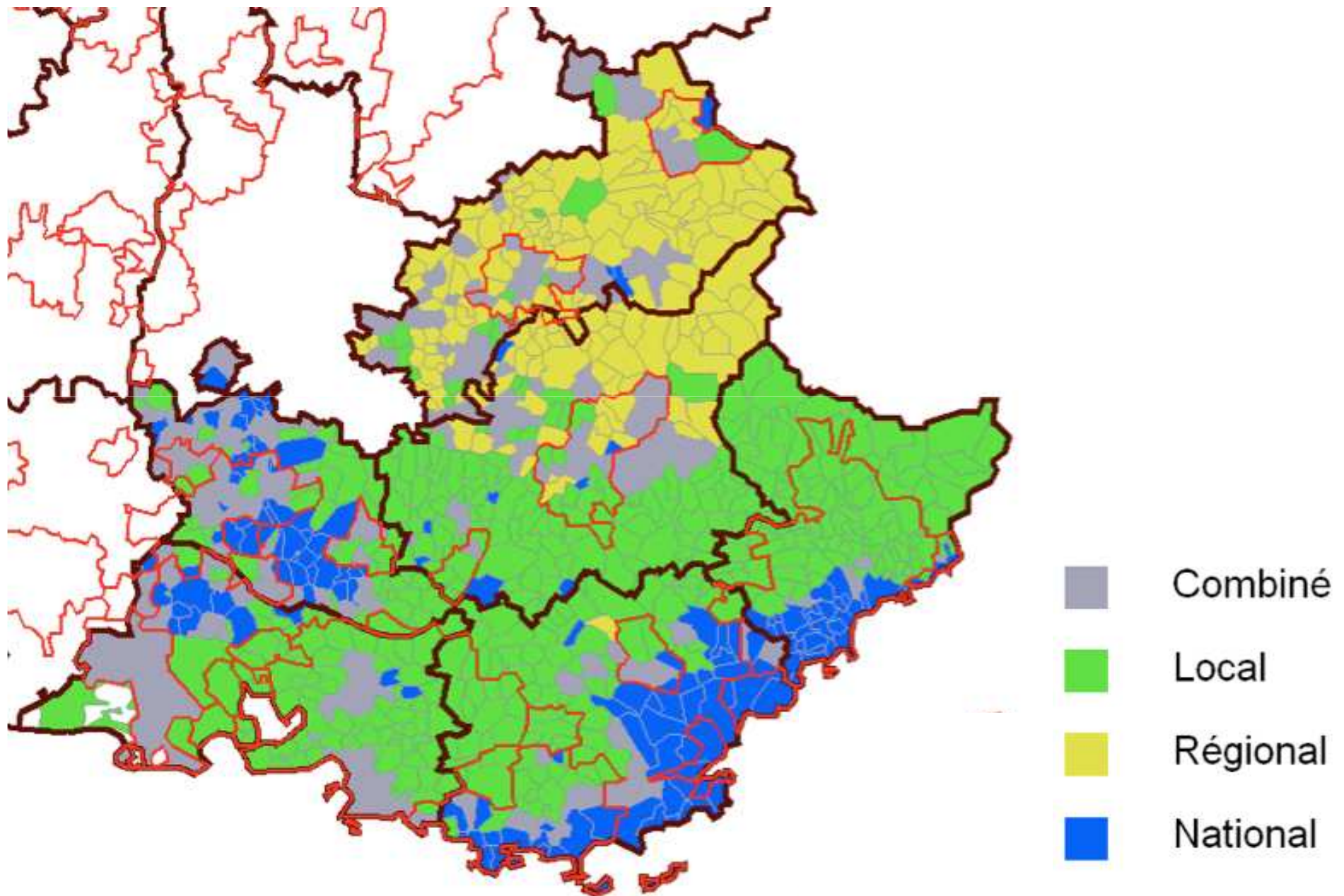
	"Local" : Moins de 100km		Régional : entre 100 et 300 km		National : plus de 300 km		Total		Total
	AU	NON AU	AU	NON AU	AU	NON AU	AU	NON AU	
Alpes-de-Haute-Provence	672	2 302	218	783	501	1 189	1 390	4 274	5 664
Alpes-Maritimes	13 670	1 210	2 616	79	13 034	129	29 321	1 417	30 738
Bouches-du-Rhône	12 462	1 348	2 350	219	5 482	786	20 293	2 352	22 646
Hautes-Alpes	630	1 082	313	836	465	685	1 408	2 602	4 010
Var	12 794	3 719	2 383	561	12 419	4 638	27 595	8 918	36 513
Vaucluse	4 669	2 233	995	535	2 243	1 395	7 907	4 162	12 069
Total	44 897	11 893	8 874	3 013	34 143	8 821	87 914	23 727	111 641

	"Local" : Moins de 100km		Régional : entre 100 et 300 km		National : plus de 300 km		Total		Total
	AU	NON AU	AU	NON AU	AU	NON AU	AU	NON AU	
Alpes-de-Haute-Provence	12%	41%	4%	14%	9%	21%	25%	75%	100%
Alpes-Maritimes	44%	4%	9%	0%	42%	0%	95%	5%	100%
Bouches-du-Rhône	55%	6%	10%	1%	24%	3%	90%	10%	100%
Hautes-Alpes	16%	27%	8%	21%	12%	17%	35%	65%	100%
Var	35%	10%	7%	2%	34%	13%	76%	24%	100%
Vaucluse	39%	18%	8%	4%	19%	12%	66%	34%	100%
Total	40%	11%	8%	3%	31%	8%	79%	21%	100%

Source: d'après Insee

**Synthèse: l'économie résidentielle
(résidences secondaires et retraités) fabrique
quatre types de territoires**

Résidences secondaires et mobilité des retraités: **synthèse**



Les quatre types dans les départements: variables « fondamentales »

Source: d'après Insee

		Haute- Provence	Alpes- Maritimes	Bouches-du Rhône	Hautes- Alpes	Var	Vaucluse	Total
Pop2006	combiné	44 332	25 627	1 137 442	64 530	123 146	199 189	1 594 266
	Local	84 685	112 701	763 092	2 934	179 072	249 014	1 391 498
	national	3 184	934 859	36 869	1 640	682 863	86 088	1 745 503
	régional	22 300			61 645	18		83 962
superficie	combiné	1 031	64	1 622	1 320	721	1 250	6 009
	Local	3 528	3 626	3 071	494	3 093	1 300	15 114
	national	156	608	395	73	2 121	1 017	4 370
	régional	2 209			3 662	37		5 908
Total actifs (LR)	combiné	16 744	11 008	406 174	26 502	47 814	79 076	587 318
	Local	32 245	47 919	310 851	1 259	68 093	91 267	551 634
	national	1 182	366 544	15 087	767	248 780	33 291	665 651
	régional	9 484			26 576	8		36 068
Total emplois (LT)	combiné	21 530	13 887	463 778	28 626	41 285	61 339	630 445
	Local	27 051	26 138	278 846	515	45 467	123 642	501 659
	national	1 214	366 251	12 359	1 036	252 583	25 824	659 268
	régional	6 779			25 286	8		32 073
Total retraités (LR - 2006)	combiné	11 894	4 849	229 593	15 729	28 474	42 871	333 411
	Local	21 328	26 028	146 575	687	41 153	52 182	287 953
	national	808	232 645	8 255	352	179 620	21 713	443 392
	régional	5 078			14 745	0		19 823
retraités arrivés (5 ans)	combiné	1 306	623	9 933	1 866	4 075	4 575	22 377
	Local	3 207	3 899	11 786	102	7 606	4 646	31 247
	national	169	26 217	927	64	24 832	2 847	55 056
	régional	982			1 979	0		2 961
Logts 2006	combiné	25 764	10 877	560 559	39 677	60 571	91 791	789 239
	Local	58 159	79 336	325 601	2 292	96 955	123 329	685 672
	national	4 551	614 187	19 425	3 405	474 995	46 992	1 163 554
	régional	25 276			71 044	21		96 341
resid second 2006 (RGP)	combiné	3 353	771	16 008	8 499	5 740	5 584	39 955
	Local	17 379	28 800	11 814	880	18 481	5 560	82 916
	national	2 996	133 905	3 108	2 646	146 130	8 063	296 848
	régional	14 659			41 732	13		56 403

Les quatre types dans les départements: variables « fondamentales »

Source: d'après Insee

		Alpes-de-Haute-Provence	Alpes-Maritimes	Bouches-du-Rhône	Hautes-Alpes	Var	Vaucluse	Total
Pop2006	combiné	3%	2%	71%	4%	8%	12%	100%
	Local	6%	8%	55%	0%	13%	18%	100%
	national	0%	54%	2%	0%	39%	5%	100%
	régional	27%	0%	0%	73%	0%	0%	100%
superficie	combiné	17%	1%	27%	22%	12%	21%	100%
	Local	23%	24%	20%	3%	20%	9%	100%
	national	4%	14%	9%	2%	49%	23%	100%
	régional	37%	0%	0%	62%	1%	0%	100%
Total actifs (LR)	combiné	3%	2%	69%	5%	8%	13%	100%
	Local	6%	9%	56%	0%	12%	17%	100%
	national	0%	55%	2%	0%	37%	5%	100%
	régional	26%	0%	0%	74%	0%	0%	100%
Total emplois (LT)	combiné	3%	2%	74%	5%	7%	10%	100%
	Local	5%	5%	56%	0%	9%	25%	100%
	national	0%	56%	2%	0%	38%	4%	100%
	régional	21%	0%	0%	79%	0%	0%	100%
Total retraités (LR - 2006)	combiné	4%	1%	69%	5%	9%	13%	100%
	Local	7%	9%	51%	0%	14%	18%	100%
	national	0%	52%	2%	0%	41%	5%	100%
	régional	26%	0%	0%	74%	0%	0%	100%
retraités arrivés (5 ans)	combiné	6%	3%	44%	8%	18%	20%	100%
	Local	10%	12%	38%	0%	24%	15%	100%
	national	0%	48%	2%	0%	45%	5%	100%
	régional	33%	0%	0%	67%	0%	0%	100%
Logts 2006	combiné	3%	1%	71%	5%	8%	12%	100%
	Local	8%	12%	47%	0%	14%	18%	100%
	national	0%	53%	2%	0%	41%	4%	100%
	régional	26%	0%	0%	74%	0%	0%	100%
resid second 2006 (RGP)	combiné	8%	2%	40%	21%	14%	14%	100%
	Local	21%	35%	14%	1%	22%	7%	100%
	national	1%	45%	1%	1%	49%	3%	100%
	régional	26%	0%	0%	74%	0%	0%	100%

Les quatre types dans les départements: variables « fondamentales »

(part des types dans chacun des départements)

Source: d'après Insee

		Alpes-de- Haute- Provence	Alpes- Maritimes	Bouches-du- Rhône	Hautes- Alpes	Var	Vaucluse
Pop2006	combiné	29%	2%	59%	49%	13%	37%
	Local	55%	11%	39%	2%	18%	47%
	national	2%	87%	2%	1%	69%	16%
	régional	14%	0%	0%	47%	0%	0%
superficie	combiné	15%	1%	32%	24%	12%	35%
	Local	51%	84%	60%	9%	52%	36%
	national	2%	14%	8%	1%	36%	29%
	régional	32%	0%	0%	66%	1%	0%
Total actifs (LR)	combiné	28%	3%	55%	48%	13%	39%
	Local	54%	11%	42%	2%	19%	45%
	national	2%	86%	2%	1%	68%	16%
	régional	16%	0%	0%	48%	0%	0%
Total emplois (LT)	combiné	38%	3%	61%	52%	12%	29%
	Local	48%	6%	37%	1%	13%	59%
	national	2%	90%	2%	2%	74%	12%
	régional	12%	0%	0%	46%	0%	0%
Total retraités (LR - 2006)	combiné	30%	2%	60%	50%	11%	37%
	Local	55%	10%	38%	2%	17%	45%
	national	2%	88%	2%	1%	72%	19%
	régional	13%	0%	0%	47%	0%	0%
retraités arrivés (5 ans)	combiné	23%	2%	44%	47%	11%	38%
	Local	57%	13%	52%	3%	21%	38%
	national	3%	85%	4%	2%	68%	24%
	régional	17%	0%	0%	49%	0%	0%
Logts 2006	combiné	23%	2%	62%	34%	10%	35%
	Local	51%	11%	36%	2%	15%	47%
	national	4%	87%	2%	3%	75%	18%
	régional	22%	0%	0%	61%	0%	0%
resid second 2006 (RGP)	combiné	9%	0%	52%	16%	3%	29%
	Local	45%	18%	38%	2%	11%	29%
	national	8%	82%	10%	5%	86%	42%
	régional	38%	0%	0%	78%	0%	0%

Diagnostic des types:

Combiné

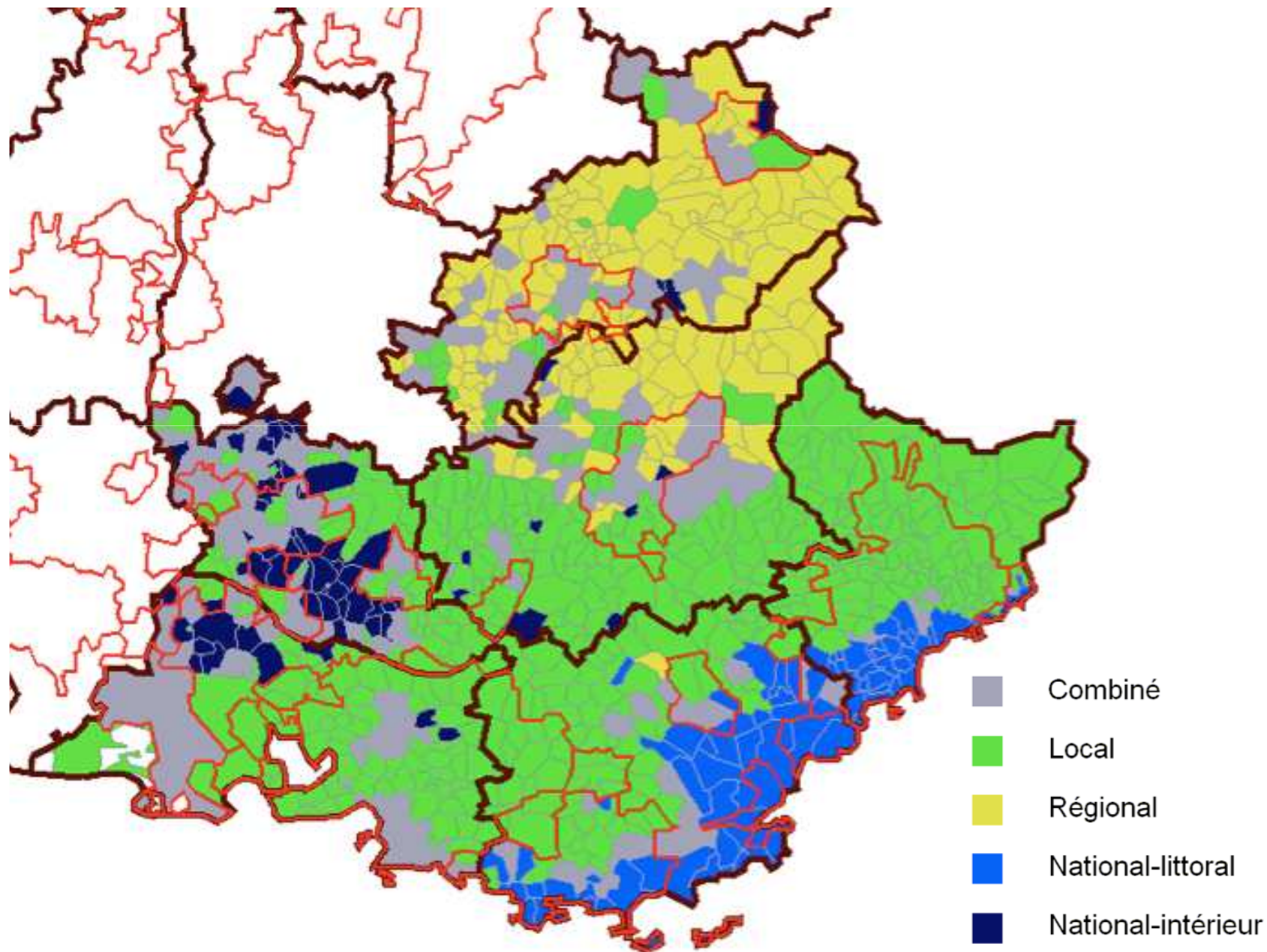
Local

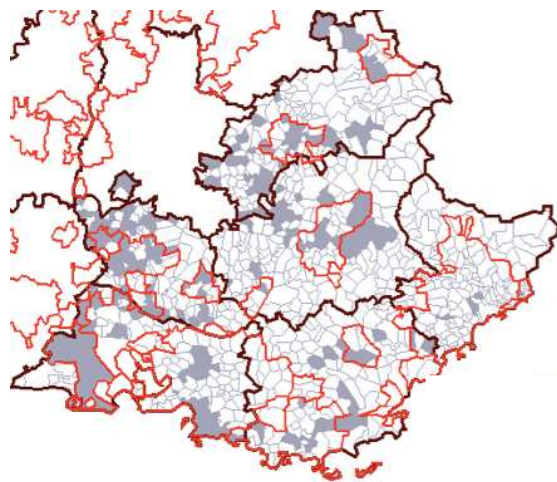
Régional

National littoral (83 et 06)

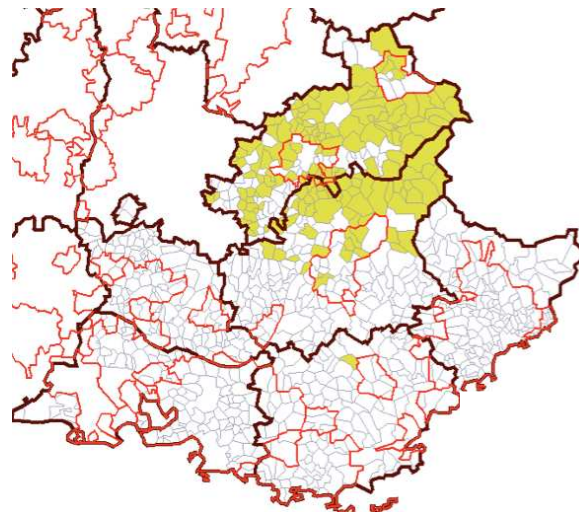
National intérieur (84 et 13)

Les 5 types pour l'analyse-diagnostic:

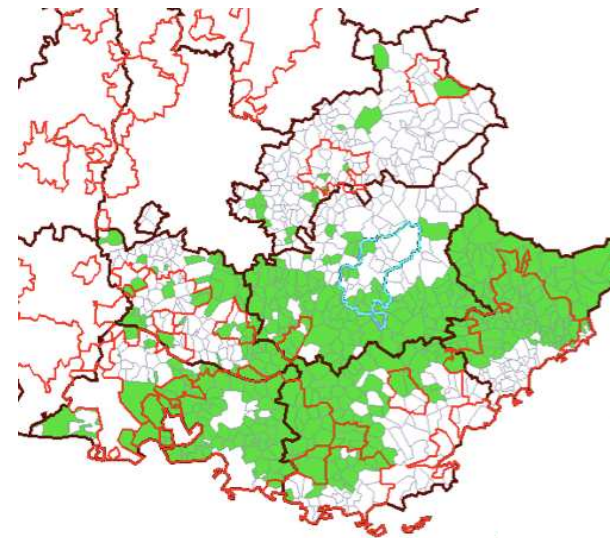




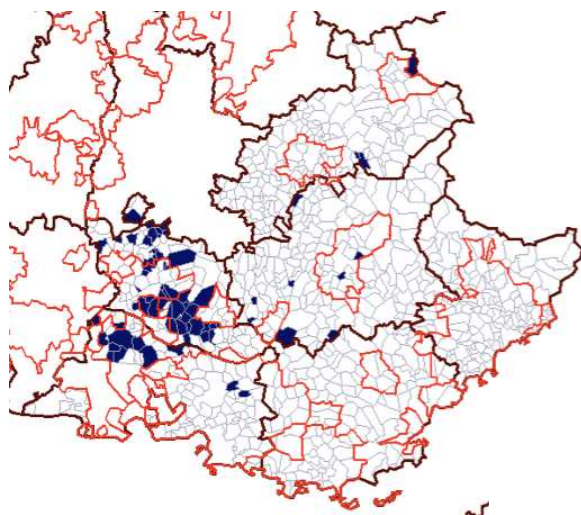
« combiné »



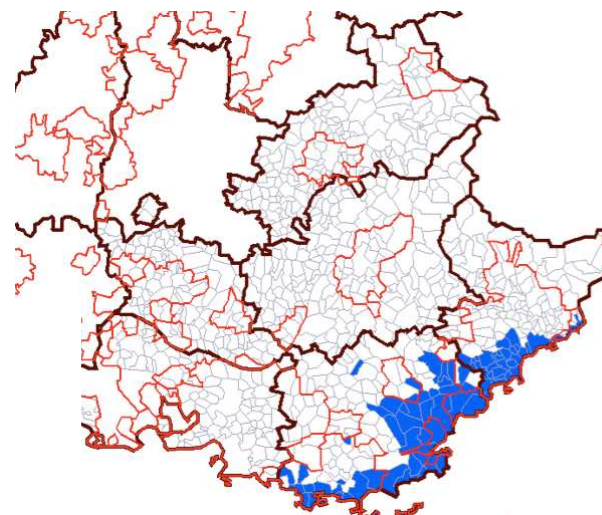
« régional »



« local »



« national-intérieur »



« national-littoral »

Les bases économiques des cinq territoires

Source: calculs de L'Oeil

Bases économiques des cinq territoires - en euros 2005/2006

zone	combiné	Local	régional	national-intérieur	national-littoral
Traitements et salaires de la base exportatrice	2 214 105 416	2 312 109 708	64 298 616	127 837 851	2 184 687 187
BA	44 356 367	52 570 496	6 778 085	19 034 847	16 353 932
BIC	83 120 724	91 772 200	12 265 481	15 429 953	190 434 603
BNC	147 216 986	78 734 007	18 548 006	15 460 451	187 216 600
RCM	182 979 884	142 092 333	8 290 333	24 292 924	274 446 686
RF (pour moitié)	336 045 858	288 278 254	16 337 853	38 796 423	514 558 257
TOTAL BASE PRODUCTIVE	3 007 825 235	2 965 556 997	126 518 375	240 852 448	3 367 697 266
Salaires des migrants-alternants	2 484 166 850	3 347 350 375	143 456 311	432 871 943	1 299 482 930
Retraites	5 223 106 798	4 477 822 830	270 178 076	456 537 891	7 061 809 452
Dépenses touristiques totales	2 600 384 325	2 972 746 640	1 396 064 170	561 559 554	6 846 545 311
Dépenses des touristes en hôtels et campings	622 573 792	742 652 685	216 680 854	168 382 145	1 823 975 670
Dépenses des touristes en RS et location	753 392 424	1 187 223 968	806 315 434	304 573 623	2 782 133 373
Dépenses des touristes chez famille et amis	1 224 418 109	1 042 869 987	373 067 882	88 603 786	2 240 436 268
TOTAL BASE RESIDENTIELLE	10 307 657 973	10 797 919 844	1 809 698 558	1 450 969 387	15 207 837 692
Base publique territoriale	569 276 237	476 939 691	28 262 802	34 052 745	822 811 530
Base publique d'Etat	1 005 379 687	534 207 072	28 408 852	25 017 653	981 562 048
Base publique hospitalière	454 624 724	191 928 118	15 033 926	8 268 668	445 670 789
TOTAL BASE PUBLIQUE	2 029 280 647	1 203 074 881	71 705 580	67 339 066	2 250 044 367
Allocations chômage, pré-retraites, AI, ASS etc. (assé	729 588 292	673 661 375	35 887 044	62 430 919	818 147 122
IJ de maladie et de maternité	300 056 627	245 883 072	11 552 602	24 642 770	266 770 036
RMI	288 512 397	130 229 920	2 981 183	7 530 283	145 037 225
Minimum vieillesse et invalidité	76 395 529	53 271 019	3 057 171	4 888 655	72 589 702
AAH	127 492 654	89 990 308	5 259 953	5 662 065	159 819 021
Prestations familiales et allocations logements	1 160 090 362	929 683 843	50 451 323	96 079 305	983 761 242
aides des d'p - APA	140 212 229	97 286 763	6 364 284	12 035 538	153 998 976
aides des d'p - ASH	48 979 195	44 197 555	1 923 731	3 916 248	49 203 402
aides des d'p - ASE	85 569 766	68 470 259	2 693 274	5 576 602	78 634 107
Consommation médicale et dentaire	882 602 799	538 993 192	23 604 193	34 972 354	929 853 370
Consommation actes auxiliaires	291 700 165	211 097 187	9 006 901	17 908 682	277 128 362
Consommation actes biologiques et prélèvements	163 167 810	119 697 275	2 659 931	6 623 387	174 408 619
Consommation pharmacie	865 961 818	610 374 677	31 382 950	57 113 200	877 770 118
Consommation d'autres biens médicaux	327 391 355	246 067 137	6 741 869	22 502 800	358 439 213
Consommation d'activités hospitalières privées rembou	512 401 006	407 387 113	35 335 276	27 250 831	498 160 416
Consommation d'activités hospitalières privées exportée	101 352 391	34 441 597	10 580 153	3 140 081	41 711 465
TOTAL BASE SOCIALE	6 101 474 393	4 500 732 292	239 481 838	392 273 720	5 885 432 396
dont base sociale	2 956 897 051	2 332 674 114	120 170 565	222 762 386	2 727 960 833
dont base médicale	3 144 577 342	2 168 058 178	119 311 273	169 511 335	3 157 471 563
TOTAL BASE	21 446 238 249	19 467 284 014	2 247 404 351	2 151 434 622	26 711 011 721

Structure des bases économiques des cinq territoires - en % 2005/2006

zone	combiné	Local	régional	national-intérieur	national-littoral
Traitements et salaires de la base exportatrice	10%	12%	3%	6%	8%
BA	0%	0%	0%	1%	0%
BIC	0%	0%	1%	1%	1%
BNC	1%	0%	1%	1%	1%
RCM	1%	1%	0%	1%	1%
RF (pour moitié)	2%	1%	1%	2%	2%
TOTAL BASE PRODUCTIVE	14%	15%	6%	11%	13%
Salaires des migrants-alternants	12%	17%	6%	20%	5%
Retraites	24%	23%	12%	21%	26%
Dépenses touristiques totales	12%	15%	62%	26%	26%
Dépenses des touristes en hôtels et campings	3%	4%	10%	8%	7%
Dépenses des touristes en RS et location	4%	6%	36%	14%	10%
Dépenses des touristes chez famille et amis	6%	5%	17%	4%	8%
TOTAL BASE RESIDENTIELLE	48%	55%	81%	67%	57%
Base publique territoriale	3%	2%	1%	2%	3%
Base publique d'Etat	5%	3%	1%	1%	4%
Base publique hospitalière	2%	1%	1%	0%	2%
TOTAL BASE PUBLIQUE	9%	6%	3%	3%	8%
Allocations chômage, pré-retraites, AI, ASS etc. (asse	3%	3%	2%	3%	3%
IJ de maladie et de maternité	1%	1%	1%	1%	1%
RMI	1%	1%	0%	0%	1%
Minimum vieillesse et invalidité	0%	0%	0%	0%	0%
AAH	1%	0%	0%	0%	1%
Prestations familiales et allocations logements	5%	5%	2%	4%	4%
aides des d'p - APA	1%	0%	0%	1%	1%
aides des d'p - ASH	0%	0%	0%	0%	0%
aides des d'p - ASE	0%	0%	0%	0%	0%
Consommation médicale et dentaire	4%	3%	1%	2%	3%
Consommation actes auxiliaires	1%	1%	0%	1%	1%
Consommation actes biologiques et prélèvements	1%	1%	0%	0%	1%
Consommation pharmacie	4%	3%	1%	3%	3%
Consommation d'autres biens médicaux	2%	1%	0%	1%	1%
Consommation d'activités hospitalières privées rembours	2%	2%	2%	1%	2%
Consommation d'activités hospitalières privées exportée	0%	0%	0%	0%	0%
TOTAL BASE SOCIALE	28%	23%	11%	18%	22%
dont base sociale	14%	12%	5%	10%	10%
dont base médicale	15%	11%	5%	8%	12%
TOTAL BASE	100%	100%	100%	100%	100%

Bases économiques des cinq territoires - en euros/hab. - 2005/2006

Euro/habitant	combiné	Local	régional	national-intérieur	national-littoral
Traitements et salaires de la base exportatrice	1 389	1 662	766	1 000	1 350
BA	28	38	81	149	10
BIC	52	66	146	121	118
BNC	92	57	221	121	116
RCM	115	102	99	190	170
RF (pour moitié)	211	207	195	304	318
TOTAL BASE PRODUCTIVE	1 887	2 131	1 507	1 885	2 082
Salaires des migrants-alternants	1 558	2 406	1 709	3 388	803
Retraites	3 276	3 218	3 218	3 573	4 365
Dépenses touristiques totales	1 631	2 136	16 627	4 395	4 232
Dépenses des touristes en hôtels et campings	391	534	2 581	1 318	1 127
Dépenses des touristes en RS et location	473	853	9 603	2 384	1 720
Dépenses des touristes chez famille et amis	768	749	4 443	693	1 385
TOTAL BASE RESIDENTIELLE	6 465	7 760	21 553	11 355	9 401
Base publique territoriale	357	343	337	266	509
Base publique d'Etat	631	384	338	196	607
Base publique hospitalière	285	138	179	65	275
TOTAL BASE PUBLIQUE	1 273	865	854	527	1 391
Allocations chômage, pré-retraites, AI, ASS etc. (asse	458	484	427	489	506
IJ de maladie et de maternité	188	177	138	193	165
RMI	181	94	36	59	90
Minimum vieillesse et invalidité	48	38	36	38	45
AAH	80	65	63	44	99
Prestations familiales et allocations logements	728	668	601	752	608
aides des d'p - APA	88	70	76	94	95
aides des d'p - ASH	31	32	23	31	30
aides des d'p - ASE	54	49	32	44	49
Consommation médicale et dentaire	554	387	281	274	575
Consommation actes auxiliaires	183	152	107	140	171
Consommation actes biologiques et prélèvements	102	86	32	52	108
Consommation pharmacie	543	439	374	447	543
Consommation d'autres biens médicaux	205	177	80	176	222
Consommation d'activités hospitalières privées rembour	321	293	421	213	308
Consommation d'activités hospitalières privées exportée	64	25	126	25	26
TOTAL BASE SOCIALE	3 827	3 234	2 852	3 070	3 638
dont base sociale	1 855	1 676	1 431	1 743	1 686
dont base médicale	1 972	1 558	1 421	1 327	1 952
TOTAL BASE	13 452	13 990	26 766	16 837	16 512

Dynamique démographique des 5 territoires

	Type "combiné"	Type "Local"	Type "Régional"	Type "National" Intérieur"	Type "National" Littoral"	Province
Population 2006	1 594 265	1 391 502	83 966	127 782	1 617 717	49 858 05
taux de présence	99,7%	102,6%	143,6%	107,5%	113,9%	
Excédent/déficit de présence	-5 192	36 294	36 570	9 520	225 398	
Variation population 1999-2006	5,7%	8,7%	8,6%	8,8%	6,2%	4,8%
Variation population 1999-2006	85 790	111 951	6 676	10 320	94 344	2 291 66
Variation population 1990-1999	3,6%	9,3%	6,4%	10,3%	4,9%	3,5%
Variation population 1975-2006	10,1%	61,4%	35,5%	61,3%	32,2%	16,7%
solde naturel 1990-1999	33 698	34 187	1 370	784	3 600	1 077 46
solde naturel 1999-2006	45 014	31 694	781	882	4 237	1 100 57
solde naturel 1990-1999	2,3%	2,9%	1,9%	0,7%	0,2%	2,3%
solde naturel 1999-2006	3,0%	2,5%	1,0%	0,8%	0,3%	2,3%
solde migratoire 1990-1999	19 224	74 855	3 297	10 148	67 081	534 31
solde migratoire 1999-2006	40 776	80 257	5 895	9 438	90 107	1 191 09
solde migratoire 1990-1999	1,3%	6,4%	4,5%	9,5%	4,6%	1,2%
solde migratoire 1999-2006	2,7%	6,3%	7,6%	8,0%	5,9%	2,5%
part de la pop de moins de 20	25,7%	27,3%	25,7%	25,3%	23,1%	25,7%
part de la pop entre 20 et 59	50,1%	48,5%	48,3%	46,9%	47,0%	50,7%
part de la pop plus de 60 ans 2006	24,2%	24,2%	26,0%	27,8%	29,9%	23,6%
Excédent/déficit de seniors (%)	10 143	9 017	2 019	5 409	102 974	0
Part des plus de 75 ans dans l						
de 60 2006	40,1%	35,8%	39,4%	38,4%	41,2%	39,5%

Source: d'après Insee

Les résidences secondaires dans les 5 territoires

	Type "combiné"	Type "Local"	Type "Régional"	Type "National- Intérieur"	Type "National Littoral"	Province
Résidences secondaires 2006	39 955	82 916	56 403	16 814	280 035	2 917 146
Résid. Second. En % logts 1999	5,1%	12,9%	58,0%	20,9%	24,8%	11,6%
Résid. Second. En % logts 2006	5,1%	12,1%	58,5%	22,6%	25,7%	11,3%
Δ 1990-99 en points	0,0%	-0,8%	0,6%	1,7%	0,9%	-0,3%
Δ 1999-2006 résidences principales	53 948	64 331	4 116	6 833	40 729	1 978 422
Δ 1999-2006 résidences secondaires	2 656	3 411	7 004	3 378	26 746	177 848
ΔRes.second./Δlogements	4,7%	5,0%	63,0%	33,1%	39,6%	8%

Source: d'après Insee

Les titulaires de revenus dans les 5 territoires: actifs occupés et retraités

	Type "combiné"	Type "Local"	Type "Régional"	Type "National- Intérieur"	Type "National Littoral"	Province
Actifs occ. 2006 (princ)	588 046	551 152	36 468	50 694	615 039	20 305 030
Retraités 2006	333 411	287 953	19 823	31 127	412 260	10 922 722
Retraités / tit. de revenus	36,2%	34,3%	35,2%	38,0%	40,1%	35%
Δ99-06 pop active occupée	70 107	84 865	4 895	6 823	87 359	2 099 898
Δ99-06 retraités	55 964	66 007	4 269	6 450	64 710	1 831 973
Δ retraités / Δ titulaires de revenus	44,4%	43,8%	46,6%	48,6%	42,6%	47%
Δ99-06 pop active occupée	13,5%	18,2%	15,5%	15,6%	16,6%	11,5%
Δ99-06 retraités	20,2%	29,7%	27,4%	26,1%	18,6%	20,2%
(Δ 99-06 emplois)	78 135	73 979	3 171	5 252	87 503	2 012 675

Source: d'après Insee

Marchés de l'emploi dans les 5 territoires: actifs occupés et emplois

	Type "combiné"	Type "Local"	Type "Régional"	Type "National- Intérieur"	Type "National Littoral"
Δ emplois 1999-2006	78 135	73 979	3 171	5 252	87 503
Δ actifs occ. 1999-2006	70 107	84 865	4 895	6 823	87 359
Δ emplois 1999-2006	14%	17%	11%	15%	16%
Δ actifs occ. 1999-2006	14%	18%	16%	16%	17%
Emplois/actifs occ. 1999	107%	91%	91%	79%	101%
Emplois/actifs occ. 2006	108%	91%	88%	79%	101%
Variation taux d'emploi 1999-2006	0,5%	-0,6%	-3,6%	-0,3%	-0,1%

Source: d'après Insee

Marchés de l'emploi dans les 5 territoires: Navetteurs domicile - travail

	Type "combiné"	Type "Local"	Type "Régional"	Type "National- Intérieur"	Type "National Littoral"
sortants 1990	84 832	118 429	5 818	15 343	45 896
sortants 1999	112 008	150 067	7 997	21 299	55 912
sortants 2006	134 844	180 127	10 001	25 474	66 936
Δ sortants 1990-1999	27 176	31 638	2 179	5 956	10 016
Δ sortants 1999-2006	22 836	30 060	2 004	4 175	11 024
Δ sortants 1990-1999	32%	27%	37%	39%	22%
Δ sortants 1999-2006	20%	20%	25%	20%	20%
sortants en % actifs occ. 1990	16%	28%	20%	38%	9%
sortants en % actifs occ. 1999	22%	32%	25%	48%	11%
sortants en % actifs occ. 2006	23%	33%	28%	51%	11%

Source: d'après Insee

Catégories socio-professionnelles dans les 5 territoires: actifs (lieu de résidences) et origine sociale des retraités

		Type "combiné"	Type "Local"	Type "Régional"	Type "National- Intérieur"	Type "National Littoral"	Province
Qualif en % act.occ.	Agriculteurs exploitants	1,0%	1,3%	4,9%	4,1%	0,5%	2,6%
	Cadres & Prof.intel sup.	16,0%	13,6%	7,7%	12,9%	14,7%	12,5%
	Ouvriers et employés	55,6%	60,5%	59,8%	53,7%	59,1%	60,4%
	Artisans, comm. & chefs entrepris	7,5%	8,7%	11,3%	13,3%	10,1%	6,8%
Var. 99-06 qualif	Agriculteurs exploitants	- 11,6%	- 6,8%	4,5%	- 21,2%	- 18,9%	- 13,9%
	Cadres & Prof.intel sup.	27,2%	39,0%	30,9%	29,1%	31,1%	32,5%
	Ouvriers et employés	7,5%	13,2%	13,4%	10,6%	11,2%	6,6%
	Artisans, comm. & chefs entrepris	3,7%	8,4%	- 1,8%	16,1%	3,2%	- 0,8%
Origine soc. Retraités	Anciens agriculteurs exploitants	3,3%	4,3%	13,7%	13,4%	2,0%	9,4%
	Anciens artisans, commerçants, c	9,4%	9,6%	11,5%	11,4%	12,9%	9,3%
	Anciens cadres et professions inte	27,7%	26,4%	24,7%	27,7%	31,2%	22,5%
	Anciens employés et ouvriers	59,5%	59,6%	50,2%	47,5%	53,9%	58,9%

Source: d'après Insee

Catégories socio-professionnelles dans les 5 territoires:
actifs (lieu de résidences) et emplois (lieu de travail).
Le cas des cadres

	Type "combiné"	Type "Local"	Type "Régional"	Type "National- Intérieur"	Type "National Littoral"	Province
Cadres Prof. intel. sup. au LT en 2006	16,8%	12,7%	6,8%	9,1%	14,6%	12,4%
Cadres & Prof.intel sup. au LR en 2006	16,0%	13,6%	7,7%	12,9%	14,7%	12,5%

Source: d'après Insee

Revenus sociaux et fiscaux dans les 5 territoires:

	Type "combiné"	Type "Local"	Type "Régional"	Type "National- Intérieur"	Type "National Littoral"	Province
Rev/hab 1990 (En indice. Province =100)	105	98	87	102	127	100
Rev/hab 1995 (En indice. Province =100)	103	99	91	104	120	100
Rev/hab 2000 (En indice. Province =100)	101	99	91	108	122	100
Rev/hab 2005 (en indice. Province=100)	101	102	96	110	121	100
Taux de pauvres dans pop -65 ans 2000	21,1%	15,2%	10,4%	12,4%	16,9%	13,0%
Allocataires RMI 2004 en % de la pop.	3,7%	2,1%	0,8%	1,6%	2,3%	1,7%
Base Brute TP 2006/hab, en €	1 170	1 928	1 336	959	1 047	1415
Base Brute TP 2006/hab (indice 100=Province)	83	136	94	68	74	100
Potentiel fiscal 4 taxes- en € - 2006/hab	601	739	755	649	814	624
Pot. fisc. 4 taxes- en € - 2006/hab (100=Prov)	96	118	121	104	131	100

Source: d'après DGI & CNAF

Grands secteurs d'activité dans les 5 territoires:

		Type "combiné"	Type "Local"	Type "Régional"	Type "National- Intérieur"	Type "National Littoral"	Province
Spécialisations sectorielles (coef. spec 100= poids du secteur dans l'emploi de Province)	Emplois Agriculture au LT en 2006	49	75	165	277	41	100
	Emplois Industrie au LT en 2006	50	81	35	64	45	100
	Emplois Construction au LT en 2006	86	104	132	140	99	100
	Emplois Tertiaire au LT en 2006	113	103	105	91	110	100
	Emplois Commerce au LT en 2006	99	115	83	109	108	100
	Emplois Services aux Entreprises au LT en 2006	117	101	49	71	104	100
	Emplois Services aux Particuliers au LT en 2006	104	99	245	164	147	100
Variations emploi sectoriel	Emplois Agriculture au LT 99-2006	- 3,3%	0,4%	1,4%	- 7,6%	7,5%	- 7%
	Emplois Industrie au LT 99-2006	- 1,8%	1,3%	- 8,7%	- 1,4%	0,2%	- 6%
	Emplois Construction au LT en 99-06	31,3%	28,1%	21,6%	36,6%	35,4%	25%
	Emplois Tertiaire au LT 99-2006	15,5%	20,8%	13,5%	21,2%	16,8%	16%
	Emplois Commerce au LT 99-2006	8,9%	15,0%	15,5%	16,7%	11,6%	13%
	Emplois Services aux Entreprises au LT 99-06	29,3%	25,6%	21,2%	36,6%	22,6%	23%
	Emplois Services aux Particuliers au LT 99-06	18,1%	22,7%	10,6%	8,3%	10,0%	14%

Source: d'après Insee

Les secteurs ayant créé le plus d'emplois salariés privés entre 2000 et 2006 - Système « combiné »

Combiné		Variation (en %)			
Les 25 plus gros créateurs d'emploi entre 2000 et 2006	nbre	départementa			
		local	I	Province	
Action sociale	6 327	35%	36%	27%	
Activités de nettoyage	3 353	33%	30%	23%	
Restaurants	3 147	35%	32%	27%	
Sélection et fourniture de personnel	2 401	23%	26%	5%	
Activités d'architecture et d'ingénierie	2 317	39%	37%	29%	
Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	2 253	17%	18%	19%	
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	2 067	12%	14%	12%	
Activités pour la santé humaine	2 002	10%	8%	9%	
Activités juridiques, comptables et de conseil de gestio	1 961	16%	21%	23%	
Conseil en systèmes informatiques	1 522	73%	50%	31%	
Publicité	1 407	44%	46%	9%	
Transports urbains et routiers	1 402	12%	12%	6%	
Intermédiation monétaire	1 401	17%	18%	7%	
Transports maritimes et côtiers	1 202	32%	32%	11%	
Travaux de finition	1 187	21%	27%	15%	
Formation permanente et autres activités d'enseignem	1 159	22%	24%	11%	
Enseignement secondaire	1 057	60%	34%	4%	
Préparation des sites	1 025	57%	25%	4%	
Recherche-développement en sciences physiques et na	990	149%	153%	41%	
Services divers fournis principalement aux entreprises	877	18%	23%	25%	
Travaux d'installation	874	12%	16%	15%	
Activités immobilières pour compte de tiers	760	13%	10%	32%	
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et d	689	15%	14%	15%	
Commerce de détail en magasin non spécialisé	601	4%	5%	9%	
Réalisation de logiciels	587	23%	26%	26%	
Variation 2000-2006	44 280				

Source: d'après Unedic

Les secteurs ayant créé le plus d'emplois salariés privés entre 2000 et 2006 - Système « local »

		Variation (en %)		
Les 25 plus gros créateurs d'emploi entre 2000 et 2006	nbre	départementa		
		local	I	Province
Action sociale	4 533	37%	47%	27%
Sélection et fourniture de personnel	4 450	46%	6%	5%
Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	3 015	26%	18%	19%
Activités de nettoyage	2 035	30%	29%	23%
Restaurants	1 887	26%	27%	27%
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	1 843	14%	13%	12%
Construction aéronautique et spatiale	1 827	29%	-24%	14%
Travaux d'installation	1 642	25%	10%	15%
Transports urbains et routiers	1 567	12%	2%	6%
Activités d'architecture et d'ingénierie	1 283	24%	2%	29%
Travaux de finition	1 185	27%	16%	15%
Manutention et entreposage	1 128	52%	38%	38%
Formation permanente et autres activités d'enseigne	1 103	60%	102%	11%
Activités pour la santé humaine	997	11%	25%	9%
Activités juridiques, comptables et de conseil de gestio	967	16%	17%	23%
Enquêtes et sécurité	941	35%	12%	22%
Publicité	912	52%	14%	9%
Commerce de gros de produits alimentaires	863	14%	6%	-3%
Activités immobilières pour compte de tiers	859	40%	31%	32%
Assainissement, voirie et gestion des déchets	848	64%	39%	28%
Activités de contrôle et analyses techniques	821	69%	106%	38%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	812	5%	3%	9%
Commerce de gros de produits intermédiaires non agri	733	13%	9%	8%
Entretien et réparation de véhicules automobiles	678	28%	14%	20%
Autres industries alimentaires	575	9%	-3%	2%
Variation 2000-2006	40 462			

Source: d'après Unedic

Les secteurs ayant créé le plus d'emplois salariés privés entre 2000 et 2006 - Système « national-intérieur »

		Variation (en %)		
Les 25 plus gros créateurs d'emploi entre 2000 et 2006	nbre	départementa		
		local	I	Province
Action sociale	429	47%	47%	27%
Restaurants	319	53%	27%	27%
Préparation des sites	205	36%	54%	4%
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	196	38%	13%	12%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	188	31%	3%	9%
Activités de nettoyage	167	121%	29%	23%
Activités pour la santé humaine	148	27%	25%	9%
Travaux d'installation	93	28%	10%	15%
Activités d'architecture et d'ingénierie	88	61%	2%	29%
Fabrication d'appareils domestiques	83		28%	-40%
Autres moyens d'hébergement de courte durée	80	17%	6%	7%
Services personnels	77	23%	11%	6%
Cantines et traiteurs	70	82%	7%	8%
Autres activités artistiques et de spectacle	68	115%	5%	11%
Transports urbains et routiers	66	9%	2%	6%
Fabrication de matériel de distribution et de commande élect	66	110%	3%	-11%
Enquêtes et sécurité	65	325%	12%	22%
Travaux de finition	58	15%	16%	15%
Administration générale, économique et sociale	56	1400%	-11%	69%
Industrie des fruits et légumes	54	96%	64%	7%
Fabrication de machines d'usage général	52	137%	17%	-2%
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	51	19%	9%	8%
Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	50	3%	18%	19%
Fabrication d'éléments en métal pour la construction	49	31%	12%	15%
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfu	46	17%	18%	15%
Variation 2000-2006	440			

Source: d'après Unedic

Les secteurs ayant créé le plus d'emplois salariés privés entre 2000 et 2006 - Système « national-littoral »

		Variation (en %)		
Les 25 plus gros créateurs d'emploi entre 2000 et 2006	nbre	départementa		
		local	I	Province
Activités immobilières pour compte de tiers	5 159	73%	84%	32%
Action sociale	4 668	36%	37%	27%
Restaurants	3 847	24%	21%	27%
Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	3 477	26%	29%	19%
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	3 009	15%	10%	12%
Activités juridiques, comptables et de conseil de gestion	2 128	19%	3%	23%
Sélection et fourniture de personnel	2 025	24%	27%	5%
Construction aéronautique et spatiale	1 866	3588%	4236%	14%
Autres organisations associatives	1 864	27%	24%	-1%
Activités de nettoyage	1 839	21%	30%	23%
Enquêtes et sécurité	1 833	49%	40%	22%
Travaux d'installation	1 796	25%	26%	15%
Construction navale	1 738	103%	15%	22%
Travaux de finition	1 574	24%	16%	15%
Activités pour la santé humaine	1 299	7%	8%	9%
Services divers fournis principalement aux entreprises	1 260	25%	23%	25%
Transports urbains et routiers	1 244	17%	17%	6%
Fabrication de machines d'usage général	1 121	77%	10%	-2%
Réalisation de logiciels	1 118	35%	43%	26%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	1 013	6%	4%	9%
Recherche-développement en sciences physiques et naturelle	953	75%	78%	41%
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	916	19%	10%	8%
Entretien et réparation de véhicules automobiles	775	27%	20%	20%
Assainissement, voirie et gestion des déchets	727	40%	70%	28%
Commerce de détail de produits pharmaceutiques et de parfu	717	14%	9%	15%
Variation 2000-2006	46 274			

Source: d'après Unedic

Les secteurs ayant créé le plus d'emplois salariés privés entre 2000 et 2006 - Système « régional »

		Variation (en %)		
Les 25 plus gros créateurs d'emploi entre 2000 et 2006	nbre	départementa		
		local	l	Province
Autres moyens d'hébergement de courte durée	516	52%	30%	7%
Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	357	30%	26%	19%
Action sociale	330	32%	16%	27%
Restaurants	180	19%	32%	27%
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	159	17%	16%	12%
Activités liées au sport	151	52%	27%	9%
Activités immobilières pour compte de tiers	115	28%	34%	32%
Travaux de finition	114	34%	31%	15%
Activités juridiques, comptables et de conseil de gestion	93	47%	42%	23%
Enseignement primaire	78	488%	225%	-13%
Commerce de détail en magasin non spécialisé	72	10%	9%	9%
Commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé	54	46%	28%	5%
Location de biens immobiliers	53	45%	23%	-11%
Activités récréatives	47	427%	224%	23%
Agences de voyage	36	30%	-12%	11%
Organisations économiques	34	56%	56%	-4%
Hôtels	32	3%	7%	2%
Services divers fournis principalement aux entreprises	29	81%	43%	25%
Activités d'architecture et d'ingénierie	28	34%	46%	29%
Autres industries alimentaires	23	6%	-2%	2%
Préparation des sites	22	10%	-22%	4%
Activités de contrôle et analyses techniques	22	275%	80%	38%
Activités de nettoyage	21	27%	19%	23%
Commerce de gros de produits intermédiaires non agricoles	20	15%	10%	8%
Sciage, rabotage, imprégnation du bois	20	80%	-13%	-14%
Variation 2000-2006	2 159			

Source: d'après Unedic

Les emplois salariés privés « domestiques » dans les 5 territoires:

	Part des domestiques 1993	Part des domestiques 1995	Part des domestiques 2000	Part des domestiques 2006
Type "combiné"	45,5%	45,6%	44,9%	44,9%
Type "Local"	46,2%	46,0%	45,7%	45,9%
Type "Régional"	71,5%	69,3%	73,0%	72,6%
Type "National-Intérieur"	53,3%	50,6%	48,6%	53,9%
Type "National Littoral"	53,5%	53,2%	52,6%	53,5%
Province	40,1%	39,9%	39,6%	41,7%
Ile de France	36,4%	35,5%	33,7%	35,3%
France	39,1%	38,8%	38,1%	40,1%

Emplois Domestiques	Δ 1993-1995	Δ 1995-2000	Δ 2000-2006
Type "combiné"	3,3%	9,6%	12,3%
Type "Local"	4,2%	15,0%	14,8%
Type "Régional"	1,0%	19,3%	12,4%
Type "National-Intérieur"	1,8%	19,6%	13,3%
Type "National Littoral"	0,7%	13,9%	15,6%
Province	3,2%	12,3%	11,2%
Ile de France	-2,4%	4,9%	7,0%
France	1,9%	10,6%	10,3%

Source: d'après Unedic